

VK - Bureau	Territoire de vente	Numéro de client DKV LUNADIS (accordé sur acceptation de la demande)
<input type="text"/>		



Demande des clients

afin de bénéficier des livraisons et /ou prestations du groupe DKV MOBILITY SERVICES, fournies par DKV EURO SERVICE GmbH + Co KG (DKV)* d'une part et LUNADIS GmbH + Co KG (LUNADIS) d'autre part*, Les Livraisons et/ou prestations respectives seront fournies sur la base de contrats séparés entre le client et DKV d'une part, et le Client et LUNADIS d'autre part, dont le client demande la souscription par la présente uniformément.

* Pour en savoir plus sur l'éventail de produits et services respectif, veuillez consulter www.dkv-euroservice.com et www.lunadis.com

Informations sur le demandeur

Raison sociale et forme juridique ou cachet commercial	<input type="text"/>	Interlocuteur	<input type="text"/>
		Fonction	<input type="text"/>
Rue, n°	<input type="text"/>	E-mail	<input type="text"/>
		Téléphone	<input type="text"/>
Code postal, localité	<input type="text"/>	Fax	<input type="text"/>
Registre du commerce (localité, n°)	<input type="text"/>	Portable	<input type="text"/>
N° de TVA intra-communautaire	<input type="text"/>	Site web	<input type="text"/>
		Création de société (jour, mois, an)	<input type="text"/>

Coordonnées bancaires

IBAN/ N° de compte	<input type="text"/>	SWIFT/BIC	<input type="text"/>
-----------------------	----------------------	-----------	----------------------

Renseignements sur l'entreprise/le parc de véhicules

Renseignements sur les besoins en carburants et péage

Besoin total en carburants	<input type="text"/> ltr./mois	Pourcentage carburant DKV	<input type="text"/> ltr./mois
cuve/poste carburant de l'entreprise	non <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> <input type="text"/> ltr./mois	Suppression de la cuve/du poste carburant de l'entreprise prévue?	non <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/>
Mode d'approvisionnement/ système de carte jusqu'ici?	<input type="text"/>	Besoin total péages	<input type="text"/>
Besoin total Péage	<input type="text"/> euros/mois	Part péage DKV	<input type="text"/> euros/mois

Pourcentages prestation de transport

National	<input type="text"/> %	International	<input type="text"/> %
----------	------------------------	---------------	------------------------

Dans quels pays circulez-vous? Indispensable, par ex. pour les péages et le remboursement de la TVA.

AT BE BG CH CZ DE DK ES FR GB HU IT
 LT LU NL PL RO RU SE SI TR Autre _____

Nombre de véhicules

Voitures/fourgonnettes (<3,5 t)	<input type="text"/>	Camion PL (≥ 3,5t)	<input type="text"/>	Camion PL (≥ 7,5t)	<input type="text"/>	Camion PL (≥ 12t)	<input type="text"/>	Autocar	<input type="text"/>	Divers (par ex. machines)	<input type="text"/>
Dont véhicules électriques	<input type="text"/>										
Dont véhicules hybrides rechargeable	<input type="text"/>										

Renseignements sur la facture (Est également valable pour les factures DKV de Consorzio ; Consorzio DKV EURO SERVICE I Piazza della Mostra,2 - I-39100 Bolzano)

Type de facture (à sélectionner)

Facture électronique/ e-Invoicing (gratuit)
 Précédée d'une copie de facture format PDF
 À l'adresse E-mail suivante: _____
 Facture papier (payant)

DKV EURO SERVICE GmbH + Co. KG | Balcke-Dürr-Allee 3 | D-40882 Ratingen | Tel. +49 (0)2102 5518-0 | Fax +49 (0)2102 5518-192 | www.dkv-euroservice.com
 USt. ID-Nr. DE 119 375 450 | Sitz Ratingen | Amtsgericht Düsseldorf HRA 4053 | persönlich haftende Gesellschafterin Verwaltungsgesellschaft EGRIMA mbH | Sitz Ratingen
 Amtsgericht Düsseldorf HRB 1703 | Geschäftsführung: Marco van Kalleveen | Peter Meier | Jérôme Lejeune | Sven Mehninger | Markus Präbl

LUNADIS GmbH + Co. KG | Balcke-Dürr-Allee 3 | D-40882 Ratingen | Tel. +49 (0)2102 5517-651 | Fax +49 (0)2102 5517-33483 | www.lunadis.com
 USt. ID-Nr. DE 815736693 | Sitz Ratingen | Amtsgericht Düsseldorf HRA 24793 | persönlich haftende Gesellschafterin Verwaltungsgesellschaft LUNADIS Verwaltungsgesellschaft mbH | Sitz Ratingen | Amtsgericht Düsseldorf HRB 82245 | Geschäftsführung Frank Hock | Jutta Schwarz

DKV MOBILITY SERVICES Group

VK - Bureau

Territoire de vente

Numéro de client DKV LUNADIS
(accordé sur acceptation de la demande)

--	--	--



En remplissant la présente demande, le client donne accès à DKV et LUNADIS à un certain nombre de données, dont des données à caractère personnel, nécessaires à la mise en place et à l'exécution des livraisons et/ou prestations de services dans le cadre des contrats conclus par le client avec DKV et LUNADIS. DKV et LUNADIS traitent les données à caractère personnel conformément aux dispositions légales applicables, en particulier au Règlement général sur la protection des données. Les données collectées sont destinées à DKV et LUNADIS, ainsi qu'à des sociétés tierces (par ex. des partenaires de service) sur lesquelles DKV et LUNADIS s'appuient pour fournir leurs livraisons et prestations.

Je/nous déclarons autoriser DKV et LUNADIS à traiter et utiliser mes données à caractère personnel collectées ici à des fins publicitaires pour tous les produits et services de DKV et LUNADIS, y compris dans le cadre d'enquêtes de satisfaction, par tout moyen de communication, y compris que ce soit par email, SMS/MMS ou téléphone.

Vous trouverez des informations détaillées concernant la protection des données sur notre site Internet à l'adresse <https://www.dkv-euroservice.com/datenschutz> et <https://www.lunadis.com/datenschutz>

Conformément à la loi, vous pouvez à tout moment exercer vos droits d'accès, de rectification et de suppression de vos données à caractère personnel auprès de DKV et LUNADIS en vous adressant au délégué à la protection des données de DKV et LUNADIS à l'adresse email suivante : datenschutz@dkv-mobility.com

Je/nous certifions que toutes les informations recueillies par DKV et LUNADIS au moyen du présent formulaire sont complètes et exactes. De plus, je/nous autorisons DKV et LUNADIS à prendre des informations auprès de la banque susmentionnée et/ou des renseignements commerciaux. Je/nous reconnaissons avoir pris connaissance des conditions générales DKV et des conditions générales LUNADIS jointes au présent formulaire et les acceptons comme faisant partie intégrante des contrats conclus par le client d'une part avec DKV et d'autre part avec LUNADIS, plus particulièrement la clause de réserve de propriété, la clause limitative de responsabilité, la clause de droit applicable et la clause attributive de juridiction au profit du tribunal de commerce de Paris visées auxdites conditions générales. Les conditions générales DKV en vigueur sont en outre accessibles gratuitement à l'adresse www.dkv-euroservice.com/agb et les Conditions Générales LUNADIS en vigueur peuvent être consultés gratuitement à l'adresse www.lunadis.com/agb.

Je/nous reconnaissons également avoir pris connaissance des conditions particulières ou spécifiques relatives à la fourniture de produits et services spécifiques et/ou d'Equipements spécifiques et les acceptons comme faisant partie intégrante des contrats conclus. Les conditions particulières ou spécifiques en vigueur peuvent être consultés à l'adresse www.dkv-euroservice.com/bedingungen-und-richtlinien ou dans l'Espace Client (www.dkv-euroservice.com/portal/en/web/customers/bedingungen-und-richtlinien).

L'annexe 1 fait partie de cette demande des clients.

Date

Nom(s) du/des signataires (en caractères d'imprimerie)

Signature du/des représentant(s) légal(aux)



Annexe 1 – Commande DKV CARD

Informations sur le demandeur

Raison sociale et
forme juridique
ou cachet
commercial

Rue, n°

Code postal,
localité

Adresse de livraison différente pour les cartes

Raison sociale et
forme juridique
ou cachet
commercial

Rue, n°

Code postal,
localité

Prix, rémunération, autres frais et coûts

La DKV facture les prix et les frais de service ainsi que les autres dépenses conformément aux Conditions générales de DKV.

DKV CARDS

N°	N° d'immatriculation	Immatriculation supplémentaire (par ex. centre de coûts)	Type de véhicule (cochez en marquant d'un « X »)						STD = Standard CH = +CHARGE CL = CLIMATE CHCL = +CHARGE & CLIMATE	Code de restriction* 30 ou 90	code PIN** S - système W - au choix F - flotte	Code PIN à 4 chiffres (uniquement pour PIN W au choix ou F Flotte)
			< 3,5 t	≥ 3,5 t	≥ 7,5 t	≥ 12 t	Autocar	Autre				
1.												
2.												
3.												
4.												
5.												
6.												
7.												
8.												
9.												
10.												
11.												
12.												
13.												
14.												
15.												
16.												

** RC 30 = carburants et lubrifiants, usage de péage et tunnels

RC 90 = RC 30 et service d'assistance routière, réparation, lavage, pneus, remorquage, transport combiné, ferries et tous les autres produits DKV

** Avec le choix du/des code/s PIN W au choix ou F Flotte, je renonce/nous renonçons à toute contestation pour utilisations abusives de la carte/des cartes.

Lors de l'utilisation de la DKV CARD CLIMATE : le client paie à DKV une majoration au titre de la compensation de CO₂, que DKV facture en fonction de la consommation spécifique du client et prélève via le mandat SEPA, et la transmet pour le compte du client à myclimate Deutschland gGmbH afin de soutenir des projets de protection climatique. Le montant de la compensation de CO₂ résulte de l'accord avec le client.

Lors de l'utilisation de la DKV CARD + charge : cette carte permet au client d'utiliser des stations de recharge sélectionnées pour charger un véhicule avec de l'électricité.

Conditions Générales DKV

Allgemeine Geschäftsbedingungen DKV



Table des matières

SECTION 1 – GENERALITES

- Article 1 – Définitions
- Article 2 – Champ d'application
- Article 3 – Objet
- Article 4 – Souscription du Contrat
- Article 5 – Encours
- Article 6 – Equipements
- Article 7 – Formation des contrats particuliers pour l'acquisition des produits et services

SECTION 2 – CONDITIONS D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS

- Article 8 – Propriété et utilisation personnelle
- Article 9 – Garde des Equipements et du Code PIN
- Article 10 – Contrôle
- Article 11 – Perte ou vol des Equipements – Responsabilité du Client
- Article 12 – Blocage
- Article 13 – Remplacement et restitution des Equipements

SECTION 3 – CONDITIONS FINANCIERES

- Article 14 – Prix, rémunération, autres frais et coûts
- Article 15 – Facturation
- Article 16 – Sûreté / Garantie

SECTION 4 – RECLAMATION, RESPONSABILITE, PRESCRIPTION

- Article 17 – Réclamation
- Article 18 – Responsabilité
- Article 19 – Prescription

SECTION 5 – DUREE ET RESILIATION

- Article 20 – Durée
- Article 21 – Résiliation

SECTION 6 – ESPACE CLIENT – DONNEES PERSONNELLES

- Article 22 – Conditions d'accès en ligne à l'Espace Client
- Article 23 – Données personnelles

SECTION 7 – DIVERS

- Article 24 – Transfert du Contrat
- Article 25 – Clause de sauvegarde
- Article 26 – Confidentialité des conditions contractuelles individuelles
- Article 27 – Droit applicable – Jurisdiction
- Article 28 – Validité et interprétation

Übersetzung Inhaltsverzeichnis

TEIL 1 – ALLGEMEINES

- Artikel 1 – Begriffsbestimmungen
- Artikel 2 – Geltung
- Artikel 3 – Gegenstand der AGB
- Artikel 4 – Vertragsabschluss
- Artikel 5 – Verfügungsrahmen
- Artikel 6 – Legitimationsobjekte
- Artikel 7 – Zustandekommen einzelner Verträge zum Bezug von Lieferungen und Leistungen

TEIL 2 – NUTZUNGSBEDINGUNGEN DER LEGITIMATIONSOBJEKTE

- Artikel 8 – Eigentum und persönliche Nutzung
- Artikel 9 – Aufbewahrung der LEO und des PIN Codes
- Artikel 10 – Prüfung
- Artikel 11 – Verlust oder Diebstahl des LEO – Haftung des Kunden
- Artikel 12 – Sperre
- Artikel 13 – Austausch und Rückgabe des LEO

TEIL 3 – FINANZIELLE BEDINGUNGEN

- Artikel 14 – Preise, Vergütung sowie sonstige Kosten und Auslagen
- Artikel 15 – Rechnungsstellung
- Artikel 16 – Sicherheit/Garantie

TEIL 4 – REKLAMATION, HAFTUNG, VERJÄHRUNG

- Artikel 17 – Reklamation
- Artikel 18 – Haftung
- Artikel 19 – Verjährung

TEIL 5 – DAUER UND KÜNDIGUNG

- Artikel 20 – Dauer
- Artikel 21 – Kündigung

TEIL 6 – KUNDENBEREICH – PERSONENBEZOGENE DATEN

- Artikel 22 – Bedingungen für den Onlinezugang zum geschützten Kundenbereich
- Artikel 23 – Personenbezogene Daten

TEIL 7 – SONSTIGES

- Artikel 24 – Vertragsübertragung
- Artikel 25 – Salvatorische Klausel
- Artikel 26 – Geheimhaltung von individuellen Vertragskonditionen
- Artikel 27 – Anwendbares Recht – Gerichtsbarkeit
- Artikel 28 – Geltung und Auslegung

SECTION 1 – GENERALITES

Article 1 – Définitions

« **Client** »: désigne la personne ou l'entreprise qui conclut à des fins professionnelles un Contrat avec DKV lui permettant de bénéficier des Equipements.

« **CG** »: désigne les présentes conditions générales.

« **Contrat** »: désigne le Contrat liant DKV au Client incluant les présentes conditions générales et les éventuelles conditions spécifiques, particulières ou complémentaires et directives applicables.

« **DKV** »: désigne la société **DKV Euro Service GmbH + Co. KG**.

« **Encours** »: désigne l'encours tel que défini à l'article 5 des CG.

« **Encours Global** »: désigne l'encours global valant pour l'ensemble des sociétés du Groupe DKV tel que défini à l'article 5 des CG.

« **Espace Client** »: désigne la partie sécurisée du Site de DKV dédiée au Client et sur lequel le Client peut se connecter grâce à des identifiants personnels lui permettant d'accéder aux services en ligne de DKV.

« **Equipement** »: désigne toute carte, application DKV Mobile CARD, ou autres appareils et équipements tels que définis à l'article 6 des CG fournis par DKV directement ou avec le concours d'un partenaire lié contractuellement à DKV au Client.

« **Site** »: désigne le site internet www.dkv-euroservice.com.

Article 2 – Champ d'application

2.1 La possession et/ou l'utilisation des Equipements emportent de plein droit l'adhésion sans réserve aux présentes CG et à celles qui viendraient les remplacer ou les modifier. Plus généralement, les CG s'appliquent à toute relation contractuelle entre DKV et le Client y compris après leur cessation. Les CG primeront irrévocablement sur toutes conditions générales du Client qui se trouveront de ce fait purement et simplement écartées.

2.2 Des conditions particulières ou spécifiques (les « Conditions Complémentaires ») peuvent s'appliquer pour la fourniture de produits et services spécifiques et/ou d'Equipements spécifiques (par exemple électromobilité, GNV, péage, services liés aux véhicules, services numériques et autres permettant l'accès aux livraisons et prestations en dehors de la République fédérale d'Allemagne, p.ex. dans les pays disposant de réglementations particulières). Les Conditions Complémentaires en vigueur sont consultables à tout moment sur le Site www.dkv-euroservice.com/bedingungen-und-richtlinien ou dans l'Espace Client www.dkv-euroservice.com/portal/en/web/customers/bedingungen-und-richtlinien ou encore sur demande. DKV et le Client peuvent également convenir séparément de Conditions Complémentaires pour des prestations spécifiques. Tout recours à ces prestations spécifiques et/ou toute utilisation de ces Equipements spécifiques par le Client emporte(nt) de plein droit adhésion aux Conditions Complémentaires qui font partie intégrante du Contrat. Les dispositions de l'article 2.4 s'appliquent à l'entrée en vigueur ou à la modification des Conditions Complémentaires. Les Conditions Complémentaires priment sur les CG.

2.3 Des conditions particulières d'utilisation régissant l'utilisation d'un service in situ (les « Conditions particulières d'utilisation ») peuvent également être applicables et font partie intégrante du Contrat. Le Client doit notamment respecter les consignes en résultant. C'est le cas notamment lorsque ces Conditions particulières d'utilisation sont affichées sur le lieu où le Client a recours au service (par ex. règlement intérieur d'un parking) ou encore si le Client ne peut ignorer que le recours au service est soumis à des Conditions particulières d'utilisation (par exemple dans le cadre d'une application nécessaire à l'activation du service).

2.4 DKV se réserve le droit de modifier à tout moment les CG. En cas de modification des CG, le Client en sera informé par courrier électronique ou tout autre moyen et DKV mettra les nouvelles CG à disposition du Client. Le Client aura la possibilité de refuser les nouvelles CG dans un délai maximum de deux (2) mois à compter de la réception de l'information, en procédant à la résiliation du Contrat et en cessant immédiatement d'utiliser les Equipements en sa possession et en les retournant à DKV selon les modalités définies à l'article 13.2 des CG. Dans tous les cas, toute poursuite d'utilisation des Equipements après transmission de l'information emportera acception sans réserve par le Client des nouvelles CG. Les CG en vigueur sont consultables à tout moment sur le Site www.dkv-euroservice.com/agb ou encore sur demande.

2.5 Le Client accepte la transmission et la signature de tout document par voie dématérialisée et reconnaît leur opposabilité.

Article 3 – Objet

Les CG ont pour objet de définir les conditions d'obtention, d'utilisation, de fonctionnement et de restitution et toute autre condition relatives aux Equipements ainsi qu'aux produits et services fournis par DKV.

Article 4 – Souscription du Contrat

4.1 Toute demande de souscription d'un Contrat (« Demande du Client ») devra obligatoirement comporter l'ensemble des documents et informations requis par DKV, le cas échéant dûment complétés et signés.

4.2 Le Client devra notamment communiquer une estimation du volume et/ou du montant maximum de ses besoins mensuels en produits et services DKV. Cette estimation qui relève de la seule responsabilité du Client contribuera à déterminer le montant maximum de l'encours mensuel qui pourra être consenti par DKV au Client et les garanties requises à cet effet. DKV se réserve le droit d'obtenir, notamment auprès de son assureur-crédit, toute information qu'elle juge nécessaire pour déterminer l'Encours et la garantie requise.

4.3 DKV se réserve la faculté de ne pas donner suite à la Demande du Client en cas de retour incomplet de ladite demande de souscription ou pour tout autre motif, tel que notamment le défaut de fourniture des sûretés et/ou des garanties réelles ou personnelles que DKV jugera nécessaire à la souscription du Contrat.

TEIL 1 – ALLGEMEINES

Artikel 1 – Begriffsbestimmungen

„**Kunde**“: bezeichnet die Person oder das Unternehmen, die/das einen Vertrag zu gewerblichen Zwecken mit DKV abschließt, der sie/es berechtigt die LEO zu nutzen.

„**AGB**“: bezeichnet die vorliegenden allgemeinen Geschäftsbedingungen.

„**Vertrag**“: bezeichnet den zwischen DKV und dem Kunden geschlossenen Vertrag unter Einbezug der vorliegenden allgemeinen Geschäftsbedingungen und den spezifischen Bedingungen, Sonderbedingungen, besonderen Nutzungsbedingungen und Richtlinien.

„**DKV**“: bezeichnet die Gesellschaft DKV Euro Service GmbH + Co. KG.

„**Verfügungsrahmen**“: bezeichnet den in Artikel 5 AGB definierten Verfügungsrahmen.

„**Gesamt-Verfügungsrahmen**“: bezeichnet den in Artikel 5 AGB definierten Gesamt-Verfügungsrahmen für alle Gesellschaften der DKV-Gruppe.

„**Kundenbereich**“: bezeichnet den gesicherten Teil der DKV-Internetseite, der für den Kunden bestimmt ist und mit der sich dieser mittels eines persönlichen Benutzernamens, der den Zugang zum DKV-Onlineservice ermöglicht, verbinden kann.

„**Legitimationsobjekte**“ (**LEO**): bezeichnet sämtliche dem Kunden von DKV selbst oder gemeinsam über verbundene Partner von DKV bereitgestellte Karten, DKV Mobile CARD Application, oder sonstigen Geräten und Einrichtungen im Sinne des Artikels 6 AGB.

„**Internetseite**“: bezeichnet die Internetseite www.dkv-euroservice.com.

Artikel 2 – Geltung

2.1 Der Besitz und/oder die Nutzung der LEO haben automatisch eine vorbehaltlose Annahme dieser AGB sowie derjenigen, die diese ersetzen oder ändern. Die AGB gelten darüber hinaus für alle vertraglichen Beziehungen zwischen DKV und dem Kunden, auch nach deren Beendigung. Die AGB gehen unwiderruflich allen allgemeinen Geschäftsbedingungen des Kunden vor, die in diesem Fall keine Anwendung finden und ausgeschlossen werden.

2.2 Für spezielle Lieferungen, Leistungen und/oder Legitimationsobjekte (z. B. Elektro- und Gasmobilität, Maut- und Fahrzeugservices, digitale Services und ferner solche, die dem Bezug von Lieferungen und Leistungen außerhalb des Geltungsbereichs der Bundesrepublik Deutschland dienen, z. B. in Ländern mit besonderen regulatorischen Anforderungen) kann DKV besondere oder spezielle Bedingungen (nachstehend „besondere Bedingungen“) erlassen. Die aktuell geltenden besonderen Bedingungen können unter der Internetseite www.dkv-euroservice.com/bedingungen-und-richtlinien, dem geschützten Kundenbereich unter www.dkv-euroservice.com/portal/en/web/customers/bedingungen-und-richtlinien oder auf Anfrage an DKV eingesehen werden. Besondere Bedingungen für spezielle Leistungen können ferner zwischen DKV und dem Kunden gesondert vereinbart werden. Die besonderen Bedingungen werden spätestens mit der Inanspruchnahme einer speziellen Leistung und/oder der Nutzung der Legitimationsobjekte durch den Kunden Vertragsbestandteil. Die Bestimmungen für Änderungen der AGB, die aus Artikel 2.4 AGB hervorgehen, gelten sowohl für die Inkraftsetzung als für die Änderung der besonderen Bedingungen. Die besonderen Bedingungen gelten vorrangig vor den AGB.

2.3 Besondere Nutzungsbedingungen, welche die Nutzung einer Leistung vor Ort regeln („Besondere Nutzungsbedingungen“) sind ebenfalls Vertragsbestandteil und gelten gegebenenfalls für die Inanspruchnahme einer Leistung vor Ort. Der Kunde ist verpflichtet die sich hieraus ergebenden Verhaltensmaßregeln einzuhalten, insbesondere dann, wenn die besonderen Nutzungsbedingungen am Ort der Leistungserbringung aushängen (z. B. die Hausordnung eines Parkhauses) oder auf andere Weise für den Kunden objektiv erkennbar wird, dass die Inanspruchnahme der Leistung diesen Besonderen Nutzungsbedingungen unterliegt (z. B. im Rahmen einer für die Leistungsaufbringung erforderlichen App).

2.4 DKV behält sich das Recht vor, die AGB jederzeit zu ändern. Im Falle einer Änderung der AGB, unterrichtet DKV den Kunden per Email oder auf andere Weise über die Änderung der AGB und stellt ihm die neuen AGB zur Verfügung. Der Kunde hat die Möglichkeit, die neuen AGB innerhalb einer Frist von (2) Monaten nach Erhalt der Information abzulehnen, indem er den Vertrag kündigt und unverzüglich die Nutzung der LEO nach Zusendung der Information über die Änderung der AGB gemäß den Bestimmungen in Artikel 13.2 der AGB zurückgibt. Jede weitere Nutzung der LEO nach Zusendung der Information über die Änderung der AGB gilt als vorbehaltlose Annahme der neuen AGB durch den Kunden. Die jeweils aktuell geltenden AGB sind auf der Internetseite www.dkv-euroservice.com/agb abrufbar oder auf Anfrage an den DKV erhältlich.

2.5 Der Kunde erklärt sich mit der elektronischen Übermittlung sowie der elektronischen Unterzeichnung aller Dokumente einverstanden und erkennt deren Rechtswirksamkeit an.

Artikel 3 – Gegenstand der AGB

Die AGB haben die Bedingungen für die Beschaffung, die Nutzung, den Betrieb und die Rückgabe sowie alle anderen Bedingungen im Zusammenhang mit den LEO sowie der von DKV gelieferten Produkte oder Leistungen zum Gegenstand.

Artikel 4 – Vertragsabschluss

4.1 Jeder Antrag auf Abschluss eines Vertrages („Kundenantrag“) muss unbedingte alle von DKV geforderten Dokumente und Informationen enthalten, gegebenenfalls ordnungsgemäß vervollständigt und unterschrieben werden.

4.2 Der Kunde muss insbesondere DKV eine Schätzung des maximalen Umfangs und/oder des Betrags seines monatlichen Bedarfs an Produkten und Leistungen mitteilen. Diese Schätzung, die allein der Verantwortung des Kunden unterliegt, dient dazu, den Höchstbetrag des monatlichen Verfügungsrahmens, der dem Kunden von DKV gewährt werden kann, und die aufgrund dessen geforderten Garantien zu ermitteln. DKV behält sich das Recht vor, insbesondere von seinem Kreditversicherer alle Informationen einzuholen, die er für die Ermittlung des Verfügungsrahmens und der erforderlichen Garantie für erforderlich hält.

4.3 DKV behält sich die Möglichkeit vor, dem Kundenantrag im Falle einer unvollständigen Rücksendung des Antrags sowie aus jedem anderen Grund, wie insbesondere bei Nichtbereitstellung der von DKV für den Vertragsabschluss erforderlich gehaltenen persönlichen oder dinglichen Sicherheiten und/oder Garantien, nicht zu entsprechen.

4.4 Le Contrat entre en vigueur à compter de la confirmation écrite par DKV de son acceptation de la Demande du Client, soit dans des conditions spécifiques soit dans un courrier, cette confirmation faisant partie intégrante du Contrat. Tout changement concernant la situation du Client en cours de Contrat doit être signalé immédiatement à DKV.

Article 5 – Encours

5.1 DKV se réserve le droit d'accorder au Client dans la lettre de confirmation/le Contrat un Encours et un délai de paiement particulier. Si DKV en fait usage, le Client peut utiliser les Equipements uniquement à concurrence de l'Encours accordé par DKV et conformément à sa solvabilité et à ses liquidités de manière à garantir le paiement des créances de DKV à échéance. L'Encours représente le montant maximal jusqu'auquel le Client bénéficiera des livraisons et prestations de DKV. Le Client est tenu de se tenir informé de l'état actuel de son Encours par l'intermédiaire du service clients de DKV. DKV est en droit de contrôler le respect de l'Encours et peut bloquer l'utilisation ultérieure de tout ou partie des Equipements de plein droit, sans préavis et avec effet immédiat, en cas de dépassement.

Même si l'Encours disponible est dépassé du fait de l'utilisation des Equipements, DKV est en droit de réclamer le paiement des livraisons et prestations ou autres dépenses découlant de l'utilisation non autorisée des Equipements.

DKV est en droit d'augmenter ou de diminuer unilatéralement l'Encours en fonction de l'utilisation des livraisons et prestations de DKV par le Client, de sa solvabilité et de son comportement en matière de paiement. DKV en informera préalablement le Client. Si le Client n'est pas d'accord avec le nouveau montant de l'Encours, il pourra procéder à la résiliation de plein droit et sans préavis du Contrat conclu avec DKV et devra cesser de recourir à ses livraisons et prestations. S'il continue à avoir recours aux livraisons et prestations de DKV postérieurement à l'information reçue concernant le nouvel Encours, celui sera considéré comme accepté par le Client. Le Client peut également convenir avec DKV d'une augmentation de son Encours. L'augmentation requiert un accord écrit de DKV, celle-ci pouvant subordonner cet accord à la fourniture de toute sûreté et/ou garantie complémentaire qu'elle jugera nécessaire dans les conditions prévues à l'article 16 des CG.

5.2 Si le Client bénéficie également de produits et/ou prestations d'autres sociétés du groupe DKV, DKV peut aussi fixer un encours global qui est le montant maximum pour lequel le Client peut bénéficier de produits et/ou prestations des différentes sociétés du Groupe DKV (« Encours Global »).

Article 6 – Equipements

6.1 **Nature** : DKV met à la disposition du Client sur la base des informations contenues dans la Demande du Client, directement ou avec le concours de Partenaires liés contractuellement à DKV, une ou des cartes (« CARD »), une ou des application(s) DKV Mobile CARD (« App ») ou d'autres appareils et équipements permettant d'enregistrer les livraisons ou prestations auxquelles le Client a recours. Au moyen de ces Equipements et le cas échéant sur justification de sa qualité, le Client a la faculté de s'approvisionner, en cours de route sans argent liquide, en produits et/ou services, en relation avec ses véhicules et qui lui sont proposés par DKV, auprès des partenaires et de leurs points de service liés contractuellement à DKV (les « Partenaires ») ou également dans certains cas directement auprès de DKV. Pour autant, la mise à disposition d'un Equipement ne saurait emporter une quelconque obligation de vente de produits ou fourniture de services par DKV et/ou ses Partenaires au Client. DKV ne peut garantir la disponibilité des produits et services.

6.2 **CARD** : DKV peut mettre à la disposition du Client une ou plusieurs CARD, comme la DKV CARD ou une carte co-brandée, lui permettant, pendant la durée de validité de la CARD et dans la mesure où cela est indiqué pour le véhicule désigné sur la CARD, de se procurer sans argent liquide des produits ou de recourir à des services auprès des Partenaires liés par contrat à DKV ou également dans certains cas directement auprès de DKV, et ce tant en France qu'à l'étranger. La CARD pourra être affectée ou non à un véhicule. En tout état de cause, la CARD ne pourra être utilisée qu'à des fins professionnelles et que pour des produits et services en rapport avec les véhicules. DKV peut limiter les produits ou services auxquels le Client peut avoir recours par l'intermédiaire de la CARD au travers d'un niveau d'autorisation choisi par le Client. L'acquisition de produits ou le bénéfice des prestations de service peut être limité(e) – si cela est prévu – par DKV par des niveaux d'autorisation (Code de restriction = CR) choisis par le Client dans sa Demande du Client, et qui figurent sur la CARD.

6.3 **Application DKV Mobile CARD (« App »)** : L'App permet au Client l'utilisation d'une CARD dématérialisée. L'utilisation de l'App est soumise aux conditions particulières d'utilisation et de licence DKV, qui font partie intégrante du Contrat. Pour pouvoir utiliser l'App, le Client doit être équipé d'un terminal mobile compatible, apte à fonctionner et exempt de logiciel malveillant (virus/cheval de Troie etc...) et s'assurer de la compatibilité du système d'exploitation du terminal utilisé avec le système d'exploitation envisagé (p.ex. dans l'App Store correspondant). Le terminal utilisé nécessite un accès Internet, ce qui peut occasionner des frais supplémentaires pour le Client. Le Client sous sa seule responsabilité devra s'assurer de la compatibilité actuelle et future de ses matériels, logiciels, terminaux mobiles et des services de téléphonie mobile auxquels il aura souscrit avec les conditions techniques pour l'utilisation de l'App.

6.4 **Autres appareils et équipements** : DKV peut mettre à la disposition directement ou par ses Partenaires des appareils et équipements de DKV (« Appareils propres ») ou de Partenaires (« Appareils tiers ») permettant l'utilisation des services et/ou leur enregistrement, notamment en ce qui concerne les droits liés à l'utilisation de réseaux routiers (péage). Les formulaires de demande ainsi que les directives et conditions tant pour les Appareils propres que pour les Appareils tiers sont consultables à tout moment sur le Site www.dkv-euroservice.com ou dans l'Espace Client ou sur demande. Le Client est tenu de se conformer aux instructions figurant dans les documentations accompagnant les appareils et équipements ainsi que les directives applicables, qui font partie intégrante du Contrat. Les dispositions concernant les Conditions Complémentaires figurant au 2.2 sont applicables aux instructions et directives de DKV relatives aux Appareils propres. Le Client apportera tout le soin nécessaire au bon fonctionnement des appareils et équipements qui ne pourront être utilisés qu'à des fins professionnelles et que pour des prestations en rapport avec les véhicules.

4.4 Der Vertrag tritt mit der schriftlichen Bestätigung von DKV über die Annahme des Kundenantrags in Kraft, entweder unter dem Abschluss der spezifischen Bedingungen oder per Schreiben, wobei diese Bestätigung integraler Bestandteil des Vertrages ist. Jede Änderung der Situation des Kunden während der Vertragslaufzeit ist DKV unverzüglich zu mitzuteilen.

Artikel 5 – Verfügungsrahmen

5.1 DKV kann dem Kunden in dem Bestätigungsschreiben/Vertrag einen bestimmten Verfügungsrahmen und eine besondere Zahlungsfrist einräumen. Macht DKV hiervon Gebrauch, darf der Kunde die LEO nur in dem von DKV eingeräumten Verfügungsrahmen und im Rahmen seiner Bonitäts- und Liquiditätsverhältnisse nutzen, so dass der Ausgleich der DKV-Forderungen bei Fälligkeit gewährleistet ist. Der Verfügungsrahmen ist der Maximalbetrag, bis zu dem der Kunde Lieferungen und Leistungen des DKV in Anspruch nehmen darf. Der Kunde ist verpflichtet, sich über den aktuellen Stand seines Verfügungsrahmens über den Kundenservice von DKV unterrichtet zu halten. DKV ist berechtigt, die Einhaltung des Verfügungsrahmens zu überwachen und kann bei Überschreitung den weiteren Einsatz einzelner oder aller LEO automatisch, ohne weitere Ankündigung mit sofortiger Wirkung sperren.

Auch wenn durch die Nutzung der LEO der eingeräumte Verfügungsrahmen überschritten wird, ist DKV berechtigt, Zahlung der Lieferungen und Leistungen oder sonstiger Aufwendungen zu verlangen, die aus der unerlaubten Nutzung der LEO entstehen.

DKV ist berechtigt, den Verfügungsrahmen einseitig zu erhöhen oder zu reduzieren, je nach Nutzung der Lieferungen und Leistungen von DKV durch den Kunden, seiner Zahlungsfähigkeit und seinem Zahlungsverhalten. DKV wird den Kunden vorher entsprechend informieren. Wenn der Kunde nicht mit dem neuen Betrag des Verfügungsrahmens einverstanden ist, kann er automatisch und ohne Vorankündigung den mit DKV geschlossenen Vertrag kündigen, und muss die weitere Inanspruchnahme seiner Dienstleistungen einstellen. Jede weitere Inanspruchnahme der Leistungen von DKV nach der Information des neuen Verfügungsrahmens gilt als vorbehaltlose Annahme des neuen Verfügungsrahmens durch den Kunden. Der Kunde kann mit DKV auch eine Erweiterung seines Verfügungsrahmens vereinbaren. Die Erweiterung bedarf einer schriftlichen Vereinbarung mit DKV, der dieses Einverständnis unter die Bedingung der Erbringung jeder Art von ergänzender Sicherheit oder Garantie stellen kann, die er gemäß der Bedingungen des Artikel 16 der AGB für erforderlich hält.

5.2 Nimmt der Kunde auch Lieferungen und/ oder Leistungen anderer Gesellschaften der DKV-Gruppe in Anspruch, kann DKV den Verfügungsrahmen als monatlichen Maximalbetrag festlegen, bis zu dem der Kunde bei verschiedenen Unternehmen der DKV-Gruppe Lieferungen und/ oder Leistungen in Anspruch nehmen kann („Gesamt-Verfügungsrahmen“).

Artikel 6 – Legitimationsobjekte

6.1 **Art**: DKV stellt dem Kunden auf Basis der Angaben im Kundenantrag selbst oder gemeinsam über verbundene Partner eine oder mehrere Karten („CARD“), DKV Mobile CARD Application(s) („App“) oder sonstige Geräte und Einrichtungen zur Erfassung der in Anspruch genommenen Lieferungen und Leistungen zur Verfügung. Der Kunde hat die Möglichkeit sich mittels der LEO, und gegebenenfalls unter Nachweis seiner Eigenschaft als Kunde, unterwegs bargeldlos mit Produkten und/oder mit Leistungen, die mit dem Betrieb seines Kraftfahrzeugs im Zusammenhang stehen und über DKV angeboten werden, bei vertraglich verbundenen Servicepartnern und deren Servicestellen („Servicepartner“), in einigen Fällen auch unmittelbar beim DKV, zu versorgen. Dennoch begründet die Zuverfügungstellung eines Legitimationsobjektes für DKV oder seine Partner in keiner Weise eine Verpflichtung zum Verkauf von Produkten oder zur Erbringung von Leistungen an den Kunden. DKV kann die Verfügbarkeit der Produkte und Leistungen nicht garantieren.

6.2 **CARD**: DKV kann dem Kunden eine oder mehrere CARD, wie die DKV CARD oder Co-Branded-Cards zur Verfügung stellen, die ihn berechtigen, in dem auf der CARD angegebenen Gültigkeitszeitraum und soweit angegeben für das ausgewiesene Kraftfahrzeug, bei den vertraglich dem DKV angeschlossenen Partnern, in einigen Fällen auch unmittelbar beim DKV, sowohl in Frankreich als auch im Ausland bargeldlos Waren zu erwerben oder Leistungen in Anspruch zu nehmen. Die CARD kann einem bestimmten Fahrzeug zugeordnet sein oder nicht. Jedenfalls kann die CARD nur zu gewerblichen Zwecken und nur für fahrzeugbezogene Waren und Leistungen benutzt werden. DKV kann den Bezug von Waren oder die Inanspruchnahme von Leistungen durch den Kunden über die CARD mittels einer vom Kunden gewählten Berechtigungsstufe begrenzen. Die Berechtigung zum Bezug von Waren oder zur Inanspruchnahme von Leistungen kann bei DKV – sofern vorgesehen – durch eine vom Kunden bei der Antragstellung gewählte Berechtigungsstufe (Restriktionscode = RC), die aus der Karte ersichtlich ist, beschränkt werden.

6.3 **DKV Mobile CARD Application („App“)**: Die App gewährt dem Kunden die Nutzung einer CARD auf elektronischem Wege. Für die App gelten die jeweils vom DKV vorgesehenen besonderen Nutzungs- und Lizenzbedingungen, die Bestandteil dieses Vertrages sind. Die Verwendung der App setzt auf der Seite des Kunden die Bereitstellung eines kompatiblen, frei von Schadsoftware (Viren/Trojaner etc.) und in jeder Hinsicht funktionstauglichen mobilen Endgeräts sowie die Kompatibilität des Betriebssystems auf dem genutzten Endgerät mit dem (z. B. im jeweiligen App Store) vorgegebenen Betriebssystem voraus. Weiterhin wird auf dem genutzten Endgerät ein Internetzugang, durch den ggf. zusätzliche Kosten für den Kunden entstehen, vorausgesetzt. Der Kunde ist allein dafür verantwortlich, sicherzustellen, dass seine Hard- und Software sowie seine mobilen Endgeräte und die von ihm abgeschlossenen Mobilfunkverträge mit den technischen Voraussetzungen zur Nutzung der App kompatibel sind und bleiben.

6.4 **Sonstige Geräte und Einrichtungen zur Erfassung**: DKV kann selbst oder über seine Partner sonstige Geräte und Einrichtungen von DKV („Eigengeräte“) sowie von Servicepartnern („Fremdgeräte“) zur Verfügung stellen, die der Leistungsanspruchnahme und/ oder ihrer Erfassung, insbesondere betreffend Straßennutzungsgebühren (Maut), dienen. Anträge für eigene und Fremdgeräte sowie die Geräteanweisungen und Richtlinien können vom Kunden jederzeit entweder unter www.dkv-euroservice.com eingesehen werden oder werden im geschützten Kundenbereich des DKV-Online-Service bereitgestellt oder sind auf Anfrage von DKV erhältlich. Der Kunde ist verpflichtet, die Anweisungen der Geräte und Einrichtungen sowie die Richtlinien zu befolgen, die allesamt Bestandteil des Vertrages sind. Für die gerätebezogenen Anweisungen und die Richtlinien des DKV finden die Bestimmungen des Artikels 2.2 AGB für besondere Bedingungen Anwendung. Der Kunde ist verpflichtet, sämtliche Geräte schonend und pfleglich zu behandeln. Die Nutzung ist nur zu gewerblichen und fahrzeugbezogenen Zwecken zulässig.

6.5 Si cela est prévu par DKV, le Client peut commander ou gérer ses Equipements en utilisant les formulaires mis à sa disposition par DKV soit par courrier électronique soit sur son Espace Client. Le cas échéant, si c'est prévu par le Partenaire, le Client accepte que DKV agisse en son nom et pour son compte pour procéder à l'enregistrement et à la gestion des Equipements fournis (p. ex. modification des données du véhicule et du client) vis-à-vis du Partenaire et si besoin de conclure les actes juridiques à cet effet.

6.6 **Utilisation des Equipements en Italie:** Si DKV a conclu avec des fournisseurs italiens un contrat d'approvisionnement de marchandises déterminées au sens de l'article 1559 du Code civil italien («Codice Civile»), ou un contrat de fourniture de prestations de service ou un contrat d'entreprise et de fourniture de prestations de service au sens du droit civil italien, les Equipements donnent droit au Client et à ses préposés de recourir, pour couvrir leur besoin habituel, régulièrement et sans paiement en espèces, à des livraisons périodiques et régulières de marchandises déterminées au sens de l'article 1559 du code civil ou à la fourniture de prestations de service, dans les points de vente et points de service desdits fournisseurs. DKV tiendra le Client informé de l'existence des contrats d'approvisionnement ou de fourniture de prestations de service ou encore de contrats d'entreprise et de fourniture de prestations de service avec les fournisseurs italiens par la mise à jour régulière de son Site. Des modifications dans l'existence des contrats avec les fournisseurs italiens seront communiquées au Client périodiquement, généralement tous les trimestres dans le bandeau d'informations du relevé de factures avec en outre l'indication selon laquelle les modifications détaillées concernées peuvent être consultées par le Client sur le Site. Toutes les autres marchandises, prestations ou réparations auxquelles le Client a recours sans argent liquide en Italie au moyen des Equipements seront fournies au Client en tant que Livraison par des tiers.

6.7 Dès lors que l'Equipement confié par DKV au Client est rattaché à un véhicule, tout changement de plaque d'immatriculation ou de véhicule doit être immédiatement signalé à DKV.

Article 7 – Formation des contrats particuliers pour l'acquisition des produits et services

7.1 En général, DKV fournit en son propre nom et pour son propre compte les produits et services au Client («Livraison directe»).

DKV et le Client conviennent qu'un Contrat Particulier sera à chaque fois formé entre DKV et le Client, aux termes duquel le Client acquiert les produits et/ou services de DKV, dès que le Client se fournit auprès d'un Partenaire en produits et/ou services en rapport avec des véhicules et couverts par l'offre de produits et services de DKV et que le Partenaire accepte l'Equipement présenté à cet effet par le Client. Concomitamment à la conclusion de ce Contrat Particulier, il se formera un contrat particulier entre le Partenaire et DKV portant sur la délivrance du produit ou service concerné, dans le respect de l'accord conclu entre DKV et le Partenaire. Toutefois, si un contrat spécifique doit encore être conclu pour l'acquisition par DKV des produits et services concernés, le Client conclura, en tant que représentant de DKV au nom et pour le compte de DKV, le contrat correspondant avec le Partenaire, dès lors que le Client présentera l'Equipement et que ce dernier sera accepté par le Partenaire. En cas de Livraison directe, le Partenaire n'est pas autorisé à convenir avec le Client d'accords dérogatoires aux présentes CG ou qui seraient défavorables à DKV ou d'octroyer au Client des garanties engageant DKV.

7.2 Dans les cas exceptionnels où la Livraison directe ne peut être convenue avec les Partenaires et exclusivement pour des livraisons et prestations fournies en dehors de la France sur présentation d'un Equipement dans un point de service d'un Partenaire situé en dehors de la France, DKV négocie leurs offres de service ; dans ce cas, les produits et services seront fournis directement par le Partenaire au Client («Livraison par des tiers») selon des conditions du Partenaire convenues séparément entre le Partenaire et le Client. En cas de Livraison par des tiers situés en dehors de la France, le Client accepte d'ores et déjà de céder à DKV les créances du Partenaire situé en dehors de la France détenues à l'encontre du Client. En cas de Livraison par des tiers en dehors de la France, le Client est tenu de rembourser ou de payer à DKV toutes les créances ce qui incluent le montant de la créance en principal mais aussi les prix et frais de service visés à l'article 14 des CG. Par dérogation aux articles 17 et 18 des CG, DKV n'assume aucune obligation ni responsabilité pour la fourniture des produits et services au Client dans le cadre du contrat particulier conclu entre le Client et le Partenaire.

7.3 DKV peut également fournir les produits et services en son nom propre, mais pour le compte d'un Partenaire sur la base des contrats correspondants conclus avec ce dernier («Commission»). Dans ce cas, les produits et services de DKV seront fournis au Client par DKV. Le Client les paiera selon les dispositions des présentes CG.

SECTION 2 – CONDITIONS D'UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Article 8 – Propriété et utilisation personnelle

Les Equipements sont strictement personnels et ne peuvent, en aucun cas, être cédés ou remis à des tiers même en cas de cession de fonds de commerce ou en cas de procédure collective. Ils demeurent la propriété de DKV ou du Partenaire en cas d'Appareils tiers.

Article 9 – Garde des Equipements et du Code PIN

9.1 Le Client devra utiliser les Equipements sous sa responsabilité personnelle, en y apportant tous les soins et diligences nécessaires à leur conservation et leur bon fonctionnement et dans le strict respect des instructions et préconisations de DKV. En outre, le Client devra apporter un soin particulier, afin d'éviter que les Equipements soient perdus, volés ou utilisés à des fins illicites. A cet effet, les Equipements ne devront en aucun cas être conservés dans un véhicule ou un local sans surveillance. Le Client demeure entièrement responsable de tout usage irrégulier ou frauduleux qui pourrait en être fait.

9.2 Le Client devra prendre toutes les précautions utiles pour assurer la confidentialité des codes d'authentification personnels («Code(s) PIN») qui lui auront été attribués. Il devra donc tenir absolument secret le Code PIN et ne pas le transmettre à des tiers non autorisés, ni l'inscrire sur un Equipement ou tout autre support, ni le stocker ensemble avec un Equipement ou avec un autre appareil au sens de l'article 6.4. Il devra en outre tenir le courrier de communication du Code Pin dans un endroit sécurisé. Il devra s'assurer que le Code PIN soit composé à l'abri des regards indiscrets. Le Client devra prendre toutes les précautions, afin d'empêcher toute copie, reproduction, falsification, utilisation irrégulière du Code PIN et/ou

6.5 Sofern von DKV vorgesehen kann der Kunde das LEO mittels eines per Email an DKV übersandten Formblattes oder auch über den geschützten Kundenbereich des DKV Online Portals beantragen oder verwalten. Sofern vom Servicepartner zugelassen, ist DKV berechtigt, für den Kunden gegenüber dem Servicepartner die Registrierung und Verwaltung (z. B. Änderung der Fahrzeug- und Kundendaten) der LEO vorzunehmen und gegebenenfalls diesbezügliche Rechtsakte abzuschließen.

6.6 **Einsatz der LEO in Italien:** Sofern DKV mit italienischen Lieferanten einen Bezugsvertrag für den üblichen und gewöhnlichen Bedarf über bestimmte Waren im Sinne des Artikel 1559 des italienischen Bürgerlichen Gesetzbuches („Codice Civile“) bzw. einen Dienstleistungs- bzw. Dienstleistungswerkvertrag geschlossen hat, berechtigt das LEO den Kunden und seine Erfüllungsgehilfen, regelmäßig wiederkehrende und dauernde Lieferungen von bestimmten Waren im Sinne des Artikel 1559 Codice Civile für den üblichen und gewöhnlichen Bedarf bzw. Dienstleistungen an deren Servicestellen bargeldlos in Anspruch zu nehmen. Informationen zu bestehenden Bezugsverträgen bzw. Dienstleistungs- bzw. Dienstleistungswerkverträgen mit italienischen Lieferanten finden sich auf der Website von DKV. Änderungen im Bestand von Verträgen mit italienischen Lieferanten werden dem Kunden periodisch, in der Regel quartalsmäßig, in der Informationszeile der Rechnungszusammenstellung mitgeteilt und zwar mit dem Hinweis, dass die betreffenden Änderungen im Detail vom Kunden über die vorgenannte Website abgerufen werden können. Alle anderen in Italien über ein LEO bargeldlos in Anspruch genommenen Waren, Werk- oder Dienstleistungen werden gegenüber dem Kunden als Drittlieferungen erbracht.

6.7 Soweit es sich nach der für das jeweilige LEO zwischen dem Kunden und DKV vereinbarten Nutzungsberechtigung um fahrzeugbezogene LEO handelt, sind Kennzeichen- oder Kraftfahrzeugwechsel DKV unverzüglich mitzuteilen

Artikel 7 – Zustandekommen einzelner Verträge zum Bezug von Lieferungen und Leistungen

7.1 Lieferungen und Leistungen an den Kunden erfolgen grundsätzlich durch DKV im eigenen Namen und für eigene Rechnung („Direktlieferung“). DKV und der Kunde vereinbaren, dass zwischen ihnen jedes Mal ein Vertrag zustande kommt, durch den der Kunde die Waren vom DKV erwirbt und/ oder die Leistung vom DKV bezieht, wenn der Kunde bei einem Servicepartner eine mit dem Betrieb eines Kraftfahrzeugs im Zusammenhang stehende, vom Angebotsspektrum des DKV erfasste Ware und/ oder Dienstleistung bezieht und der Servicepartner das vom Kunden zu diesem Zweck eingesetzte LEO akzeptiert. Zugleich kommt damit der Vertrag zwischen DKV und dem Servicepartner über den Bezug der Waren und Dienstleistungen zustande, sofern DKV dies mit dem Servicepartner so vereinbart hat. Sofern es jedoch für den Bezug der Waren oder Dienstleistungen eines Vertragsabschlusses bedarf, schließt der Kunde diesen Vertrag mit dem Servicepartner als Vertreter des DKV, indem er das LEO einsetzt und der Servicepartner dies akzeptiert. Bei der Direktlieferung ist der Servicepartner nicht berechtigt, mit Wirkung für DKV und zu dessen Lasten Erweiterungen des gesetzlichen Leistungsumfanges oder Abweichungen von diesen AGB zu vereinbaren und/ oder Garantien mit Wirkung für DKV abzugeben.

7.2 In Ausnahmefällen, in welchen sich die Direktlieferung mit den Servicepartnern nicht vereinbaren lässt und zwar ausschließlich für Lieferungen und Leistungen außerhalb Frankreichs bei Einsatz von LEO an Servicestellen eines außerhalb Frankreichs ansässigen Servicepartners, vermittelt DKV stattdessen deren Leistungsangebot; in diesem Fall werden die Lieferungen und Leistungen unmittelbar von dem Servicepartner gegenüber dem Kunden („Drittlieferung“), unter gesondert zwischen dem Servicepartner und dem Kunden vereinbarten Bedingungen des Servicepartners, erbracht. Für den Fall der Drittlieferung außerhalb Frankreichs, stimmt der Kunde bereits jetzt den jeweiligen Abtretungen der Forderungen des jeweiligen außerhalb Frankreichs ansässigen Servicepartners gegen den Kunden an DKV zu. Im Fall der Drittlieferung außerhalb Frankreichs ist der Kunde verpflichtet alle Forderungen bestehend aus dem jeweiligen Forderungsbetrag zusätzlich den in Artikel 14 dieser AGB genannten Preisen und Serviceentgelte an DKV zu erstatten bzw. zu bezahlen. Abweichend von den Artikeln 17 und 18 der AGB übernimmt DKV in Bezug auf den Einzelvertrag keine Verpflichtung oder Haftung im Hinblick auf die Erbringung von Lieferungen und Leistungen gegenüber dem Kunden.

7.3 DKV kann auch die Lieferungen und Leistungen an den Kunden im eigenen Namen, aber auf fremde Rechnung des Servicepartners aufgrund entsprechender Verträge mit dem Servicepartner erbringen („Kommission“). In diesem Fall werden die Lieferungen und/oder Leistungen von DKV an den Kunden erbracht und der Kunde hat diese an DKV gemäß den Bestimmungen dieser AGB zu begleichen.

TEIL 2 – NUTZUNGSBEDINGUNGEN DER LEGITIMATIONSOBJEKTE

Artikel 8 – Eigentum und persönliche Nutzung

Die LEO sind streng persönlich und können unter keinen Umständen abgetreten oder an Dritte übertragen werden, auch nicht im Falle eines Betriebsübergangs oder der Eröffnung eines Insolvenzverfahrens. Sie bleiben im Eigentum von DKV oder des Servicepartners im Falle von Fremdgeräten.

Artikel 9 – Aufbewahrung der LEO und des PIN Codes

9.1 Der Kunde nutzt die LEO in seiner persönlichen Verantwortung und wendet dabei unter Beachtung der Anleitungen und Empfehlungen von DKV, die für deren Erhalt und ordnungsgemäßes Funktionieren notwendige Sorgfalt an. Zudem verwendet der Kunde besondere Sorgfalt darauf, um zu vermeiden, dass die LEO abhandenkommen, entwendet oder zu unzulässigen Zwecken genutzt werden. Zu diesem Zweck dürfen die LEO unter keinen Umständen im Fahrzeug oder in einer unbeaufsichtigten Örtlichkeit aufbewahrt werden. Der Kunde bleibt voll haftbar für jede unsachgemäße oder betrügerische Benutzung.

9.2 Der Kunde muss alle zweckdienlichen Maßnahmen treffen, um die Vertraulichkeit des persönlichen Authentifizierungscodes („PIN Code(s)“), der an ihn vergeben wird, zu gewährleisten. Er muss den PIN Code folglich absolut geheim halten und darf ihn weder an nicht autorisierte Dritte weitergeben, noch auf dem LEO oder jedem anderen Gerät notieren und ihn auch nicht zusammen mit dem LEO oder einem anderen Gerät im Sinne des Artikels 6.4 AGB speichern. Er muss zudem den Brief, in dem ihm der PIN Code mitgeteilt wurde, sicher aufbewahren. Er muss sich versichern, dass der PIN Code geschützt vor indiscreten Blicken eingegeben wird. Der Kunde muss sämtliche Vorkehrungen treffen, um Kopien, Vervielfältigungen,

des données figurant sur la bande magnétique des Equipements et effectuera à cet égard des contrôles réguliers notamment en vérifiant ses relevés et factures. Il veillera à ce que ces obligations soient respectées par tout préposé autorisé par ses soins à utiliser l'Equipement et le Code PIN associé. En cas de saisie de trois codes PIN erronés successifs, l'Equipement sera automatiquement bloqué pour des raisons de sécurité et il appartiendra au Client de se rapprocher sans délai de DKV.

9.3 Le Client assume l'entière responsabilité de l'usage des Equipements et des Codes PIN y compris en cas d'utilisation irrégulière ou frauduleuse, perte ou vol sous réserve des stipulations de l'article 11.

Article 10 – Contrôle

10.1 Les Partenaires ont la faculté, et non l'obligation, de vérifier s'ils traitent avec le porteur légitime de l'Equipement. Les Partenaires peuvent refuser la délivrance de produits ou de service et retirer les Equipements si ceux-ci ne correspondent pas au numéro d'immatriculation du véhicule ou aux documents de celui-ci, si l'Equipement est périmé ou s'il figure sur une liste de blocage.

10.2 Si un justificatif/bon de livraison est établi dans un point service, celui-ci doit être signé par l'utilisateur de l'Equipement, lorsque cela est techniquement prévu. Avant la signature, l'utilisateur de l'Equipement devra vérifier l'exactitude du justificatif/bon de livraison, en particulier les données concernant les livraisons et prestations obtenues par rapport à la désignation, la quantité et/ou le prix. Il n'y a pas de vérification de la signature par le Partenaire lors de la signature du justificatif et cela n'est pas contractuel.

10.3 Si dans des points de service DKV automatisés, pour des raisons techniques, aucun justificatif/bon de livraison n'est établi, l'utilisation de l'Equipement s'effectue par l'usage d'un terminal, conformément aux prescriptions d'utilisation, ou de tout autre dispositif technique prévu. Si cela est prévu, le Client montre son autorisation par la présentation d'un numéro d'identification personnel (Code PIN), qui lui a été fourni précédemment par DKV. En cas de commande d'un produit ou de recours à une prestation directement chez DKV, le Client montre son autorisation par l'indication du nom du Client et du numéro Client.

Article 11 – Perte ou vol des Equipements – Responsabilité du Client

Toute perte, disparition ou vol d'Equipement ou toute utilisation frauduleuse ou non autorisée d'Equipement ou de Code PIN doit être immédiatement signalé(e) à DKV aux coordonnées prévues à cet effet figurant sur le Site et confirmée par écrit à DKV sans délai. A compter de la déclaration de perte ou de disparition ou de vol ou d'utilisation frauduleuse ou non autorisée, à laquelle doit impérativement être jointe la déclaration de perte ou vol ou d'utilisation frauduleuse aux services de police, et sauf fraude, DKV exonérera le Client de la responsabilité à raison d'éventuelles utilisations irrégulières.

Toutefois, le Client sera toujours responsable de l'utilisation irrégulière ou frauduleuse des Equipements même après une déclaration de perte ou de vol ou d'utilisation frauduleuse ou non autorisée et/ou blocage, lorsqu'il aura été fait usage du Code PIN ou si le Client n'a pas pris toutes les mesures raisonnables pour éviter l'utilisation frauduleuse ou non autorisée de l'Equipement, en particulier si :

- a) Le Client n'a pas pris les mesures nécessaires pour la conservation de l'Equipement conformément à l'article 9 ;
- b) L'Equipement n'a pas été restitué à DKV conformément à l'article 13.2 ;
- c) Les dispositions de l'article 9.2 relatives à la confidentialité du code PIN n'ont pas été respectées ;
- d) Le Client a transmis l'Equipement à une personne non autorisée ;
- e) Le Client n'a pas fait la déclaration de perte ou vol immédiatement après sa découverte.

Un Equipement déclaré perdu ou volé ou bloqué ne doit plus être utilisé s'il est retrouvé mais doit être restitué dans les conditions définies à l'article 13.2 ci-dessous.

Article 12 – Blocage

12.1 DKV aura la faculté de procéder de plein droit à tout moment moyennant le respect d'un préavis écrit de quinze (15) jours au blocage de tout ou partie des Equipements.

12.2 DKV aura la faculté de procéder de plein droit et sans préavis au blocage de tout ou partie des Equipements confiés au Client notamment dans les cas suivants :

- fourniture par le Client d'informations fausses ou inexactes notamment concernant sa situation financière ;
- faute du Client ;
- absence de fourniture des sûretés et/ou garanties telles que requises par DKV dans les conditions prévues à l'article 16 ci-dessus ;
- défaut ou retard total ou partiel de paiement des factures ;
- révocation par le Client des modalités de paiement convenues ;
- dépassement de l'Encours ou de l'Encours Global autorisé ;
- en cas de suspicion d'utilisation irrégulière ou frauduleuse des Equipements.

12.3 DKV informera le Client du blocage des Equipements. Le blocage entraîne automatiquement et immédiatement interdiction d'utiliser les Equipements. DKV informera l'ensemble de ses Partenaires dudit blocage.

Article 13 – Remplacement et restitution des Equipements

13.1 **Remplacement :** Tout dommage ou dysfonctionnement aux Equipements doit être immédiatement signalé à DKV. DKV aura la faculté de procéder au remplacement des Equipements endommagés ou défectueux. Dans l'hypothèse où le dommage ou le dysfonctionnement serait partiellement ou totalement imputable au Client, DKV peut subordonner le remplacement à la prise charge

Fälschungen und die unsachgemäße Nutzung des PIN Codes und/oder der auf dem Magnetstreifen der LEO gespeicherten Daten zu vermeiden. Zu diesem Zweck verpflichtet sich der Kunde regelmäßige Kontrollen durchzuführen, insbesondere durch die Prüfung seiner Rechnungen und Kontoauszüge. Er trägt dafür Sorge, dass diese Pflichten von jedem Erfüllungsgehilfen eingehalten werden, der von ihm dazu bestimmt wurde, die LEO und den dazugehörigen PIN Code zu nutzen. Im Falle einer Eingabe von drei falschen PIN Codes in Folge wird das LEO aus Sicherheitsgründen automatisch gesperrt und es obliegt dem Kunden, sich unverzüglich an DKV zu wenden.

9.3 Der Kunde übernimmt die volle Verantwortung für die Nutzung des LEO und des PIN Codes, einschließlich für Fälle von unsachgemäßer oder betrügerischer Nutzung, Verlust oder Diebstahl unter Vorbehalt der Bestimmungen in Artikel 11.

Artikel 10 – Prüfung

10.1 Die Servicepartner haben die Möglichkeit, nicht die Verpflichtung, zu überprüfen, ob sie es mit dem rechtmäßigen Inhaber des LEO zu tun haben. Die Servicepartner können die Lieferung von Produkten oder die Erbringung von Leistungen verweigern und das LEO einziehen, wenn dieses nicht mit dem Kennzeichen des Fahrzeugs oder seinen Dokumenten übereinstimmt, wenn das LEO beschädigt ist oder auf einer Sperlliste steht.

10.2 Wird an der Servicestelle ein Belastungsbeleg/ Lieferschein erstellt, ist dieser, soweit technisch vorgesehen, vom Benutzer des LEO zu unterschreiben. Vor der Unterzeichnung hat der Benutzer des LEO zu prüfen, ob der Belastungsbeleg/ Lieferschein richtig ausgestellt ist, insbesondere die Angaben über die bezogenen Lieferungen und Leistungen nach Art, Menge und/oder Preis zutreffend sind. Bei Belegunterzeichnung findet eine Unterschriftsprüfung durch die Servicepartner nicht statt und ist nicht Vertragsgegenstand.

10.3 Wird an automatisierten Servicestellen aus technischen Gründen kein Belastungsbeleg/Lieferschein erstellt, erfolgt die Benutzung des LEO durch vorschriftsmäßige Benutzung des Terminals oder der sonst vorgesehenen technischen Einrichtungen. Soweit vorgesehen, weist der Kunde oder sein Erfüllungs- und Verrichtungsgehilfe seine Berechtigung durch Eingabe einer persönlichen Identifikationsnummer („PIN-Code“), die zuvor von DKV bereitgestellt wurde, nach. Bei Bestellung einer Ware oder Inanspruchnahme einer Leistung unmittelbar bei DKV weist der Kunde durch Angabe des Kundennamens und der Kundennummer seine Berechtigung nach.

Artikel 11 – Verlust oder Diebstahl des LEO – Haftung des Kunden

Jedes Abhandenkommen und jeder Verlust oder Diebstahl des LEO sowie jede missbräuchliche Verwendung oder eine sonstige nicht autorisierte Nutzung des LEO oder des PIN-Code muss DKV unverzüglich über die hierfür vorgesehenen Kontaktdaten, die auf der Internetseite zu finden sind, mitgeteilt werden und DKV unverzüglich schriftlich bestätigt werden. Ab der Anzeige des Verlusts oder des Diebstahls oder der missbräuchlichen Verwendung oder der nicht autorisierten Nutzung, der unbedingt die Anzeige des Verlusts oder Diebstahls oder der missbräuchlichen Verwendung des LEO bei der Polizei beigefügt werden muss, und außer im Falle von Betrug, befreit DKV den Kunden von der Haftung wegen einer eventuell irregulären Nutzung.

Der Kunde haftet jedoch weiterhin, auch nach der Anzeige des Verlusts oder des Diebstahls oder der missbräuchlichen Verwendung oder der nicht autorisierten Nutzung und/oder einer Sperrung, wegen vertragswidriger oder betrügerischer Nutzung des Legitimationsobjekts, wenn Gebrauch vom PIN Code gemacht worden ist. Der Kunde haftet auch im Falle seines Versäumnisses alle zumutbaren Vorkehrungen zu treffen, um die missbräuchliche Verwendung oder nicht autorisierte Nutzung der LEO zu verhindern, insbesondere wenn :

- a) der Kunde, gemäß Artikel 9, keine notwendigen Maßnahmen für den Schutz des LEO ergriffen hat ;
- b) das LEO gemäß Artikel 13.2 nicht an DKV zurückgeschickt wurde ;
- c) die Bestimmungen des Artikel 9.2 über die Geheimhaltungspflicht des PIN-Code nicht eingehalten wurden ;
- d) der Kunde das LEO an eine nicht-autorisierte Person übergeben hat ;
- e) der Kunde die Diebstahl- oder Verlustanzeige nicht unverzüglich nach Entdeckung an DKV weitergeleitet hat.

Ein als abhandengekommen oder gestohlen erklärtes oder ein gesperrtes LEO darf im Falle seines Wiederauffindens nicht wieder genutzt werden, sondern muss nach dem in folgenden Artikel 13.2 definierten Bedingungen zurückgegeben werden.

Artikel 12 – Sperrung

12.1 DKV ist berechtigt, jederzeit nach Ablauf einer Frist von fünfzehn (15) Tagen nach einer schriftlichen Mitteilung automatisch die gesamten oder einen Teil der LEO zu sperren.

12.2 DKV ist berechtigt automatisch und ohne Frist sämtliche dem Kunden anvertrauten LEO oder einen Teil hiervon insbesondere in den folgenden Fällen zu sperren :

- wenn der Kunde falsche oder ungenaue Informationen insbesondere in Bezug auf seine Vermögenslage gemacht hat ;
- Verschulden des Kunden ;
- Ausbleiben der Erbringung der von DKV gemäß des oben genannten Artikel 16 geforderten Sicherheiten und/oder Garantien ;
- vollständiges oder teilweises Ausbleiben oder verspätete Zahlung der Rechnungen ;
- Widerruf der vereinbarten Zahlungsmodalitäten durch den Kunden ;
- Überschreitung des genehmigten Verfügungsrahmens oder des Gesamtverfügungsrahmens ;
- bei begründetem Verdacht auf vertragswidrige oder betrügerische Nutzung des LEO.

12.3 DKV informiert den Kunden von Sperrungen des LEO. Die Sperrung führt automatisch und unverzüglich zum Verbot, das LEO zu benutzen. DKV wird alle seine Partner über die Sperrung informieren.

Artikel 13 – Austausch und Rückgabe des LEO

13.1 **Austausch :** Jede Beschädigung oder Fehlfunktion eines LEO muss DKV unverzüglich mitgeteilt werden. DKV hat die Möglichkeit, einen Austausch des beschädigten oder defekten LEO vorzunehmen. Sollte der Schaden oder die Fehlfunktion teilweise oder vollständig dem Kunden zuzuschreiben sein, kann DKV den Austausch von der Übernahme der verursachten Kosten, einschließlich

des coûts induits en ce compris les frais de remplacement et de remise en état, et ce sans préjudice de tout dommage et intérêts. Pour les Appareils tiers, le Client doit s'adresser au Partenaire.

13.2 Restitution : À l'expiration de la durée de validité d'un Equipement, après l'annulation ou le désenregistrement d'un Equipement, lors de la cessation des relations commerciales et dans les cas où ils sont bloqués (article 12), invalides ou endommagés au point d'être inutilisables, les Equipements doivent être immédiatement et spontanément restitués à DKV. Dans la mesure où les Equipements sont des cartes, ceux-ci doivent être détruits par le Client et annulés sur le site www.dkv-euroservice.com/login. A défaut, le Client peut adresser une déclaration de destruction à son conseiller clientèle. Pour les autres appareils et équipements au sens de l'article 6.4, les conditions de restitution figurent dans les directives respectives qui prévalent sur les CG. Les Appareils tiers peuvent être restitués au Partenaire concerné. L'App DKV et les éventuelles applications logicielles sur des terminaux mobiles devront être désinstallées. Le Client n'a aucun droit de rétention sur les Equipements.

SECTION 3 – CONDITIONS FINANCIERES

Article 14 – Prix, rémunération, autres frais et coûts

14.1 Prix : Les produits et services fournis par DKV sont facturés en euros sur la base du prix de détail affiché en vigueur ou en usage localement. DKV facture le prix du carburant sur la base des prix communiqués et facturés par le partenaire DKV selon le tarif en vigueur ou le prix affiché à la pompe à la date d'utilisation de l'Equipement. Ces prix peuvent dans certains pays diverger des prix affichés dans les points de vente (prix à la pompe). Dans ce cas, le prix facturé par DKV diverge également de celui figurant sur le justificatif/bon de livraison, lorsque celui-ci a été établi sur place par le point de vente. Tout impôt, taxe, droit ou autre prestation à payer en application d'une réglementation française ou d'un pays tiers sont à la charge du Client.

14.2 Rémunération : pour tous les produits et services auxquels a eu recours le Client, DKV lui facture en sus des frais de service sous la forme d'une majoration exprimée en pourcentage ou d'un montant fixe et/ ou des redevances conformément à la liste des frais de service en vigueur ou au Contrat. La liste des frais de service en vigueur peut être demandée à tout moment sans frais par le Client. En cas de chiffre d'affaires en-deçà d'un montant trimestriel tel que fixé au Contrat, DKV sera en droit de facturer une redevance mensuelle par Equipement.

14.3 Autres dépenses : Si DKV doit supporter des coûts internes ou externes en raison de besoin spécifique du Client, DKV facturera une somme forfaitaire au Client au titre de ces coûts, dont le montant sera communiqué au préalable au Client.

14.4 DKV peut à tout moment modifier sa liste de frais de service. En cas de modification, DKV enverra au Client les nouveaux frais de service ou la liste des frais de service modifiée à l'occasion de l'envoi d'une facture ou par voie électronique (par ex. courriel) ou par courrier postal. Toute poursuite d'utilisation des Equipements après l'information reçue emportera acceptation sans réserve par le Client de la nouvelle liste des frais de service. Le Client aura la possibilité de refuser les nouveaux frais de service en procédant à la résiliation du Contrat conclu avec DKV sans préavis et de plein droit et en cessant d'avoir recours aux Equipements de DKV.

Article 15 – Facturation

15.1 Facturation : Indépendamment de la devise dans laquelle le bon de livraison/ justificatif a été établi ou quelle que soit la devise dans laquelle la livraison ou prestation a été fournie, DKV facture la créance qui en résulte dans la devise du pays du Client (devise du pays du siège social du Client), sauf s'il a été convenu d'une autre devise pour le paiement de la facture de DKV. Si la devise nationale du Client convenue pour le règlement de la facture ou la devise de transaction (devise du lieu de livraison et/ou de prestation) n'est pas l'Euro, la conversion est effectuée conformément au taux de change de référence de l'euro publié par la Banque Centrale Européenne à la date effective (www.ecb.europa.eu/stats/exchange/eurofxref/html/index.en.html). Si aucun cours de référence n'est disponible au jour de la transaction, la conversion s'effectue suivant le dernier taux disponible avant la date de transaction. En cas de conversion de ou vers des devises autres que l'Euro, DKV sera en droit de facturer au Client les coûts pour couvrir le risque de change entre la date de transaction et l'échéance de la facture. La facturation de DKV est bimensuelle, sauf conditions spécifiques.

15.2 Format : Le Client peut demander à DKV d'avoir accès à la facturation électronique et doit lui communiquer à cette fin une adresse email. Dès lors que le Client opte pour la facturation électronique, celle-ci remplace la facturation sur support papier. Le Client peut à tout moment demander l'arrêt de la facturation électronique. A réception de la demande, DKV fera le nécessaire dans les meilleurs délais pour lui envoyer ses factures sur support papier.

15.3 Facture électronique : L'original de la facture électronique est envoyé au Client par courrier électronique ou peut être téléchargé une seule fois dans l'Espace Client sur une période de 12 mois. Les copies de facture sont disponibles à tout moment sur l'Espace Client pendant un délai de 12 mois, sauf résiliation du Contrat. Le Client est personnellement responsable du stockage de l'original de la facture sous forme électronique (PDF + certificat) et des obligations de conservation afférentes.

15.4 Modalité de paiement : Sauf convention particulière, les factures DKV sont payables par prélèvement automatique à 10 jours date de facture. Pour tous les Clients établis dans des pays dont la devise nationale est l'Euro, le prélèvement automatique s'entend d'un prélèvement SEPA (Single Euro Payment Area). En conséquence, le Client donnera instruction à sa banque d'exécuter le prélèvement SEPA interentreprises à l'échéance contractuelle et conformément aux termes du Mandat SEPA prévu par DKV à cet effet, dont un exemplaire devra être remis à DKV et un autre conservé par le Client. Il est expressément convenu que DKV transmettra au Client au plus tard un jour ouvrable avant la date du prélèvement SEPA la notification préalable prévue par les règlements et lois en vigueur. Le Client doit informer sans délai DKV de tout changement de domiciliation bancaire, quand bien même le paiement ne se ferait pas par prélèvement SEPA ou prélèvement automatique.

der Austausch- und Wiederherstellungsgebühren abhängig machen, unbeschadet etwaiger Schadensersatzansprüche. Für Fremdgeräte hat sich der Kunde an den Servicepartner zu wenden.

13.2 Rückgabe: Nach Ablauf der Geltungsdauer, nach Abbestellung oder Abmeldung eines LEO, dem Ende der Geschäftsbeziehung sowie dann, wenn sie gesperrt (Artikel 12), ungültig oder in funktionsbeeinträchtigender Weise beschädigt worden sind, sind die LEO unverzüglich und unaufgefordert an DKV herauszugeben. Sofern es sich bei den LEO um CARDS handelt, sind diese durch den Kunden zu vernichten und unter www.dkv-euroservice.com/login abzumelden. Alternativ kann der Kunde die Vernichtungserklärung auch an seinen Kundenberater senden. Für Geräte und Einrichtungen im Sinne von Artikel 6.4 gelten vortätig die jeweiligen Richtlinien. Fremdgeräte können beim Servicepartner zurückgegeben werden. Die DKV App oder sonstige Anwendungen von mobilen Endgeräten sind zu deinstallieren. Ein Zurückbehaltungsrecht des Kunden an den LEO ist ausgeschlossen.

TEIL 3 – FINANZIELLE BEDINGUNGEN

Artikel 14 – Preise, Vergütung sowie sonstige Kosten und Auslagen

14.1 Preise: Die von DKV erbrachten Waren und Leistungen werden in Euro und auf Basis der vor Ort ersichtlichen oder üblichen Preise abgerechnet. Die Preise für Kraftstoff berechnet DKV jedoch auf der Grundlage der ihm selbst vom Servicepartner mitgeteilten und in Rechnung gestellten aktuellen Listen- oder Säulenpreise zum jeweiligen Bezugszeitpunkt des Einsatzes des LEO. Diese Preise können im Einzelfall in einigen Ländern von der an Servicestelle angegebenen Säulenpreisen („Pumpenpreisen“) abweichen. In diesem Fall weicht der vom DKV gegenüber dem Kunden berechnete Preis auch von einem Belastungsbeleg/ Lieferschein, wenn dieser vor Ort durch die Servicestelle erstellt wird, ab. Für etwaig anfallende Steuern, Abgaben und sonstige hoheitliche Belastungen, die gemäß einer französischen gesetzlichen Regelung oder der Regelung eines Drittstaats entstehen, ist der Kunde verantwortlich.

14.2 Vergütung: DKV ist berechtigt, für die vom Kunden in Anspruch genommenen Waren und Leistungen zusätzlich eine Servicefee in Form prozentualer Aufschläge oder fester Beträge und/oder Gebühren gemäß der zum Zeitpunkt gültigen Servicefee-Liste oder dem Vertrag zu berechnen. Die Servicefee-Liste kann vom Kunden jederzeit in ihrer jeweils für die Geschäftsverbindung gültigen Fassung bei DKV kostenlos angefordert werden.

Für den Fall, dass der im Vertrag festgelegte Umsatzbetrag nicht erreicht wird, kann DKV eine monatliche Gebühr pro LEO in Rechnung stellen.

14.3 Sonstige Auslagen: Wenn und soweit durch spezielle Kundenwünsche bei DKV interne und externe Auslagen entstehen, erhebt DKV vom Kunden eine Auslagenpauschale, die dem Kunden zuvor mitgeteilt wird.

14.4 DKV ist jederzeit dazu berechtigt, die Serviceentgelte zu ändern. DKV wird den Kunden im Falle einer Änderung beim Versand einer Rechnung oder auf elektronischem Wege (z. B. E-Mail) oder per Post unterrichten und ihm die neue Serviceentgelte oder die neue Servicefee-Liste zur Verfügung stellen. Jede weitere Nutzung der LEO nach der Information durch Zusendung der Änderung der Servicefee-Liste gilt als vorbehaltlose Annahme der neuen Servicefee-Liste durch den Kunden. Der Kunde hat das Recht, die neuen Serviceentgelte und Servicefee-Liste abzulehnen, indem er den mit DKV geschlossenen Vertrag automatisch und fristlos kündigt und keine LEO mehr nutzt.

Artikel 15 – Rechnungsstellung

15.1 Rechnungsstellung: Unabhängig davon, über welche Währung der Lieferschein/Belastungsbeleg ausgestellt ist bzw. in welcher Währung die Lieferung oder Leistung angeboten und in Anspruch genommen wurde, rechnet DKV die sich hieraus ergebende Forderung in der Landeswährung des Kunden (Währung am Sitz des Kunden) ab, sofern nicht zur Begleichung der DKV Rechnung eine andere Währung vereinbart ist. Sofern die Landeswährung des Kunden, die zur Begleichung der Rechnungen vereinbarte Währung oder die Transaktionswährung (Währung am Liefer- und/ oder Leistungsort) nicht der Euro ist, erfolgt die Umrechnung gemäß des durch die Europäische Zentralbank veröffentlichten und zum jeweiligen Stichtag gültigen EURO-Referenzkurses (www.ecb.europa.eu/stats/exchange/eurofxref/html/index.en.html). Sollte für einen Transaktionstag kein EURO-Referenzkurs verfügbar sein, so erfolgt die Umrechnung gemäß dem letzten verfügbaren Kurs, welcher dem Transaktionstag vorausgegangen ist. Findet eine Umrechnung aus anderen bzw. in andere Währungen als den Euro statt, ist DKV berechtigt, zum Ausgleich von Kursänderungsrisiken zwischen Transaktionstag und Fälligkeit der Rechnung ein angemessenes Serviceentgelt zu erheben. Die Rechnungsstellung durch DKV erfolgt, soweit nichts anderes vereinbart ist, zweimal im Monat.

15.2 Format: Der Kunde kann die elektronische Rechnungsstellung („E-Invoicing“) bei DKV beantragen. Die Teilnahme am E-Invoicing erfordert vom Kunden die Angabe einer Emailadresse. Durch die Teilnahme am E-Invoicing akzeptiert der Kunde, dass seine herkömmliche Papierrechnung durch die elektronische Rechnungsstellung ersetzt wird. Der Kunde kann zu jeder Zeit die Teilnahme am E-invoicing einstellen. DKV wird nach Erhalt der Anfrage den Versand von Rechnungen auf Papier so bald als möglich umstellen.

15.3 E-Invoicing: Die elektronische Originalrechnung wird entweder per Email an den Kunden versendet oder dem Kunden einmalig zum Download im geschützten Kundenbereich für einen Zeitraum von 12 Monaten zur Verfügung gestellt. Rechnungskopien kann der Kunde in einem Zeitraum von 12 Monaten im geschützten Kundenbereich jederzeit herunterladen, jedoch nicht nach Kündigung des Vertrags. Der Kunde ist persönlich verantwortlich für die Speicherung der elektronischen Originalrechnung in elektronischer Form (PDF + Zertifikat) und den damit verbundenen gesetzlichen Aufbewahrungspflichten.

15.4 Zahlungsmodalitäten: Sofern nichts anderes vereinbart ist, sind die DKV-Rechnungen per Lastschriftverfahren innerhalb von 10 Tagen nach Rechnungsstellung zahlbar. Für alle Kunden, die in Ländern niedergelassen sind, in denen die nationale Währung der Euro ist, bedeutet Lastschriftverfahren das SEPA-Verfahren (Single Euro Payment Area). Der Kunde weist daher seine Bank an, bei Fälligkeit eine SEPA-Firmenlastschrift mit dem von DKV zu diesem Zweck vorgesehenen SEPA-Mandat, von denen ein Exemplar an DKV ausgehändigt werden muss und ein anderes Exemplar vom Kunden aufbewahrt wird, vorzunehmen. Es wird ausdrücklich vereinbart, dass DKV dem Kunden spätestens einen Bankarbeitstag vor Fälligkeit der SEPA-Lastschrift eine Vorankündigung übermittelt, wie sie von den geltenden Verordnungen und Gesetzen vorgesehen ist. Der Kunde muss DKV unverzüglich von jeder Änderung seiner Bankdaten/Lastschriftinformationen informieren, auch wenn die Bezahlung nicht über ein SEPA-Lastschriftverfahren oder ein Lastschriftverfahren erfolgt.

15.5 Respect des modalités de paiement : Tout retard de paiement entraîne, de plein droit, déchéance de toutes conditions qui auraient été consenties en matière de prix, rémunération ou délai de paiement. Toute somme due à DKV et non payée à son échéance donnera lieu au paiement d'intérêts moratoires à un taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage, exigible automatiquement et de plein droit, les intérêts étant capitalisés annuellement. En outre, toute somme due à DKV et non réglée après une mise en demeure ou une citation en justice sera automatiquement majorée de 10 %. Le Client supportera en outre l'ensemble des frais (notamment bancaires) en cas de prélèvement rejeté ou chèque impayé. Les sommes dues à quelque titre que ce soit, à, ou par DKV au Client et celles dues, à quelque titre que ce soit, à, ou par celui-ci se compenseront de plein droit du seul fait de leur exigibilité. En outre, le Client en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros (40 €) par facture impayée. DKV se réserve le droit de demander une indemnisation complémentaire dans l'hypothèse où les frais de recouvrement réellement exposés excéderaient ce montant.

En cas d'impayés, le Client peut opter pour la régularisation accélérée par paiement en ligne. L'option pour ce service fait l'objet d'une facturation de frais administratifs conformément à la liste des frais de service en vigueur.

15.6 Réclamation : Le Client doit, dès réception, vérifier les factures émises dans le cadre du Contrat. Toute réclamation ou contestation relative à ces factures devra être adressée immédiatement à DKV avec tous les documents justificatifs et ce, au plus tard deux (2) mois après la date de facturation. Aucune réclamation ne pourra être adressée passé ce délai. Une réclamation ne dispense pas le Client du paiement de la facture contestée. Les rectifications éventuelles seront régularisées ultérieurement.

15.7 Réserve de propriété : DKV se réserve l'entière propriété des marchandises vendues jusqu'au paiement intégral en principal, frais et intérêts.

15.8 Notification du numéro de TVA intracommunautaire du Client : Le Client domicilié dans l'UE est tenu d'informer immédiatement DKV de son numéro de TVA intracommunautaire et de toute modification de celui-ci. Si le Client domicilié dans l'UE n'a pas encore de numéro de TVA intracommunautaire, il s'engage à en demander un dans son pays de domiciliation et à informer DKV de sa demande et de son numéro de TVA intracommunautaire définitif.

Article 16 – Sûreté / Garantie

A titre de condition déterminante, la fourniture des Equipements et/ou produits et services DKV pourra être subordonnée à la constitution de toute sûreté et/ou garantie personnelle ou réelle que DKV jugera utile. A tout moment, DKV pourra demander la fourniture de telle sûreté et/ou garantie dans la limite d'un montant en principal égal à deux fois l'Encours accordé au Client, outre la garantie des intérêts et frais accessoires. Si le Client est également en relation d'affaires avec d'autres sociétés du groupe DKV (en particulier REMOBIS REFUND SERVICE CV., Varrolaan 51, NL-3584 BT Utrecht et LUNADIS GmbH + Co KG, Balcke-Dürr-Allee 3, DE 40882 Ratingen) et DKV est chargée du recouvrement de leurs créances, DKV pourra demander la fourniture de telle sûreté et/ou garantie dans la limite d'un montant en principal égal à deux fois l'Encours Global accordé au Client, outre la garantie des intérêts et frais accessoires. Toute augmentation ultérieure de l'Encours ou de l'Encours Global pourra être subordonnée à la fourniture de toute sûreté et/ou garantie que DKV jugera utile. En cas de mise en œuvre de l'une ou l'autre des sûretés ou garanties fournies par le Client, ce dernier sera tenu de fournir une sûreté et/ou garantie équivalente à celle actionnée, sans délai permettant de reconstituer totalement le montant initialement garanti, sans préjudice du droit de DKV de demander une sûreté et/ou garantie complémentaire. DKV est autorisée à confier ou céder à des tiers des créances à l'encontre du Client aux fins de recouvrement, en cas de retard ou défaut de paiement total ou partiel. La restitution ou le droit au remboursement du Client au titre d'une sûreté ou garantie constituée par ses soins ne pourra être demandé qu'après restitution de l'intégralité des Equipements confiés au Client et du règlement en totalité des créances en principal, intérêts et frais accessoires. En outre, pour les livraisons et prestations non encore facturées, le maintien des sûretés et/ou garanties sera de droit, et ce nonobstant la résiliation ou le terme du Contrat, jusqu'à complet paiement des créances.

SECTION 4 – RECLAMATION, RESPONSABILITE, PRESCRIPTION

Article 17 – Réclamation

17.1 Toute réclamation ayant trait à la qualité ou aux conditions de délivrance des produits ou services DKV devra être notifiée, à peine de déchéance, à DKV par écrit en cas de vices apparents au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrés après la délivrance des produits ou services et en cas de vices cachés au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la découverte du vice. Passé ce délai, les produits et services fournis seront réputés définitivement acceptés.

17.2 En cas de réclamations justifiées et émises dans les délais, la seule obligation incombant à DKV, sera, à son choix, le remplacement ou la remise en état dans un délai raisonnable, à l'exclusion de tout dédommagement, à quelque titre que ce soit. Si DKV ne remédie pas au vice dans un délai raisonnable après mise en demeure du Client, celui-ci pourra soit procéder à la résolution du Contrat Particulier ou accepter l'exécution imparfaite en sollicitant une réduction proportionnelle du prix.

Article 18 – Responsabilité

DKV apportera, dans le cadre d'une obligation de moyens, tous les soins normalement nécessaires pour l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat. Toutefois, dans l'hypothèse où DKV n'exécute pas tout ou partie des obligations résultant du Contrat, celle-ci sera responsable dans les conditions ci-après définies à hauteur des seuls préjudices directs subis par le Client, dont la charge de la preuve incombera à ce dernier. En tout état de cause, l'indemnisation totale du Client au titre de l'exécution du Contrat en réparation de son préjudice sera

15.5 Einhaltung der Zahlungsmodalitäten: Jeder Zahlungsverzug führt automatisch zum Verlust aller Bedingungen, die möglicherweise bezüglich des Preises, der Vergütung oder der Zahlungsfrist zugebilligt wurden. Jede dem DKV geschuldete und bei Fälligkeit nicht gezahlte Forderung führt zur Pflicht zur Zahlung von Verzugszinsen in Höhe des von der Europäischen Zentralbank auf ihr letztes Refinanzierungsgeschäft angewandten Zinssatzes zuzüglich 10 Prozentpunkten, die automatisch und von Rechts wegen zahlbar sind, wobei die Zinsen jährlich verzinst werden. Darüber hinaus wird jede DKV Forderung, die nach einer Zahlungsaufforderung oder nach einer gerichtlichen Vorladung nicht bezahlt wird, automatisch um 10% erhöht. Der Kunde trägt auch alle Kosten (insbesondere Bankgebühren) im Falle einer Rücklastschrift oder eines unbezahlten Schecks. Die dem Kunden aus welchem Grund auch immer zustehenden Beträge oder die vom Kunden aus welchem Grund auch immer an DKV zu zahlenden Beträge werden bei Fälligkeit automatisch miteinander verrechnet. Darüber hinaus ist der Kunde bei Zahlungsverzug automatisch verpflichtet, Inkassokosten in pauschaler Höhe von vierzig Euro (40 €) pro unbezahlter Rechnung zu zahlen. DKV behält sich das Recht vor, eine zusätzliche Entschädigung zu verlangen, wenn die tatsächlich entstandenen Inkassokosten diesen Betrag übersteigen.

Im Falle einer Nichtzahlung kann der Kunde eine beschleunigte Online-Zahlung wählen. Die Option für diesen Service ist gebührenpflichtig gemäß der jeweils gültigen Servicefee-Liste.

15.6 Beanstandung der Rechnung: Der Kunde hat die DKV Rechnungen, die im Rahmen dieses Vertrages ausgestellt wurden, unverzüglich nach Erhalt auf ihre Richtigkeit zu prüfen. Jegliche Beanstandung oder Beschwerde im Zusammenhang mit den von DKV ausgestellten Rechnungen muss unverzüglich, spätestens innerhalb von zwei (2) Monaten nach Rechnungsdatum, unter Angabe aller in der Rechnung beanstandeten Daten und mit möglichen Nachweisen an DKV übermittelt werden. Nach Ablauf der Frist von 2 Monaten nach Rechnungsdatum ist jede Beanstandung ausgeschlossen. Die Beanstandung der Rechnung entbindet den Kunden nicht von seiner Zahlungspflicht der beanstandeten Rechnung. Eventuelle Änderungen der Rechnung werden nachträglich vorgenommen.

15.7 Eigentumsvorbehalt: DKV behält sich das gesamte Eigentum an den verkauften Waren bis zur vollständigen Zahlung der Hauptforderung, der Gebühren und der Zinsen vor.

15.8 Mitteilung der Umsatzsteuer-Identifikationsnummer des Kunden: In der EU ansässige Kunden sind verpflichtet, DKV ihre Umsatzsteuer-Identifikationsnummer sowie etwaige Änderungen unverzüglich mitzuteilen. Sofern der in der EU ansässige Kunde über noch keine Umsatzsteuer-Identifikationsnummer verfügt, verpflichtet er sich, diese in seinem Ansässigkeitsstaat zu beantragen und DKV über den Antrag sowie die endgültige Umsatzsteuer-Identifikationsnummer zu informieren.

Artikel 16 – Sicherheit/Garantie

Die Zurverfügungstellung von LEO und/oder Produkten und Leistungen von DKV kann unter der maßgeblichen Voraussetzung stehen, dass eine persönliche oder dingliche Sicherheit/Garantie, die DKV für nützlich erachtet, bestellt wird. DKV kann jederzeit die Bestellung einer solchen Sicherheit/Garantie bis zum Zweifachen des dem Kunden eingeräumten Verfügungsrahmens verlangen, zusätzlich zur Garantie von Zinsen und Nebenkosten. Steht der Kunde zugleich in Geschäftsbeziehungen mit anderen Unternehmen der DKV-Gruppe (wozu insbesondere die REMOBIS REFUND SERVICE CV., Varrolaan 51, NL-3584 BT Utrecht und die LUNADIS GmbH + Co KG, Balcke-Dürr-Allee 3, DE 40882 Ratingen gehört) und übernimmt DKV für diese den Einzug von Forderungen, kann DKV für alle Ansprüche aus der Geschäftsverbindung die Bestellung einer Sicherheit und/oder Bürgschaft bis zum zweifachen des eingeräumten Gesamt-VR verlangen, welche auch zusätzlich die Zinsen und Nebenkosten abdecken muss. Jede spätere Erweiterung des Verfügungsrahmens kann von der Bestellung einer Sicherheit und/oder Garantie abhängig gemacht werden, die DKV als nützlich erachtet. Im Falle der Inanspruchnahme einer der vom Kunden bestellten Sicherheit oder Garantie ist Letzterer verpflichtet, eine Sicherheit und/oder Garantie zu bestellen, die der gezogenen Sicherheit entspricht und eine vollständige Wiederherstellung des ursprünglich garantierten Betrags ermöglicht, unbeschadet des Rechts von DKV, eine weitere Sicherheit und/oder Garantie zu verlangen. DKV ist im Falle eines teilweisen oder vollständigen Zahlungsausfalls oder -verzugs zu Zwecken der Zahlungsverbeitung berechtigt, Forderungen gegenüber dem Kunden einem Dritten zu überlassen oder abzutreten. Die Herausgabe oder der Anspruch des Kunden auf Rückerstattung einer von ihm gestellten Sicherheit oder Garantie kann erst nach Rückgabe aller dem Kunden anvertrauten LEO und vollständiger Zahlung aller Forderungen, d.h. Hauptforderung, Zinsen, Kosten und Nebenkosten verlangt werden. Bei noch nicht abgerechneten Lieferungen und Leistungen ist DKV berechtigt die Sicherheiten und/oder Garantien ungeachtet der Kündigung oder Beendigung des Vertrages bis zur vollständigen Bezahlung der Forderungen zu behalten.

TEIL 4 – REKLAMATION, HAFTUNG, VERJÄHRUNG

Artikel 17 – Reklamation

17.1 Jede Reklamation wegen der Qualität oder der Lieferungen von Produkten oder Leistungen von DKV muss bei erkennbaren Mängeln unter Einhaltung einer Frist von drei (3) Werktagen nach Übernahme/ Abnahme der Lieferungen und Leistungen, bei nicht erkennbaren Mängeln innerhalb von drei (3) Werktagen nach Entdeckung des Mangels schriftlich bei DKV angezeigt werden. Nach Ablauf der entsprechenden Frist hat der Kunde die Produkte und Leistungen endgültig angenommen.

17.2 Für berechtigte und innerhalb der Frist gemeldete Beanstandungen wählt DKV unter Beachtung der Verhältnismäßigkeit die angemessene Art der Nacherfüllung, entweder die Ersetzung oder die Reparatur, unter Ausschluss jeglicher Entschädigung, aus welchem Grund auch immer. Schlägt die Nacherfüllung nach Aufforderung des Kunden fehl, kann der Kunde von dem betreffenden Einzelvertrag zurücktreten oder den Kaufpreis bzw. die Vergütung proportional zum Schaden mindern.

Artikel 18 – Haftung

DKV wird im Rahmen der Erbringung seiner Leistungspflicht alle Sorgfalt walten lassen, die zur Erfüllung seiner Verpflichtungen aus dem Vertrag üblicherweise erforderlich ist. Kommt DKV jedoch den Verpflichtungen aus dem Vertrag ganz oder teilweise nicht nach, so haftet er unter den nachstehenden Voraussetzungen für den dem Kunden entstandenen direkten Schaden, dessen Beweislast ihm obliegt. In jedem Fall ist der gesamte Anspruch des Kunden auf Entschädigung im Rahmen der Vertragserfüllung für den Ersatz seines Schadens auf den Betrag der vom

limitée au montant des frais de service acquittés par le Client au titre des 6 mois calendaires précédant sa demande d'indemnisation. DKV ne saurait en aucun cas être tenue responsable des dommages indirects tels que perte de données, perte de clientèle, manque à gagner, perte de profit ou de marge, etc. Le Client ne pourra rechercher la responsabilité de DKV qu'à raison des fautes exclusivement personnelles de cette dernière, et à l'exclusion de toute défaillance, faute ou négligence imputable en tout ou partie à un tiers ou au Client lui-même, ou de tout cas de force majeure au sens de la loi et de la jurisprudence et plus particulièrement incendie, inondation, tremblement de terre, grève, coupure d'électricité, acte de guerre, acte de terrorisme, catastrophe naturelle, etc.

Article 19 – Prescription

Toutes les actions naissant du Contrat se prescrivent par un an à compter du fait qui leur a donné naissance. Cette prescription conventionnelle reste soumise aux causes de suspension et d'interruption de droit commun.

SECTION 5 – DUREE ET RESILIATION

Article 20 – Durée

Le Contrat est conclu pour une durée indéterminée et pourra être dénoncé par écrit à tout moment moyennant le respect d'un préavis de quinze (15) jours.

Article 21 – Résiliation

En cas d'inexécution par l'une des parties de l'une quelconque de ses obligations résultant du Contrat, l'autre partie pourra procéder à la résiliation de plein droit du Contrat avec effet immédiat et sans indemnité, cinq (5) jours après une mise en demeure, précisant l'inexécution visée et l'intention de résilier le Contrat restée infructueuse. DKV pourra notamment procéder à une telle résiliation dans les cas suivants :

- fourniture par le Client d'informations fausses ou inexactes notamment concernant sa situation financière;
- faute du Client;
- absence de fourniture des sûretés et/ou garanties telles que requises par DKV dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessus;
- défaut ou retard total ou partiel de paiement des factures;
- révocation par le Client des modalités de paiement convenues;
- Dépassement de l'Encours autorisé;
- en cas de suspicion d'utilisation irrégulière ou frauduleuse des Equipements.

DKV pourra également procéder sur simple notification écrite à la résiliation immédiate, de plein droit et sans préavis ni indemnité, du Contrat, en cas de manquement par le Client à ses obligations contractuelles vis-à-vis d'une autre société du groupe DKV ayant entraîné la résiliation du contrat le liant à cette société.

SECTION 6 – ESPACE CLIENT – DONNEES PERSONNELLES

Article 22 – Conditions d'accès en ligne à l'Espace Client

22.1 Le Client, sur demande, peut avoir un accès sécurisé aux services en ligne DKV dans la partie Espace Client. DKV transmet à cet effet au Client les identifiants par mail à l'adresse communiquée par le Client. L'Espace Client est régi par des conditions particulières d'utilisation que le Client peut consulter sur le Site et que DKV peut modifier à tout moment. Les dispositions de l'article 2.4 s'appliquent à la modification des conditions particulières d'utilisation. En se connectant au moyen de ses identifiants à l'Espace Client, le Client prendra connaissance des dites conditions particulières d'utilisation et toute poursuite d'utilisation des services en ligne sur l'Espace Client vaudra acceptation des conditions particulières d'utilisation du Site, qui feront partie intégrante du Contrat.

22.2 DKV peut à tout moment modifier les services en ligne. DKV, dans le cadre de son obligation de moyens, ne saurait garantir le bon fonctionnement permanent de l'Espace Client, l'exhaustivité des données, la disponibilité des fonctions reliées au système DKV en ligne. De même, DKV n'est pas responsable des données qui sont transférées/importées par le Client dans ses propres systèmes d'information.

22.3 Le Client devra prendre toutes les précautions utiles pour assurer la confidentialité de ses identifiants et de son compte dans l'Espace Client, ainsi que de limiter l'accès à son ordinateur. Il devra donc tenir absolument secret ses identifiants et son mot de passe et ne pas les transmettre à des tiers non autorisés ni les inscrire sur un quelconque support. Il devra tenir le courriel de communication de ses identifiants dans un endroit sécurisé. Toute divulgation de identifiants ou d'utilisation sans autorisation des identifiants doit être immédiatement signalée à DKV. Le Client doit se connecter à l'Espace Client uniquement par le biais des moyens d'accès communiqués par DKV. Le Client doit respecter les consignes de sécurité mentionnées dans l'Espace Client, notamment les mesures de protection des matériels et logiciels des systèmes d'information du Client.

Article 23 – Données personnelles

Le Client est informé que les données collectées dans le cadre du Contrat font l'objet d'un traitement informatique, conformément à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel. DKV aura la faculté, si cela est nécessaire à la conclusion et/ou à l'exécution du Contrat, de transmettre les données à des entreprises tierces (par exemple les partenaires de DKV), qui agissent pour DKV dans le cadre des dispositions applicables et des garanties correspondantes, sous réserve de leur caractère licite au regard de la réglementation relative à la protection des données. Des informations détaillées sur la protection des données et les droits d'accès sont disponibles à l'adresse suivante www.dkv-euroservice.com/datenschutz.

Kunden für die letzten 6 Kalendermonate vor seinem Anspruch auf Entschädigung gezahlten Servicefee beschränkt. DKV haftet in keinem Fall für indirekte Schäden, wie Datenverlust, Kundenverlust, entgangenen Gewinn, Margenverlust etc.

Der Kunde kann DKV nur für dessen ausschließlich persönlichen Fehler haftbar machen, mit Ausnahme von Fehlern, Verschulden oder Fahrlässigkeit, die ganz oder teilweise auf Dritte oder dem Kunden selbst zurückzuführen sind, oder von Fällen höherer Gewalt im Sinne des Gesetzes und der Rechtsprechung, und insbesondere von Feuer, Überschwemmung, Erdbeben, Streik, Stromausfall, Kriegshandlungen, Terrorakte, Naturkatastrophen usw. geltend machen.

Artikel 19 – Verjährung

Sämtliche Ansprüche aus dem zwischen dem Kunden und DKV geschlossenen Vertrag verjähren innerhalb eines Jahres ab dem Zeitpunkt ihrer Entstehung. Diese vertragliche Verjährungsfrist bleibt dem allgemeinen Recht über die Unterbrechung und Hemmung von Verjährungsfristen unterstellt.

TEIL 5 – DAUER UND KÜNDIGUNG

Artikel 20 – Dauer

Der Vertrag wird auf unbestimmte Zeit geschlossen und kann jederzeit schriftlich mit einer Frist von fünfzehn (15) Tagen gekündigt werden.

Artikel 21 – Kündigung

Im Falle der Nichterfüllung einer ihrer Verpflichtungen aus dem Vertrag durch eine der Parteien kann die andere Partei den Vertrag mit sofortiger Wirkung und ohne Entschädigung fünf (5) Tage nach einer Aufforderung unter Angabe der betreffenden Nichterfüllung und der Absicht den Vertrag zu kündigen, automatisch kündigen. DKV kann den Vertrag insbesondere in folgenden Fällen kündigen :

- wenn der Kunde falsche oder ungenaue Informationen insbesondere in Bezug auf seine Vermögenslage gemacht hat;
- Verschulden auf Seiten des Kunden;
- Ausbleiben der Erbringung der von DKV gemäß des oben genannten Artikel 13 geforderten Sicherheiten und/oder Garantien;
- vollständiges oder teilweises Ausbleiben der Zahlung oder verspätete Zahlung der Rechnungen;
- Widerruf der vereinbarten Zahlungsmodalitäten durch den Kunden;
- Überschreitung des genehmigten Verfügungsrahmens;
- bei begründetem Verdacht auf vertragswidrige oder betrügerische Nutzung des LEO.

Verletzt der Kunde seine vertraglichen Verpflichtungen gegenüber einer anderen Gesellschaft der DKV-Gruppe, bei der der Kunde Leistungen in Anspruch nimmt, in einer Art und Weise, dass diese zur Kündigung berechtigt ist, berechtigt dies auch DKV zur Kündigung der Geschäftsverbindung automatisch mit sofortiger Wirkung und ohne Entschädigung.

TEIL 6 – KUNDENBEREICH – PERSONENBEZOGENE DATEN

Artikel 22 – Bedingungen für den Onlinezugang zum geschützten Kundenbereich

22.1 Der Kunde kann auf Antrag Zugang zum geschützten Kundenbereich des DKV Online Services bekommen. DKV übermittelt dem Kunden zu diesem Zweck einen Benutzernamen per Email an die vom Kunden mitgeteilte Adresse. Der gesicherte Kundenbereich wird durch besondere Nutzungsbedingungen geregelt, die der Kunde auf der Internetseite einsehen kann. DKV ist berechtigt, diese Nutzungsbedingungen für die Zukunft jederzeit einseitig zu ändern. Insofern gilt Artikel 2.4 AGB entsprechend. Beim Login des Kunden in den Kundenbereich mittels seiner Zugangsdaten, nimmt der Kunde Kenntnis von den besagten besonderen Nutzungsbedingungen und jede weitere Nutzung des Onlineservices im Kundenbereich gilt als Annahme der besonderen Nutzungsbedingungen der Internetseite, die wesentlicher Bestandteil des vorliegenden Vertrags sind.

22.2 DKV kann den Nutzungsumfang jederzeit verändern. DKV kann, im Rahmen der Vertragserfüllung das dauerhafte einwandfreie Funktionieren des geschützten Kundenbereichs, die Vollständigkeit der Daten und die Verfügbarkeit der mit dem Onlineservice verbundenen Funktionen, nicht garantieren. DKV übernimmt keine Gewähr für Daten, welche auf ein anderes Kundensystem übertragen bzw. dorthin importiert werden.

22.3 Der Kunde hat alle notwendigen Vorkehrungen zu treffen, um die Vertraulichkeit seines Benutzernamens und Kontos im geschützten Kundenbereich zu gewährleisten und den Zugang auf seinen Computer zu beschränken. Er muss daher seinen Benutzernamen und sein Passwort absolut geheim halten und darf sie nicht an unbefugte Dritte weitergeben oder auf irgendeinem Medium speichern. Er muss die Benachrichtigungs-E-Mail mit seinen Benutzerdaten an einem sicheren Ort aufbewahren. Jede Offenlegung von Nutzerdaten oder deren Nutzung ohne Genehmigung ist DKV unverzüglich mitzuteilen. Der Kunde darf sich nur über den von der DKV mitgeteilten Zugang mit dem geschützten Kundenbereich verbinden. Der Kunde hat die im geschützten Kundenbereich aufgeführten Sicherheitshinweise zu beachten, insbesondere die Maßnahmen zum Schutz der Hard- und Software der Informationssysteme des Kunden.

Artikel 23 – Personenbezogene Daten

Der Kunde wird informiert, dass die im Rahmen des Vertrags erhobenen Daten, die der EU-DSGVO unterliegen, Gegenstand einer elektronischen Datenverarbeitung sind. DKV hat die Möglichkeit, wenn dies zum Abschluss oder zur Durchführung des Vertrags notwendig ist, Daten an dritte Unternehmen zu übermitteln (zum Beispiel Partner von DKV), die im Rahmen der geltenden Bestimmungen und entsprechenden Garantien für DKV tätig werden, sofern die Daten von diesen Unternehmen rechtmäßig verarbeitet werden.

Weitere Informationen zum Datenschutz und Auskunftsrecht erhalten Sie unter www.dkv-euroservice.com/datenschutz.

SECTION 7 – DIVERS

Article 24 – Transfert du Contrat

DKV est à tout moment en droit de céder à une entreprise liée ou à un tiers la totalité du Contrat ou certains droits et obligations en découlant. DKV devra en informer en temps utile le Client par écrit.

Article 25 – Clause de sauvegarde

L'absence de validité de certaines stipulations des CG n'affecte aucunement la validité des autres stipulations.

Article 26 – Confidentialité des conditions contractuelles individuelles

Le Client est tenu, pendant la durée de la relation contractuelle avec DKV de traiter de manière strictement confidentielle ses conditions contractuelles individuelles telles que par exemple les prix, les frais de service et les données de transaction («Informations Confidentielles»), dans la mesure où il ne s'agit pas d'informations notoires ou qu'il ne soit pas obligé de les divulguer en vertu d'une loi ou d'une demande des autorités administratives ou judiciaires. Le Client ne doit pas divulguer les Informations Confidentielles à des tiers ou les utiliser à des fins commerciales sans le consentement de DKV. DKV se réserve le droit de demander réparation du préjudice subi à la suite d'une violation de l'obligation de confidentialité par le Client.

Article 27 – Droit applicable – Jurisdiction

La loi française est applicable. La convention de Vienne sur les contrats de vente internationale de marchandises (CVIM) ne s'applique pas. Le tribunal de commerce de Paris est exclusivement compétent en cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution ou encore la cessation du Contrat.

Article 28 – Validité et interprétation

Les conditions générales sont rédigées en français et en allemand. En cas conflit d'interprétation entre les versions française et allemande, seule la version française des CG fait foi.

Version : 01/2020

TEIL 7 – SONSTIGES

Artikel 24 – Vertragsübertragung

DKV ist jederzeit dazu berechtigt, den gesamten Vertrag oder einzelne Rechte und Pflichten hieraus auf ein mit ihm verbundenes Unternehmen zu übertragen. DKV wird den Kunden über die Vertragsübertragung schriftlich rechtzeitig informieren.

Artikel 25 – Salvatorische Klausel

Sollten Teile dieser AGB unwirksam sein oder werden, so wird die Wirksamkeit der übrigen Bestimmungen nicht berührt.

Artikel 26 – Geheimhaltung von individuellen Vertragskonditionen

Der Kunde ist verpflichtet, für die Dauer der Vertragsbeziehung mit DKV seine individuellen Vertragskonditionen wie z. B. Preise, Serviceentgelte und Transaktionsdaten streng vertraulich zu behandeln („vertrauliche Informationen“), soweit es sich nicht um öffentlich bekannte Informationen handelt oder er aufgrund zwingendem Gesetz oder zwingender behördlicher oder gerichtlicher Anordnung zur Offenlegung verpflichtet ist. Der Kunde darf die vertraulichen Informationen ohne Genehmigung von DKV nicht an Dritte weitergeben oder für kommerzielle Zwecke nutzen. DKV behält sich vor, bei einem Verstoß des Kunden gegen die Geheimhaltungspflicht etwaig entstandene Schäden gerichtlich geltend zu machen.

Artikel 27 – Anwendbares Recht – Gerichtsbarkeit

Diese Vereinbarung unterliegt ausschließlich französischem Recht. Das UN-Kaufrecht (CISG) findet keine Anwendung. Jeder Streitfall bezüglich der Auslegung, Durchführung oder Beendigung dieses Vertrags unterliegt der alleinigen Zuständigkeit des Handelsgerichts von Paris.

Artikel 28 – Geltung und Auslegung

Diese AGB sind in französischer und deutscher Sprache verfasst. Im Falle eines Auslegungstreites hat stets der französische Text Vorrang.

Stand: 01/2020

Conditions particulières pour l'acquisition de produits et de services en Suisse et au Liechtenstein

Besondere Bedingungen für den Bezug von Lieferungen und Leistungen in der Schweiz und Liechtenstein



Übersetzung

Partie A Champ d'application des Conditions particulières

1. Champ d'application des Conditions particulières

Les présentes Conditions particulières s'appliquent à toutes les livraisons de produits et tous les services fournis par DKV sur le territoire de la Suisse ou du Liechtenstein conformément à l'article des CG de DKV relatif à la formation des contrats particuliers pour l'acquisition des produits et services. Les dispositions des présentes Conditions particulières prévalent sur les CG de DKV ; pour le reste, les dispositions des CG de DKV n'en sont pas affectées.

Partie B Acquisition

2. Représentation directe lors de Livraison directe

2.1 Par dérogation à l'article des CG de DKV sur la formation des contrats particuliers, seules les dispositions suivantes de la clause 2.2 trouvent à s'appliquer pour l'achat de carburants, lubrifiants et combustibles.

2.2 Contenu des contrats particuliers :

DKV est représentée par le Client lors de la conclusion du contrat particulier avec le Partenaire (représentation directe). DKV et le Client conviennent qu'immédiatement après la conclusion d'un contrat particulier entre DKV et le Partenaire, un contrat est conclu entre DKV et le Client chaque fois que le Client acquiert les produits ou services de DKV. Les produits et services sont fournis par DKV en son propre nom et pour son propre compte. Les produits ou services que DKV vend ou fournit au Client dans le cas des Livraisons directes sont achetées par DKV auprès du Partenaire.

Le Partenaire n'est pas autorisé à convenir avec le Client d'accords dérogeant aux présentes CG de DKV ou qui seraient défavorables à DKV et/ou d'octroyer au Client des garanties engageant DKV.

3. Tarifs

3.1 Par dérogation à la clause 14.1 des CG de DKV, seules les dispositions suivantes de la clause 3.2 trouvent à s'appliquer pour l'acquisition de carburants, lubrifiants et combustibles.

3.2 Pour les produits et services fournis, DKV facture en principe selon le prix de détail affiché en vigueur ou en usage localement. En revanche, DKV facture toujours le carburant – avec le cas échéant une remise, mais de toute façon au maximum – selon les prix à la pompe à la date d'utilisation de l'Équipement tels que communiqués et facturés par le Partenaire.

4. Bon de livraison, frais de service, autres dépenses et facture

4.1 Pour l'acquisition de produits ou de services, le Partenaire remet au Client DKV simplement un bon de livraison ou un reçu sans mention de la TVA suisse.

4.2 L'article 14.1 des CG de DKV dernière phrase prévoit que tout impôt, taxe, droit ou autre prestation à payer en application d'une réglementation française ou d'un pays tiers sont à la charge du Client. Si ces frais supplémentaires à la charge du Client peuvent être qualifiés en Suisse de prestation accessoire à la prestation principale, DKV renonce à l'application de ces dispositions.

4.3 Lors de la facturation des frais de service et autres dépenses – Clause 14.2 et 14.3 des CG de DKV – DKV doit, si la loi le prévoit, indiquer la taxe sur la valeur ajoutée due en vertu de la loi sur la TVA suisse.

4.4 Le Client DKV qui achète des produits ou des services en Suisse ou au Liechtenstein reçoit régulièrement de DKV une facture conforme à la TVA à titre de justificatif de l'impôt préalable.

5. Application

Les présentes Conditions particulières s'appliquent à partir du 01/01/2020.

6. Validité et interprétation

Les conditions particulières générales sont rédigées en français et en allemand. En cas de conflit d'interprétation entre les versions française et allemande, seule la version française des conditions particulières fait foi.

Partie C Acquisition d'autres produits et services

7. Acquisition d'autres produits et services

Pour l'acquisition de

- Pièces et accessoires automobiles
- Lavage de véhicules Réparations et dépannage (y compris récupération et remorquage)
- Péages / droits liés à l'utilisation de réseaux routiers (y compris pour les tunnels, les ponts) / ferry et transport combiné (transport de camions par ferry et train)
- véhicules de remplacement
- service de parking
- service de dédouanement
- Service d'escorte de sécurité pour le transport de marchandises dangereuses et de valeur.

les dispositions ci-dessus de la **partie B** s'appliquent mutatis mutandis.

Teil A Geltung der Besonderen Bedingungen

1. Geltung der Besonderen Bedingungen

Diese Besonderen Bedingungen gelten für alle Lieferungen und Leistungen gemäß dem Artikel der AGB-DKV über das Zustandekommen einzelner Verträge zum Bezug von Lieferungen und Leistungen, die DKV gegenüber dem DKV-Kunden im Staatsgebiet der Schweiz oder Liechtenstein erbringt. Die Bestimmungen dieser Besonderen Bedingungen gehen den AGB-DKV vor; im Übrigen bleiben die Bestimmungen der AGB-DKV jedoch unberührt.

Teil B Bezug von Lieferungen und Leistungen

2. Direkte Stellvertretung bei Direktlieferung

2.1 Statt dem Artikel der AGB-DKV über den Inhalt der Einzelverträge gilt für den Bezug von Kraftstoffen sowie Schmier- und Betriebsstoffen ausschließlich die nachstehenden Bestimmungen in Ziff. 2.2.

2.2 Inhalt der Einzelverträge:

DKV wird beim Abschluss des Einzelvertrages mit dem Servicepartner durch den Kunden vertreten (direkte Stellvertretung). DKV und Kunde vereinbaren, dass unmittelbar nachdem zwischen DKV und dem Servicepartner ein Einzelvertrag zustande gekommen ist, sodann jedes Mal zwischen DKV und dem Kunden ein Vertrag zustande kommt, durch den der Kunde die Ware vom DKV erwirbt bzw. von ihm die Leistungen erwirbt. Lieferungen und Leistungen erfolgen durch DKV im eigenen Namen und für eigene Rechnung. Die Waren oder Leistungen, die DKV bei Direktlieferungen dem Kunden verkauft oder ihm gegenüber erbringt, bezieht DKV vom Servicepartner.

Der Servicepartner ist nicht berechtigt, mit Wirkung für DKV und zu deren Lasten Erweiterungen des gesetzlichen Leistungsumfanges oder Abweichungen von diesen AGB-DKV zu vereinbaren und/oder Garantien mit Wirkung für DKV abzugeben.

3. Preise

3.1 Statt Ziff. 14.1 der AGB-DKV gilt für den Bezug von Kraftstoffen sowie Schmier- und Betriebsstoffen ausschließlich die nachstehenden Bestimmungen in Ziff. 3.2.

3.2 Für die Lieferungen und Leistungen berechnet DKV grundsätzlich die vor Ort ersichtlichen oder üblichen Preise. Für Kraftstoff berechnet DKV jedoch stets – ggf. mit einem Nachlass, jedoch in jedem Fall maximal – die ihm vom Servicepartner mitgeteilten und in Rechnung gestellten Säulenpreise zum jeweiligen Bezugszeitpunkt des Einsatzes des LEO.

4. Lieferschein, Serviceentgelte, Sonstige Kosten und Auslagen und Rechnung

4.1 Für den Bezug von Lieferungen oder Leistungen händigt der Servicepartner dem DKV-Kunden lediglich einen Lieferschein oder Beleg ohne MWST-CH Ausweis aus.

4.2 Artikel 14.1 letzter Satz der AGB-DKV sieht vor, dass für etwaig anfallende Steuern, Abgaben und sonstige hoheitliche Belastungen, die gemäß einer französischen gesetzlichen Regelung oder der Regelung eines Drittstaats entstehen, der Kunde verantwortlich ist. Werden diese vom Kunden zu tragenden Mehrkosten in der Schweiz oder Liechtenstein als Nebenleistung zur Hauptleistung qualifiziert, verzichtet DKV auf die Anwendung dieser Bestimmungen.

4.3 Bei der Abrechnung von Serviceentgelten und sonstigen Auslagen – Ziff. 14.2 und 14.3 der AGB-DKV – wird DKV, soweit gesetzlich erforderlich, die nach dem MWSTG (CH) anfallende Mehrwertsteuer ausweisen.

4.4 Der DKV-Kunde erhält von DKV, soweit er Lieferungen oder Leistungen in der Schweiz oder Liechtenstein bezieht, regelmäßig eine mehrwertsteuerkonforme Rechnung als Vorsteuerbeleg.

5. Anwendung

Diese Besonderen Bedingungen gelten ab dem 01.01.2020.

6. Geltung und Auslegung

Diese Besonderen Bedingungen sind in französischer und deutscher Sprache verfasst. Im Falle eines Auslegungstreites hat stets der französische Text Vorrang.

Teil C Bezug von sonstigen Lieferungen und Leistungen

7. Bezug von sonstigen Lieferungen und Leistungen

Für den Bezug von

- Kfz-Teile und -zubehör
- Fahrzeugwäschen Reparaturen und Pannenhilfe (inkl. Bergen und Abschleppen)
- Maut/Streckenbenutzungsgebühren (inkl. für Tunnel, Brücken)/Fahr- und Kombiverkehr (Transport von Lkw auf Fähren und Zügen)
- Ersatzfahrzeuge
- Parkplatzservice
- Grenzabfertigungsservice
- Sicherheits-Begleitservice für Gefahrgut- und Werttransporte.

gelten die vorstehenden Bestimmungen unter **Teil B** entsprechend.

VK - Bureau Territoire de vente Numéro de client DKV

	✓	
--	---	--



Demande d'utilisateur en ligne principal DKV

Adresse

Nom de l'entreprise	
Nom de l'entreprise	
Rue et numéro	
Code postal et ville	
Pays	

Données concernant l'utilisateur principal en ligne

Civilité*	
Prénom*	
Nom*	
Adresse e-mail*	
Pays*	
Langue de correspondance*	

(les champs marqués d'un * sont obligatoires – veuillez remplir ce formulaire en LETTRES CAPITALES)

Remarque :

L'utilisateur en ligne principal a l'autorisation de gérer les données de base, de commander des produits DKV, d'ajouter de nouveaux utilisateurs en ligne et de contrôler leurs accès.

Votre adresse e-mail vous servira à accéder au portail DKV ainsi qu'à recevoir des e-mails de confirmation.

Je/nous certifie/certifions à DKV que les données indiquées ci-dessus sont complètes/correctes. En introduisant cette demande d'utilisateur en ligne principal de DKV, j'approuve/nous approuvons les conditions d'utilisation de DKV (www.dkv-euroservice.com) . J'accepte/nous acceptons d'être soumis à ces conditions d'utilisation.

Demande d'utilisateur en ligne principal DKV_2016

_____	_____	_____
Date	Signature	Cachet de l'entreprise



Conditions générales d'utilisation pour les eServices DKV

1. Introduction

2. La DKV EURO SERVICE GmbH & Co. KG ("DKV") met, par l'intermédiaire du site Internet DKV, à la disposition de ses clients des fonctionnalités des sites Internet, des produits et des prestations de services ainsi que des applications, des services Internet et des logiciels correspondants disponibles, le tout résumé dans les « eServices » suivants. Les conditions générales d'utilisation spécifiées ci-dessous définissent les droits et les obligations du client (« utilisateur ») en ce qui concerne l'utilisation des eServices fournis par DKV.

3. Droit d'utilisation et accès aux contenus

4. Sous réserve de respect des présentes conditions générales d'utilisation et des conditions complémentaires contractuelles applicables ainsi que de l'acquittement des frais éventuels, DKV accorde à l'utilisateur l'autorisation limitée, simple et non transmissible - que ce soit par vente ou par toute autres transaction juridique - d'accès et d'utilisation des eServices. L'utilisateur n'est pas habilité à faire usage de programmes d'exploration de données, de robots ou de tout autre programme de saisie et d'extraction des données de même type.
5. DKV se réserve l'ensemble des droits qui ne sont pas expressément accordés à l'utilisateur dans les présentes conditions générales d'utilisation. La reproduction, la duplication, la copie, la vente, la revente ou tout autre usage par un tiers à des fins commerciales des eServices ou d'éléments de ces services sont formellement interdits sans autorisation écrite expresse de DKV.
6. L'utilisateur s'engage à ne faire aucun usage abusif des eServices et à les utiliser uniquement dans les limites du cadre légal. Le non-respect des présentes conditions générales d'utilisation entraîne automatiquement l'annulation du droit d'utilisation des eServices accordé par DKV.
7. L'utilisation des eServices fournis pas DKV avec utilisation d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe correspondant est partie intégrante des présentes CGU.

8. Commande électronique d'un produit

9. Dans la mesure où dans le domaine protégé réservé aux clients les produits et les prestations de services sont soumis à des frais comptabilisables, l'utilisateur soumet, en choisissant le produit et en actionnant le bouton de commande, une offre ferme de conclusion de contrat, laquelle est définitivement acceptée par DKV par l'envoi d'un courriel de confirmation. Les conditions commerciales générales de la DKV EURO SERVICE GmbH & Co. KG font autorité pour l'ensemble des transactions engagées dans ce contexte.

10. Rémunération et conditions de paiement

11. Dans le cas où une taxe d'utilisation est prélevée pour l'utilisation de certains eServices, cette taxe est indiquée dans la description du produit concerné. DKV se réserve le droit de procéder à des modifications de prix après information préalable. Les différentes conditions de paiement découlent des conditions commerciales générales de la DKV EURO SERVICE GmbH & Co. KG.

12. Durée du contrat

13. Sauf règlements divergents figurant dans les descriptions du produit, les contrats d'utilisation des services proposés par DKV sont conclus avec le client pour une durée indéterminée. Le contrat d'utilisation peut être résilié par l'une et/ou l'autre des parties contractantes selon la procédure ordinaire sur préavis d'1 mois à compter de la réception du courrier de résiliation. La clôture définitive du contrat conclu entre le client et DKV et portant sur l'utilisation de la carte DKV met également fin à l'ensemble des contrats concernant l'utilisation d'eServices, sans qu'il soit nécessaire d'envoyer un courrier de résiliation séparé. La fin du contrat d'utilisation entraîne également la désactivation durable de l'accès du client aux eServices DKV. Dans le cas où le



client souhaite utiliser à nouveau les eServices DKV par la suite, la conclusion d'un nouveau contrat est alors nécessaire.

14. Protection des données

15. Dans le cadre de la mise à disposition des eServices, DKV assure le stockage et le traitement des données du client nécessaires à cette opération. Il s'agit, d'une part, des données clients déjà déposées chez DKV et chez ses entreprises associées et également des données gérées par le client/l'utilisateur lui-même dans les eServices. Pour de plus amples informations sur ce point, veuillez consulter les dispositions en matière de protection des données de DKV (<https://www.dkv-deuroservice.com/irj/portal/anonymous/donnenschutz>).

16. Garantie / Responsabilité

17. DKV fait en sorte que les eServices soient disponibles pour les clients de manière permanente, sans interruptions et sans erreurs de transmission des données. Ce qui, en raison de la nature même de l'Internet, ne peut cependant pas être toujours absolument garanti. Il peut en effet arriver que l'accès aux eServices soit occasionnellement interrompu ou restreint afin de permettre d'effectuer des opérations de maintenance ou d'installation de fonctions ou de services nouveaux. DKV s'efforce de limiter la fréquence et la durée de ces interruptions ou de ces restrictions temporaires.

18. DKV assume uniquement sa responsabilité en cas de violation des principales obligations contractuelles (obligations contractuelles primordiales). Sa responsabilité est sinon limitée aux cas relevant de la malveillance et de la négligence grave.

19. DKV décline en particulier toute responsabilité en ce qui concerne la capacité de fonctionnement et la compatibilité du matériel informatique et des logiciels. DKV n'assume d'autre part aucune responsabilité en cas d'interruption momentanée (disponibilité) des serveurs et des systèmes qu'il utilise ou des données qui s'y trouvent. Les limites de responsabilité indiquées ci-dessus ne sont pas appliquées en cas de revendication pour blessure corporelle, atteinte à la santé ou décès. La même chose est valable dans le cas où la responsabilité est rendue obligatoire par la législation sur la responsabilité en cas de produits défectueux, ou encore dans le cas où DKV a produit une déclaration de garantie ou a volontairement dissimulé un vice.

20. Responsabilité pour les liens

L'offre DKV en ligne contient des liens vers des pages Internet externes de tiers, sur le contenu desquelles DKV n'a aucune influence et ne peut donc assumer aucune responsabilité. C'est dans ce cas toujours le fournisseur ou le propriétaire des sites reliés qui est considéré comme responsable du contenu. Les pages mises en lien sont soumises, au moment de leur mise en lien, à un contrôle destiné à s'assurer qu'elles ne contiennent aucun élément susceptible de constituer une violation de la loi. Ces contrôles n'ont permis de constater aucune infraction légale. Il n'est cependant pas possible de procéder à un contrôle permanent des contenus des pages mises en lien en l'absence de tout élément concret laissant supposer une violation de la législation. DKV s'engage à supprimer immédiatement les liens dès qu'elle a connaissance d'une violation de ce type.

21. Exonération de responsabilité par l'utilisateur

22. L'utilisateur s'engage à indemniser DKV pour toutes les revendications et exigences qui pourraient lui être présentées à la suite d'une utilisation non autorisée ou illégale des eServices fournis par DKV et tombant dans le domaine de responsabilité de l'utilisateur.

23. L'utilisateur est en particulier tenu de veiller à n'utiliser que des mots de passe parfaitement sécurisés et à en changer à intervalles réguliers et au plus tard au bout d'un délai de 90 jours. DKV recommande instamment à ses clients de tenir compte lors du choix des mots de passe des critères suivants : les mots de passe doivent comporter au minimum huit signes et ces signes doivent appartenir à au moins trois des quatre groupes de signes suivants : majuscules et



minuscules, chiffres, signes de ponctuation et caractères spéciaux. Il est surtout impératif de ne pas choisir des mots de passe trop faciles à deviner (par ex. date de naissance) ou trop peu fiables (tels que par ex. „1234abcd“).

24. Google Analytics

25. Les eServices DKV utilisent Google Analytics, un service d'analyse Internet de la Google Inc. („Google“). Google Analytics utilise des „cookies“, des fichiers textes, stockés sur votre ordinateur et qui permettent de procéder à une analyse de votre utilisation du site Internet. Les informations produites par le cookie concernant votre utilisation de ce site Internet sont en règle générale transmises à un serveur de Google aux Etats-Unis pour y être stockées. En cas d'activation de l'anonymisation de l'IP sur ce site Internet, l'adresse IP de Google est auparavant abrégée à l'intérieur des pays membres de l'Union européenne ou dans d'autres états contractants liés à l'accord sur l'espace économique européen. Il arrive dans certains cas exceptionnels que l'adresse IP complète soit transmise à un serveur Google aux Etats-Unis, puis abrégée. Google utilisera ces informations pour le compte de l'exploitant de ce site Internet, pour évaluer votre utilisation du site, pour établir des rapports sur les activités du site Internet et pour fournir d'autres prestations de services liées à l'utilisation du site et d'Internet susceptibles d'intéresser l'exploitant de ce site Internet. L'adresse IP transmise par votre navigateur dans le cadre de Google Analytics ne sera pas regroupée avec d'autres données de Google. Vous pouvez empêcher le stockage des cookies par un réglage adapté de votre logiciel Browser. Nous devons toutefois vous avertir que vous risquez le cas échéant de ne pas pouvoir utiliser la totalité de ce site Internet. Vous pouvez par ailleurs empêcher la saisie des données produites par le cookie et concernant votre utilisation du site Internet (y compris votre adresse IP) avec Google ainsi que le traitement de ces données par Google ; il vous suffit pour cela de télécharger et d'installer le plugin disponible sous le lien suivant : <http://tools.google.com/dlpage/gaoptout?hl=de> ; Vous pouvez empêcher la saisie par Google Analytics en cliquant sur le lien suivant. Ce clic entraîne l'installation d'un opt-out-cookie qui permet d'empêcher la saisie de vos données lors de visites sur ce site Internet : <https://tools.google.com/dlpage/gaoptout?hl=de>.
26. Pour de plus amples informations concernant les conditions d'utilisation et la protection des données, veuillez consulter <http://www.google.com/analytics/terms/de.html> ou <http://www.google.com/intl/de/analytics/privacyoverview.html>.
27. Nous attirons votre attention sur le fait que le code „gat._anonymizeIp();“ a été ajouté à l'ensemble des sites Internet et des applications, afin de garantir une saisie anonymisée des adresses IP (IP-masking) par Google Analytics.

28. Dispositions finales

29. DKV se réserve le droit de procéder à n'importe quel moment à des modifications des eServices et des conditions. Ceux-ci relèvent des conditions commerciales générales, des conditions contractuelles spéciales et des conditions d'utilisation en vigueur au moment où vous utilisez les eServices. Dans le cas où l'une de ces conditions devrait se révéler non-valide, nulle ou non-exécutable, cette non-validité n'aurait aucune espèce d'influence sur la validité et l'exécutabilité des réglementations restantes.
30. Les présentes conditions générales d'utilisation relèvent exclusivement de la législation allemande. Le tribunal compétent est celui de Düsseldorf.

Conditions générales de LUNADIS

Allgemeine Geschäftsbedingungen der LUNADIS



Table des matières

SECTION A : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Champ d'application des conditions générales (CG-LUNADIS)
2. Objet du contrat, formation du contrat et encours
3. Légitimation du Client LUNADIS envers les Partenaires de Service
4. Droit d'utilisation de tiers
5. Contrôle de légitimité, commande et justificatifs
6. Propriété des Equipements physiques, remplacement des Equipements et restitution des Equipements physiques
7. Obligations de diligence, responsabilité du Client et exonération de responsabilité
8. Formation de contrats particuliers pour l'acquisition de livraisons et prestations
9. Prix et frais de service ainsi que dépenses et coûts divers
10. Facturation et échéance, vérification de la facture et établissement du solde, réclamations, prélèvement automatique, recouvrement des créances
11. Échéance et intérêts moratoires, dépassement du délai de paiement et modalités de remboursement, compensation et droit de rétention
12. Interdiction d'utilisation et blocage
13. Résiliation des relations commerciales – Information des Partenaires de Service
14. Réserve de propriété pour les Livraisons et Prestations
15. Réclamations
16. Responsabilité
17. Prescription
18. Renseignements : obligation du Client en matière d'information

SECTION B DISPOSITIONS FINALES

19. Transfert du contrat
20. Droit applicable – Juridiction
21. Services de paiement
22. Clause de sauvegarde
23. Confidentialité des conditions contractuelles individuelles
24. Traitement des données et protection des données
25. Validité et interprétation

Übersetzung Inhaltsverzeichnis

Teil A ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

1. Geltung der Allgemeinen Geschäftsbedingungen (AGB-LUNADIS)
2. Vertragsgegenstand, Vertragsbegründung und Verfügungsrahmen
3. Legitimation des LUNADIS Kunden gegenüber Servicepartnern
4. Nutzungsberechtigung Dritter
5. Überprüfung der Legitimation, Auftrag und Beleg
6. Eigentum an körperlichen LEO, Austausch von LEO und Rückgabe von körperlichen LEO
7. Sorgfaltspflichten, Haftung des Kunden und Freistellung von der Haftung
8. Zustandekommen einzelner Verträge zum Bezug von Lieferungen und Leistungen
9. Preise und Serviceentgelte sowie Sonstige Kosten und Auslagen
10. Rechnungsstellung und Fälligkeit, Rechnungsprüfung und Saldofeststellung, Beanstandungen, Lastschriftverfahren, Einzug von Forderungen
11. Fälligkeit und Verzugszinsen, Überschreiten des Zahlungsziels und Tilgungsbestimmung, Aufrechnung und Zurückbehalt.
12. Nutzungsuntersagung und Sperre
13. Kündigung der Geschäftsverbindung; Unterrichtung des Servicepartners
14. Eigentumsvorbehalt bei Lieferungen und Leistungen
15. Mängelrüge und Mängelhaftung
16. Haftung
17. Verjährung
18. Auskünfte: Mitteilungspflichten des Kunden

Teil B SCHLUSSBESTIMMUNGEN

19. Vertragsübertragung
20. Anwendbares Recht – Gerichtsbarkeit
21. Zahlungsdienste
22. Salvatorische Klausel
23. Geheimhaltung von der individuellen Vertragskonditionen
24. Verarbeitung von Daten und Datenschutz
25. Geltung und Auslegung

SECTION A : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Champ d'application des conditions générales (CG-LUNADIS)

- a) **Champ d'application général** : ces conditions générales («CG-LUNADIS») s'appliquent à l'ensemble de la relation contractuelle entre LUNADIS GmbH + Co. KG, Balcke-Dürr-Allee 3, 40882 Ratingen, Allemagne («LUNADIS») et le Client de LUNADIS («Client»), dans leur dernière version en vigueur. Après la cessation de la relation contractuelle, ces CG-LUNADIS restent applicables, et ce jusqu'au terme complet et définitif des relations commerciales. Les conditions contraires ou dérogoires du Client ne sont pas opposables à LUNADIS, même si LUNADIS exécute le contrat sans les écarter explicitement. La présente version remplace toutes les versions antérieures des conditions générales.
- b) **Champ d'application de conditions complémentaires** : les conditions particulières et spécifiques (ci-après « Conditions Complémentaires ») – incluant les conditions d'assurance pour l'aide d'urgence en espèce de LUNADIS – pour des services spécifiques, des livraisons ou prestations de LUNADIS prévalent sur les CG-LUNADIS, même si les Conditions Complémentaires contiennent des dispositions dérogoires ou contradictoires avec ces CG-LUNADIS. LUNADIS et le Client peuvent convenir séparément de Conditions Complémentaires. Les Conditions Complémentaires peuvent également être introduites ou modifiées par LUNADIS conformément au point c) ci-dessous. Tout recours à ces services spécifiques, livraisons ou prestations par le Client emporte de plein droit adhésion aux Conditions Complémentaires qui font partie intégrante du contrat.
- c) **Modifications** : LUNADIS se réserve le droit de modifier ces CG-LUNADIS et/ou les Conditions Complémentaires. En cas de modification des CG-LUNADIS et/ou des Conditions Complémentaires, LUNADIS informera le Client à cet effet, deux mois avant la date prévue de leur entrée en vigueur. LUNADIS enverra au Client les nouvelles CG-LUNADIS et/ou les nouvelles Conditions Complémentaires à l'occasion de l'envoi d'une facture ou par voie électronique (par ex. courriel) ou par courrier postal. La version actualisée des CG-LUNADIS est en outre consultable en accès libre sur le site internet www.lunadis.com/agb. Toute poursuite de l'utilisation des services spécifiques, livraisons et prestations de LUNADIS postérieurement à l'information écrite du Client de la modification des CG-LUNADIS et/ou Conditions Complémentaires emportera acceptation sans réserve par le Client des nouvelles CG-LUNADIS et/ou des nouvelles Conditions Complémentaires. Le Client aura la possibilité de refuser les nouvelles CG-LUNADIS et/ou les nouvelles Conditions Complémentaires en procédant à la résiliation de plein droit avec effet immédiat du Contrat conclu avec LUNADIS avant la date d'entrée en vigueur des nouvelles CG-LUNADIS et/ou des Conditions Complémentaires et en cessant d'utiliser les services spécifiques, prestations et livraisons de LUNADIS.

2. Objet du contrat, formation du contrat et encours

- a.) LUNADIS permet à ses Clients de recourir à des livraisons ou prestations auprès des partenaires de service et de leurs points de service liés contractuellement à LUNADIS («Partenaires de Service»), LUNADIS pouvant soit permettre au Client d'acquitter les services fournis par le Partenaire de Service sans argent liquide soit acheter les livraisons et prestations au Partenaire de Service et les fournir au Client. LUNADIS propose à ses Clients également d'autres services.
- b) La relation commerciale entre LUNADIS et le Client se forme soit sur la base d'un contrat écrit entre le Client et LUNADIS, soit sur la base d'une demande formulée par le Client, par laquelle il prend connaissance de ces CG-LUNADIS et de la confirmation d'acceptation de la demande par LUNADIS, et ce au plus tard au moment du recours au service proposé par LUNADIS.
- c) LUNADIS se réserve le droit d'accorder au Client dans la lettre de confirmation/le contrat un encours (ci-après l'«Encours») et un délai de paiement déterminés. Si LUNADIS en fait usage, le Client peut utiliser les Equipements mentionnés à l'article 3 (« Equipements ») uniquement à concurrence de l'Encours accordé par LUNADIS et conformément à sa solvabilité et à ses liquidités de manière à garantir le paiement des créances de LUNADIS à échéance. L'Encours représente le montant maximal jusqu'auquel le Client bénéficiera des livraisons et prestations de LUNADIS. Le Client est tenu de se tenir informé de l'état actuel de son Encours par l'intermédiaire du service clients de LUNADIS. LUNADIS est en droit de contrôler le respect de l'Encours et peut bloquer l'utilisation ultérieure de tout ou partie des Equipements de plein droit, sans préavis et avec effet immédiat, en cas de dépassement.

Même si l'Encours disponible est dépassé du fait de l'utilisation des Equipements, LUNADIS est en droit de réclamer le paiement des livraisons et prestations ou autres dépenses découlant de l'utilisation non autorisée des Equipements.

LUNADIS est en droit d'augmenter ou de diminuer unilatéralement l'Encours en fonction de l'utilisation des livraisons et prestations de LUNADIS par le Client, de sa solvabilité et de son comportement en matière de paiement. LUNADIS en informera préalablement le Client. Si le Client n'est pas d'accord avec le nouveau montant de l'Encours, il pourra procéder à la résiliation de plein droit et sans préavis du contrat conclu avec LUNADIS et devra cesser de recourir à ses services. S'il continue à avoir recours aux services de LUNADIS postérieurement à l'information reçue concernant le nouvel Encours, celui sera considéré comme accepté par le Client. Le Client peut également convenir avec LUNADIS d'une augmentation de son Encours. L'augmentation requiert un accord écrit de LUNADIS.

3. Légitimation du Client LUNADIS envers les Partenaires de Service

LUNADIS met à disposition du Client directement ou avec le concours de partenaires liés contractuellement à LUNADIS des procédures ou des instruments de légitimation personnalisés, permettant au client de faire reconnaître sa légitimité à utiliser les Equipements auprès des Partenaires de Service. Les procédures et les instruments ci-dessous visés sont définis également ensemble dans le présent contrat comme Equipements («Equipement»).

- a) Pour faire reconnaître sa légitimité auprès des Partenaires de Service, les Equipements suivants peuvent être mis à la disposition du Client :
 - Applications pour utilisation électronique (Apps), que LUNADIS met à la disposition du Client directement ou par l'intermédiaire de Partenaires de coopération ou de service comme moyen d'authentification et/ou
 - Procédures d'autorisation téléphonique, notamment en utilisant le numéro Client, via une centrale d'appels d'urgence des Partenaires de Service de LUNADIS et/ou
 - Procédures d'autorisation téléphonique, notamment en utilisant le numéro Client, via une plateforme internet que LUNADIS met à disposition de ses Partenaires de Service et dont se sert le Partenaire de Service lors de la demande d'autorisation de la transaction et/ou

Teil A ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

1. Geltung der Allgemeinen Geschäftsbedingungen (AGB-LUNADIS)

- a.) **Allgemeine Geltung**: Diese Allgemeinen Geschäftsbedingungen („AGB-LUNADIS“) gelten für die gesamte Vertragsbeziehung zwischen LUNADIS GmbH + Co. KG, Balcke-Dürr-Allee 3, 40882 Ratingen, Deutschland („LUNADIS“) und dem LUNADIS Kunden („Kunde“) in der jeweils gültigen Fassung. Nach Beendigung der Vertragsbeziehung gelten diese AGB-LUNADIS bis zur vollständigen Abwicklung der Geschäftsbeziehung fort. Entgegenstehende oder abweichende Bedingungen des Kunden sind nicht verbindlich, auch wenn LUNADIS den Vertrag durchführt, ohne solchen ausdrücklich zu widersprechen. Die vorliegende Fassung ersetzt alle früheren Fassungen der Allgemeinen Geschäftsbedingungen.
- b.) **Geltung anderer besonderer Bedingungen**: Sonderbedingungen (im Folgenden „Besondere Bedingungen“) – einschließlich der Versicherungsbedingungen für die LUNADIS Notfallbargeldhilfe – für spezielle Services, Lieferungen oder Leistungen von LUNADIS gehen diesen AGB-LUNADIS vor, auch wenn diese von diesen AGB-LUNADIS abweichende oder hierzu im Widerspruch stehende Regelungen enthalten. Besondere Bedingungen können zwischen LUNADIS und dem Kunden vereinbart werden. Besondere Bedingungen können auch von LUNADIS gemäß lit. c. unten in Kraft gesetzt oder geändert werden. Besonderen Bedingungen werden spätestens mit der Inanspruchnahme der Services, Lieferungen oder Leistungen und werden spätestens dadurch Vertragsbestandteil.
- c.) **Änderungen**: LUNADIS ist berechtigt, die AGB-LUNADIS und/oder die Besonderen Bedingungen zu ändern. Im Falle einer Änderung der AGB-LUNADIS und/oder der Besonderen Bedingungen wird LUNADIS den Kunden hierüber zwei Monate vor dem vorgesehenen Zeitpunkt ihres Wirksamwerdens unterrichten. LUNADIS übermittelt dem Kunden die neuen AGB-LUNADIS und/oder die neuen Besonderen Bedingungen mit der Zusendung einer Rechnung oder in elektronischer Form (z. B. E-Mail) oder auf dem Postweg. Die jeweils aktuellen AGB-LUNADIS sind außerdem auf der Internetseite www.lunadis.com/agb frei zugänglich abrufbar. Jede weitere Inanspruchnahme von speziellen Services, Lieferungen oder Leistungen von LUNADIS nach der schriftlichen Benachrichtigung des Kunden über die Änderung der AGB-LUNADIS und/oder der Besonderen Bedingungen gilt als vorbehaltlose Annahme der neuen AGB-LUNADIS und/oder der Besonderen Bedingungen durch den Kunden. Der Kunde hat die Möglichkeit, die neuen AGB-LUNADIS und/oder die Besonderen Bedingungen abzulehnen, indem er den mit LUNADIS geschlossenen Vertrag automatisch ohne weitere Voraussetzungen und mit sofortiger Wirkung vor dem Zeitpunkt des Inkrafttretens der neuen AGB-LUNADIS und/oder der Besonderen Bedingungen kündigt und aufhört, die speziellen Services, Lieferungen und Leistungen von LUNADIS in Anspruch zu nehmen.

2. Vertragsgegenstand, Vertragsbegründung und Verfügungsrahmen

- a.) LUNADIS ermöglicht ihren Kunden bei vertraglich verbundenen Servicepartnern und Servicestellen („Servicepartner“) Lieferungen und Leistungen in Anspruch zu nehmen, wobei LUNADIS dem Kunden entweder die bargeldlose Zahlung der vom Servicepartner erbrachten Leistungen ermöglicht oder diese Lieferungen und Leistungen beim Servicepartner einkauft und gegenüber dem Kunden erbringt. LUNADIS bietet ihren Kunden auch weitere Dienstleistungen an.
- b.) Die Geschäftsbeziehung zwischen LUNADIS und dem Kunden kommt entweder auf Grundlage eines schriftlichen Vertrags zwischen dem Kunden und LUNADIS oder eines vom Kunden gestellten Antrages, mit dem er diese AGB-LUNADIS zur Kenntnis nimmt und anerkennt sowie der Bestätigung der Annahme des Antrages durch LUNADIS zustande, spätestens aber mit der Inanspruchnahme der von LUNADIS angebotenen Leistung.
- c.) LUNADIS kann dem Kunden in dem Bestätigungsschreiben/Vertrag einen bestimmten Verfügungsrahmen (nachfolgend auch „VR“) und eine bestimmte Zahlungsfrist einräumen. Macht LUNADIS hiervon Gebrauch darf der Kunde die in Ziffer 3 erwähnten Legitimationsobjekte („LEO“) nur in dem von LUNADIS eingeräumten Verfügungsrahmen und im Rahmen seiner Bonitäts- und Liquiditätsverhältnisse nutzen, so dass der Ausgleich der LUNADIS-Forderungen bei Fälligkeit gewährleistet ist. Der VR ist der Maximalbetrag, bis zu dem der Kunde Lieferungen und Leistungen der LUNADIS in Anspruch nehmen darf. Der Kunde ist verpflichtet, sich über den aktuellen Stand seines VR über den Kundenservice von LUNADIS unterrichtet zu halten. LUNADIS ist berechtigt, die Einhaltung des VR zu überwachen und kann bei Überschreitung den weiteren Einsatz einzelner oder aller LEO automatisch, ohne weitere Ankündigung mit sofortiger Wirkung sperren.

Auch wenn durch die Nutzung der LEO der eingeräumte VR überschritten wird, ist LUNADIS berechtigt, Zahlung der Lieferungen und Leistungen oder sonstiger Aufwendungen zu verlangen, die aus der unerlaubten Nutzung der LEO entstehen.

LUNADIS ist berechtigt, den VR einseitig zu erhöhen oder zu reduzieren, je nach Nutzung der Lieferungen und Leistungen von LUNADIS durch den Kunden, seiner Zahlungsfähigkeit und seinem Zahlungsverhalten. LUNADIS wird den Kunden vorher entsprechend informieren. Wenn der Kunde nicht mit dem neuen Betrag des VR einverstanden ist, kann er automatisch und ohne Vorankündigung den mit LUNADIS geschlossenen Vertrag kündigen, und muss die weitere Inanspruchnahme ihrer Dienstleistungen einstellen. Jede weitere Inanspruchnahme der Leistungen von LUNADIS nach der Information des neuen VR gilt als vorbehaltlose Annahme des neuen VR durch den Kunden. Der Kunde kann mit LUNADIS auch eine Erweiterung seines VR vereinbaren. Die Erweiterung bedarf einer schriftlichen Vereinbarung mit LUNADIS.

3. Legitimation des LUNADIS Kunden gegenüber Servicepartnern

LUNADIS stellt dem Kunden selbst oder gemeinsam über mit LUNADIS verbundenen Partnern personalisierte Verfahren oder Instrumente zur Legitimierung gegenüber Servicepartnern zur Verfügung. Die nachstehend genannten Verfahren und Instrumente werden in diesem Vertrag gemeinsam auch als Legitimationsobjekte („LEO“) bezeichnet.

- a.) Um sich gegenüber Servicepartnern zu legitimieren, können dem Kunden folgende LEO zur Verfügung gestellt werden:
 - Applikationen zur elektronischen Nutzung (Apps), die LUNADIS dem Kunden unmittelbar oder über Kooperations- oder Servicepartner als Authentifizierungsmittel zur Verfügung stellt und/oder
 - Telefonisches Freigabeverfahren, insbesondere unter Verwendung der Kundennummer über eine Notrufzentrale von Servicepartnern der LUNADIS und/oder
 - Online-Freigabeverfahren, über eine Internet-Plattform, insbesondere unter Verwendung der Kundennummer, über eine Internet-Plattform, die LUNADIS ihren Servicepartnern zur Verfügung stellt und derer sich der Servicepartner bei der Anfrage auf Freigabe der Transaktion bedient und/oder

- Cartes LUNADIS.
Le recours aux prestations de LUNADIS nécessite que le Client ait une relation contractuelle avec DKV EURO SERVICE GmbH + Co. KG, Balcke-Dürr-Allee 3, 40882 Ratingen.

b) L'utilisation n'est autorisée qu'à des fins professionnelles; une utilisation privée n'est pas permise.

4. Droit d'utilisation de tiers

L'utilisation des Equipements par des personnes autres que le Client et ses préposés requiert l'autorisation écrite préalable de LUNADIS ou un accord écrit entre le Client et LUNADIS.

LUNADIS peut à tout moment exiger dans ce cas que, pour les tiers désignés par le Client et autorisés à utiliser les Equipements, lui soit communiqué, en plus de leur adresse, un spécimen de leurs signatures dans la mesure où cela est permis selon la législation sur la protection des données. Si le Client ne respecte pas cette exigence, LUNADIS est en droit d'interdire la poursuite de l'utilisation des Equipements concernés avec effet immédiat.

5. Contrôle de légitimité, commande et justificatifs

a) **Contrôle de légitimité** : Les Partenaires de Service peuvent vérifier le droit d'utilisation des Equipements mais n'y sont pas obligés. Ils peuvent demander à cette fin la présentation par l'utilisateur des Equipements de pièces d'identité officielles, le certificat d'immatriculation du véhicule ou le contrat de location du véhicule et peuvent refuser des livraisons et des prestations en cas de doutes sur les droits de l'utilisateur des Equipements.

b) **Justificatif et contrôle du justificatif** : Si un justificatif / bon de livraison est établi dans un point de service, celui-ci doit être signé par l'utilisateur de l'Equipement, lorsque cela est techniquement prévu. Avant la signature, l'utilisateur de l'Equipement devra vérifier l'exactitude du justificatif / bon de livraison, en particulier les données concernant les livraisons et prestations obtenues par rapport à la désignation, la quantité et/ou le prix. Il n'y a pas de vérification de la signature par le Partenaire de Service lors de la signature du justificatif, et cela n'est pas contractuel.

c) **Utilisation sans justificatif** : Si dans des points de service automatisés, pour des raisons techniques, aucun justificatif/bon de livraison n'est établi, l'utilisation de l'Equipement s'effectue par l'usage d'un terminal, conformément aux prescriptions d'utilisation, ou de tout autre dispositif technique prévu. En cas de commande d'une marchandise ou de recours à une prestation directement chez LUNADIS, le Client ou son préposé montre son autorisation par l'indication du nom du Client et du numéro Client.

6. Propriété des Equipements physiques, remplacement des Equipements et restitution des Equipements physiques

a) **Propriété des Equipements** : sauf disposition contraire, l'Equipement physique (notamment les cartes de LUNADIS) demeure la propriété de LUNADIS ou du tiers qui au moment de la mise à disposition de l'Equipement au Client était propriétaire de l'Equipement concerné.

b) **Remplacement des Equipements** : tout dommage ou dysfonctionnement de l'Equipement doit être immédiatement signalé par le Client à LUNADIS. LUNADIS mettra à disposition du Client un nouvel Equipement en échange. En cas de dommage ou de dysfonctionnement imputable au Client, LUNADIS peut subordonner le remplacement de l'Equipement à la prise en charge des coûts, et ce sans préjudice de tout dommage et intérêts.

c) **Restitution des Equipements physiques** : A l'expiration de la durée de validité, après interdiction de la poursuite de leur utilisation par LUNADIS, après l'annulation ou le désenregistrement d'un Equipement, la cessation des relations commerciales et dans les cas où ils sont invalides ou endommagés au point d'être inutilisables, les Equipements doivent être immédiatement et spontanément restitués à LUNADIS.

7. Obligations de diligence, responsabilité du Client et exonération de responsabilité

a) **Conservation et utilisation** : le Client et ses préposés sont tenus d'apporter tout le soin nécessaire à la conservation et à l'utilisation des Equipements afin d'éviter qu'ils ne soient perdus et/ou utilisés pour l'autorisation à des fins illicites. Les Equipements physiques ne doivent notamment pas être conservés dans un véhicule sans surveillance. À cette fin, le Client doit s'assurer que ses préposés se conforment à ces obligations.

b) **Code PIN** : si un numéro d'identification personnel a été délivré au Client (code PIN), celui-ci doit être traité de manière confidentielle et ne doit être transmis qu'à des tiers autorisés. Le code PIN ne doit notamment pas être noté sur l'Equipement ou conservé avec l'Equipement ou dans un lieu non fermé. Le Client doit s'assurer que la personne à laquelle il remet l'Equipement prend toutes les précautions nécessaires et raisonnables lorsqu'elle utilise l'Equipement afin d'empêcher tout espionnage du code PIN et/ou des données de la bande magnétique par des personnes non autorisées.

c) **Devoir d'information et de déclaration en cas de perte d'un Equipement** : si un Client et/ou ses préposés constatent la perte ou le vol d'un Equipement physique (notamment des cartes de LUNADIS) qui lui a été remis, l'utilisation à des fins illicites ou une autre utilisation non autorisée de l'Equipement ou du code PIN, ou si le Client soupçonne qu'une autre personne non autorisée a accès à un Equipement ou à un code PIN, LUNADIS doit en être averti immédiatement (déclaration de blocage). La déclaration de blocage peut être faite par téléphone, courriel, fax ou par courrier aux coordonnées qui ont été indiquées à cette fin au Client au moment de l'ouverture des relations commerciales. Les coordonnées en vigueur pour faire une déclaration de blocage sont également disponibles sur le site Web de LUNADIS (www.lunadis.com). Le Client doit immédiatement informer LUNADIS dès qu'il constate une utilisation non autorisée ou irrégulière d'un Equipement. Tout vol ou abus doit être déclaré immédiatement par le Client à la police. Le Client est tenu de transmettre une copie de la déclaration à LUNADIS.

- LUNADIS Karten
Die Inanspruchnahme der Leistungen der LUNADIS hat zur Voraussetzung, dass der Kunde in einer Vertragsbeziehung zur DKV EURO SERVICE GmbH + Co. KG, Balcke-Dürr-Allee 3, 40882 Ratingen steht.

b.) Die Nutzung ist nur für gewerbliche Zwecke gestattet; eine private Nutzung ist nicht erlaubt.

4. Nutzungsberechtigung Dritter

Die Nutzung der LEO durch andere Personen als den Kunden und seine Erfüllungs- und Verrichtungsgehilfen bedarf der vorherigen schriftlichen Zustimmung von LUNADIS oder einer schriftlichen Vereinbarung zwischen den Kunden und LUNADIS.

LUNADIS kann in diesem Fall jederzeit verlangen, dass ihr vom Kunden die Dritten, denen der Kunde die LEO zur Nutzung überlassen hat, nebst ihren Anschriften benennt und ihre Unterschriftenproben überlässt, soweit dies datenschutzrechtlich zulässig ist. Falls der Kunde dieser Aufforderung nicht nachkommt, ist LUNADIS berechtigt, die weitere Nutzung der betroffenen LEO mit sofortiger Wirkung zu untersagen.

5. Überprüfung der Legitimation, Auftrag und Beleg

a.) **Legitimationsprüfung**: Die Servicepartner sind zur Überprüfung der Berechtigung zur Nutzung der LEO berechtigt, aber nicht verpflichtet. Sie können sich hierzu von dem Benutzer der LEO amtliche Ausweise, den Zulassungsschein des Kraftfahrzeugs oder den Fahrzeugmietvertrag vorlegen lassen und Lieferungen und Leistungen bei Zweifeln an der Berechtigung ablehnen.

b.) **Belastungsbeleg und Belegprüfung**: Wird an der Servicestelle ein Belastungsbeleg/Lieferschein erstellt, ist dieser, soweit technisch vorgesehen, vom Benutzer des LEO zu unterschreiben. Vor der Unterzeichnung hat der Benutzer des LEO zu prüfen, ob der Belastungsbeleg/Lieferschein richtig ausgestellt ist, insbesondere die Angaben über die bezogenen Lieferungen und Leistungen nach Art, Menge und/oder Preis zutreffend sind. Bei Belegunterzeichnung findet eine Unterschriftenprüfung durch die Servicepartner nicht statt und ist nicht Vertragsgegenstand.

c.) **Beleglose Nutzung**: Wird an automatisierten Servicestellen aus technischen Gründen kein Belastungsbeleg/Lieferschein erstellt, erfolgt die Benutzung des LEO durch vorschriftsmäßige Benutzung des Terminals oder der sonst vorgesehenen technischen Einrichtungen. Bei Bestellung einer Ware oder Inanspruchnahme einer Leistung unmittelbar bei LUNADIS weist der Kunde durch Angabe des Kundennamens und der Kundennummer seine Berechtigung nach.

6. Eigentum an körperlichen LEO, Austausch von LEO und Rückgabe von körperlichen LEO

a.) **Eigentum an LEO**: Sofern nicht anders vereinbart, bleibt ein körperliches LEO (insbesondere LUNADIS-Karten) im Eigentum von LUNADIS oder des Dritten, der im Zeitpunkt der Überlassung des LEO an den Kunden Eigentümer des LEO war.

b.) **Austausch von LEO**: Etwaige Beschädigungen oder Funktionsfehler des LEO hat der Kunde LUNADIS unverzüglich mitzuteilen. LUNADIS wird dem Kunden ein neues LEO im Austausch zur Verfügung stellen. Liegt eine von Kunden zu vertretende Beschädigung oder ein Funktionsfehler vor, kann LUNADIS den Austausch von der Übernahme der Kosten des Ersatzes abhängig machen. Etwaige Ansprüche der LUNADIS gegen den Kunden aufgrund solcher Beschädigungen und Funktionsfehler bleiben davon unberührt.

c.) **Rückgabe von körperlichen LEO**: Nach Ablauf der Geltungsdauer, der Untersagung der weiteren Nutzung durch LUNADIS, Abbestellung oder Abmeldung eines LEO, dem Ende der Geschäftsbeziehung sowie dann, wenn die LEO ungültig oder in funktionsbeeinträchtigender Weise beschädigt worden sind, sind sie unverzüglich und unaufgefordert an LUNADIS herauszugeben.

7. Sorgfaltspflichten, Haftung des Kunden und Freistellung von der Haftung

a.) **Verwahrung und Verwendung**: Der Kunde und seine Erfüllungs- und Verrichtungsgehilfen sind verpflichtet, alle LEO mit besonderer Sorgfalt aufzubewahren und zu verwenden, um zu verhindern, dass sie abhanden kommen und/oder missbräuchlich zur Autorisierung genutzt werden. Körperliche LEO dürfen insbesondere nicht in einem unbewachten Fahrzeug verwahrt werden. Der Kunde hat dafür zu sorgen, dass seine Erfüllungs- und Verrichtungsgehilfen diese Pflichten einhalten.

b.) **PIN-Code**: Wird an den Kunden eine persönliche Identifikationsnummer (PIN-Code) ausgegeben, ist diese vertraulich zu behandeln und darf nur an Nutzungsberechtigte weitergegeben werden. Der PIN-Code darf insbesondere nicht auf dem LEO vermerkt oder in anderer Weise unverschlüsselt oder zusammen mit dem LEO aufbewahrt werden. Der Kunde hat dafür Sorge zu tragen, dass derjenige, dem er das LEO überlässt, bei Verwendung des LEO alle notwendigen und zumutbaren Vorkehrungen trifft, um ein Auspähen des PIN-Code und/oder der Magnetstreifen Daten durch Unbefugte zu verhindern.

c.) **Unterrichtungs- und Anzeigepflichten bei Verlust eines LEO**: Stellt der Kunde und/oder sein Erfüllungs- und Verrichtungsgehilfe den Verlust oder Diebstahl des ihm überlassenen körperlichen LEO (insbesondere LUNADIS Karten), die missbräuchliche Verwendung oder eine sonstige nicht autorisierte Nutzung des LEO oder des PIN-Code fest oder hat der Kunde den Verdacht, dass eine andere Person unberechtigt in den Besitz eines LEO oder PIN-Code gelangt ist oder eine missbräuchliche Verwendung oder eine sonstige nicht autorisierte Nutzung eines LEO oder PIN-Code vorliegt, ist LUNADIS unverzüglich zu benachrichtigen (Sperranzeige). Die Sperranzeige kann telefonisch, per E-Mail, Fax oder schriftlich an die dem Kunden mit Aufnahme der Geschäftsbeziehung zum Zweck der Sperranzeige mitgeteilten Kontaktdaten erfolgen. Die jeweils aktuellen Kontaktdaten zur Durchführung einer Sperranzeige befinden sich auch auf der Webseite von LUNADIS (www.lunadis.com). Der Kunde hat LUNADIS unverzüglich nach Feststellung einer nicht autorisierten oder fehlerhaft ausgeführten Nutzung eines LEO zu unterrichten. Jeder Diebstahl oder Missbrauch ist von dem Kunden unverzüglich bei der Polizei anzuzeigen. Der Kunde ist verpflichtet, LUNADIS eine Abschrift der Anzeige zu übermitteln.

- d) **Responsabilité en cas d'opérations de paiement non autorisées** : La responsabilité légale de LUNADIS en vertu des dispositions du Code monétaire et financier (en particulier l'obligation de remboursement de LUNADIS en cas d'opérations de paiement non autorisées) est exclue pour les parties d'une opération de paiement qui sont effectués en dehors de l'Espace économique européen, si
- aa) une opération de paiement est exécutée dans la monnaie d'un pays situé en dehors de l'Espace économique européen et LUNADIS, en tant que prestataire de services de paiement du payeur, et le prestataire de services de paiement du bénéficiaire sont situés dans l'Espace économique européen, ou
 - bb) lorsque plusieurs prestataires de services de paiement sont impliqués dans une opération de paiement, et qu'au moins un de ces prestataires de services de paiement est situé à l'intérieur de l'Espace économique européen et qu'au moins un autre est situé en dehors de l'Espace économique européen.
- e) **Violation des obligations de vigilance par le Client** : le Client est considéré n'avoir pas pris toutes les précautions nécessaires contre l'utilisation contraire aux stipulations du contrat ou abusive des Equipements notamment lorsque l'utilisation contraire aux stipulations du contrat ou abusive des Equipements a été facilitée ou rendue possible par le fait que :
- (1) l'Equipement n'a pas été conservé avec soin (article 7 a)),
 - (2) l'Equipement n'a pas été restitué intégralement à LUNADIS (article 6. c)),
 - (3) le code PIN a été noté sur l'Equipement ou était joint ou conservé directement avec l'Equipement physique (article 7 b)),
 - (4) la déclaration de vol ou de perte n'a pas été transmise immédiatement à LUNADIS après la découverte des faits (article 7 c)),
 - (5) l'Equipement a été remis sans autorisation à des tiers (article 4) ou
 - (6) aucun nouveau code PIN n'a été demandé, après que l'autorisation d'un tiers pour l'utilisation d'un Equipement et du code PIN est devenue caduque.

Le Client est responsable de ses violations des obligations de vigilance ainsi que de celles des personnes auxquelles il a confié l'Equipement.

- e) **Responsabilité du Client** : le Client est tenu d'indemniser LUNADIS en cas d'utilisation contraire aux stipulations du contrat ou abusive de l'Equipement s'il n'a pas satisfait, intentionnellement ou à la suite d'une négligence, aux obligations qui lui incombent en vertu des présentes conditions. Si LUNADIS a contribué à la survenance des dommages en raison d'un manquement à ses obligations et si le Client n'est responsable que sur le fondement de la négligence, LUNADIS sera responsable du préjudice subi à concurrence de la faute commise par elle.
- f) **Exonération** : LUNADIS exonère le Client de toute responsabilité dans le cas d'utilisation quelconque de l'Equipement intervenue après la déclaration de vol ou de perte, si celui-ci a pris toutes les mesures raisonnablement nécessaires conformément à l'article 7 a) à c).

8. Formation de contrats particuliers pour l'acquisition de livraisons et prestations

- a) **Accès aux prestations**: le Client peut au moyen de l'utilisation des Equipements et conformément aux présentes conditions contractuelles se procurer des marchandises ou recourir à des services, sans argent liquide, auprès des Partenaires de Service liés à LUNADIS (les marchandises et les services étant désignés ci-après ensemble par «Livraisons et Prestations»).
- b) **Liberté de livraison de LUNADIS et des Partenaires de Service**: ni LUNADIS, ni ses Partenaires de Service n'ont d'obligation de fournir des Livraisons et Prestations, voire de conclure des contrats particuliers pour la fourniture de Livraisons et Prestations avec le Client, et ce indépendamment de l'Encours qui a pu être accordé au Client. Une telle obligation ne se forme que lors de la conclusion d'un contrat particulier portant sur la livraison/prestation contractuelle correspondante. LUNADIS ne garantit notamment pas la capacité des Partenaires de Service à fournir les livraisons ou à délivrer les prestations, qu'il s'agisse de livraisons directes, de livraisons par des tiers ou de commission.
- c) **Contenu des contrats particuliers**
– Livraison par des tiers et Commission

En principe, les Livraisons et Prestations au Client se font en dehors de la France par la négociation de LUNADIS des offres de prestations des Partenaires de Service.

Pour les Livraisons et Prestations fournies en dehors de la France, LUNADIS négocie les offres de prestations des Partenaires de Service situés en dehors de la France, de sorte que les Livraisons et Prestations seront effectués directement au Client par le Partenaire de Service qui a accepté l'Equipement (« Livraison par des tiers »). En cas de Livraisons par des tiers en dehors de la France, le Client accepte d'ores et déjà de céder à LUNADIS les créances du Partenaire de Service situé en dehors de la France détenues à l'encontre du Client. En cas de Livraison par des tiers en dehors de la France, le Client est tenu de rembourser ou de payer à LUNADIS toutes les créances ce qui incluent le montant de la créance en principal mais aussi les prix et frais de service visés à l'article 9 des CG-LUNADIS. Dans le cas de Livraison par des tiers, LUNADIS n'assume aucune obligation ni responsabilité pour la fourniture des Livraisons et Prestations au Client dans le cadre du contrat particulier.

LUNADIS peut également fournir les Livraisons et Prestations au Client en son nom propre, mais pour le compte du Partenaire de Service sur la base des contrats correspondants conclus avec ce dernier (« Commission »). En cas de commission, les Livraisons et/ou Prestations de LUNADIS seront fournies au Client par LUNADIS. Le Client les payera à LUNADIS selon les dispositions des présentes CG-LUNADIS.

– **Livraison directe** – Dans tous les autres cas et en particulier pour les Livraisons et Prestations fournies en France, LUNADIS fournit en son propre nom et pour son propre compte les Livraisons et Prestations au Client (« Livraison directe »).

LUNADIS et le Client conviennent qu'un Contrat Particulier sera à chaque fois formé entre LUNADIS et le Client, aux termes duquel le Client acquiert les produits et/ou services de LUNADIS, dès que le Client se fournit auprès d'un Partenaire de Service en produits et/ou services en rapport avec des véhicules et couverts par l'offre de produits et services de LUNADIS et que le Partenaire de Service accepte l'Equipement présenté à cet effet par le Client. Concomitamment à la conclusion de ce Contrat Particulier, il se formera un contrat particulier entre le Partenaire de Service et LUNADIS portant sur la délivrance du produit ou service concerné, dans le respect de l'accord conclu entre LUNADIS et le Partenaire de Service. Toutefois, si un contrat spécifique doit encore être conclu pour l'acquisition par LUNADIS des produits et services concernés, le Client conclura, en tant que représentant de LUNADIS au nom et pour le compte de LUNADIS, le contrat correspondant avec

- d.) **Haftung bei nicht autorisierten Zahlungsvorgängen**: Die gesetzlich bestehende Haftung von LUNADIS nach dem französischen Gesetzbuch über das Währungs- und Finanzwesen (insbesondere Erstattungspflicht von LUNADIS bei nicht autorisierten Zahlungsvorgängen) wird abbedungen für die Bestandteile eines Zahlungsvorgangs, die außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums getätigt werden, wenn
- aa) ein Zahlungsvorgang in der Währung eines Staates außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums erfolgt und sowohl LUNADIS als Zahlungsdienstleister des Zahlers als auch der Zahlungsdienstleister des Zahlungsempfängers innerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums ansässig ist oder
 - bb) bei Beteiligung mehrerer Zahlungsdienstleister an einem Zahlungsvorgang und von diesen Zahlungsdienstleistern mindestens einer innerhalb und mindestens einer außerhalb des Europäischen Wirtschaftsraums ansässig ist.
- e) **Verletzung der Sorgfaltspflichten durch den Kunden**: Der Kunde hat alle ihm zumutbaren Vorkehrungen gegen die vertragswidrige Benutzung oder den Missbrauch von LEO insbesondere dann nicht getroffen, wenn die vertragswidrige oder missbräuchliche Benutzung der LEO dadurch erleichtert oder ermöglicht wurde, dass
- (1) das LEO nicht sorgfältig verwahrt wurde (Ziffer 7. lit. a.)
 - (2) das LEO nicht vollständig an LUNADIS zurückgeschickt wurde (Ziffer 6. lit. c),
 - (3) der PIN-Code auf dem LEO vermerkt oder in sonstiger Weise unmittelbar mit einem körperlichen LEO verbunden oder verwahrt wurde (Ziffer 7. lit. b.),
 - (4) die Diebstahl- oder Verlustanzeige nicht unverzüglich nach Entdeckung an LUNADIS weitergeleitet wurde (Ziffer 7. lit. c.),
 - (5) das LEO unbefugt an Dritte weitergegeben wurde (Ziffer 4) oder
 - (6) kein neuer PIN-Code beantragt wurde, nachdem die Berechtigung eines Dritten zur Nutzung des LEO und des PIN-Codes erloschen ist.

Der Kunde hat Verletzungen der Sorgfaltspflichten durch Personen, denen er das LEO überlassen hat, zu vertreten.

- e) **Haftung des Kunden**: Der Kunde haftet bei vertragswidriger oder missbräuchlicher Verwendung des LEO gegenüber LUNADIS auf Schadensersatz, wenn er die ihm nach diesen Bedingungen obliegenden Pflichten fahrlässig oder vorsätzlich verletzt hat. Hat LUNADIS durch eine Verletzung ihrer Pflichten zur Entstehung des Schadens beigetragen, haftet LUNADIS für den entstandenen Schaden im Umfang des von ihr zu vertretenden Mitverschuldens, wenn dem Kunden lediglich Fahrlässigkeit zur Last fällt.
- f) **Freistellung**: LUNADIS stellt den Kunden bei Beachtung der zumutbaren Vorkehrungen gemäß Ziffer 7. a.) – c.) von der Haftung für Benutzungen des LEO frei, die nach Eingang der Diebstahl- oder Verlustmeldung bei LUNADIS vorgenommen werden.

8. Zustandekommen einzelner Verträge zum Bezug von Lieferungen und Leistungen

- a) **Bezugsberechtigung**: Der Kunde ist berechtigt, durch Verwendung der LEO und gemäß der vorliegenden Vertragsbedingungen bei LUNADIS angeschlossenen Servicepartnern bargeldlos bestimmte Waren und Dienstleistungen zu erwerben bzw. in Anspruch zu nehmen (Waren und Dienstleistungen nachfolgend gemeinsam als „Lieferungen und Leistungen“ bezeichnet).
- b) **Lieferfreiheit der LUNADIS und der Servicepartner**: Ungeachtet des eingeräumten Verfügungsrahmens sind weder LUNADIS noch ihre jeweiligen Servicepartner zur Erbringung von Lieferungen und Leistungen bzw. zum Abschluss einzelner Verträge zum Bezug von Lieferungen und Leistungen durch den Kunden verpflichtet. Eine solche Verpflichtung entsteht erst durch den Abschluss eines Einzelvertrags über die betreffende Vertragslieferung/-leistung. Insbesondere übernimmt LUNADIS keine Haftung für die Liefer- und Leistungsfähigkeit der Servicepartner, gleich ob es sich um Direktlieferungen, Drittlieferungen oder Kommission handelt.
- c) **Inhalt der Einzelverträge**
– Drittlieferung und Kommission –

Lieferungen und Leistungen an den Kunden erfolgen grundsätzlich außerhalb Frankreichs, indem LUNADIS das Leistungsangebot der Servicepartner vermittelt.

Für Lieferungen und Leistungen außerhalb Frankreichs vermittelt LUNADIS das Leistungsangebot der Servicepartner, so dass die Lieferungen und Leistungen unmittelbar an den Kunden durch einen außerhalb Frankreichs ansässigen Servicepartner erbracht werden, der das LEO akzeptiert hat („Drittlieferung“). Für den Fall der Drittlieferung außerhalb Frankreichs stimmt der Kunde bereits jetzt den jeweiligen Abtretungen der Forderungen des jeweiligen Servicepartners gegen den Kunden an LUNADIS zu. Im Fall der Drittlieferung außerhalb Frankreichs ist der Kunde verpflichtet, alle Forderungen bestehend aus dem jeweiligen Forderungsbetrag zuzüglich der in Ziffer 9. dieser AGB-LUNADIS genannten Preise und Serviceentgelten an LUNADIS zu erstatten bzw. zu bezahlen. Im Falle von Drittlieferungen übernimmt LUNADIS in Bezug auf den Einzelvertrag keine Pflichten und keine Haftung im Hinblick auf die Erbringung von Lieferungen und Leistungen gegenüber dem Kunden.

LUNADIS kann auch die Lieferungen und Leistungen an den Kunden in eigenem Namen, aber auf fremde Rechnung des Servicepartners aufgrund entsprechender Verträge mit dem Servicepartner erbringen („Kommission“). Für den Fall der Kommission werden die Lieferungen und/oder Leistungen von LUNADIS an den Kunden erbracht und der Kunde hat diese an LUNADIS gemäß den Bestimmungen der AGB-LUNADIS zu begleichen.

– **Direktlieferung** – In allen anderen Fällen und insbesondere für Lieferungen und Leistungen in Frankreich erfolgen Lieferungen und Leistungen an den Kunden durch LUNADIS im eigenen Namen und für eigene Rechnung („Direktlieferung“).

LUNADIS und der Kunde vereinbaren, dass zwischen ihnen jedes Mal ein Vertrag zustande kommt, durch den der Kunde die Ware von LUNADIS erwirbt und/oder die Leistung von LUNADIS bezieht, wenn der Kunde bei einem Servicepartner eine mit dem Betrieb eines Kraftfahrzeugs im Zusammenhang stehende, vom Angebotsspektrum von LUNADIS erfasste Ware oder Dienstleistung bezieht und der Servicepartner das vom Kunden hierfür eingesetzte LEO akzeptiert. Zugleich kommt damit der Vertrag zwischen LUNADIS und dem Servicepartner über den Bezug der Waren und Dienstleistungen durch LUNADIS zustande, sofern LUNADIS dies mit dem Servicepartner so vereinbart hat. Sofern es jedoch für den Bezug der Waren oder Dienstleistungen durch LUNADIS noch eines Vertragsabschlusses bedarf, schließt der Kunde diesen Vertrag mit dem Servicepartner als Vertreter von LUNADIS, indem er das LEO einsetzt und der Servicepartner dies akzeptiert. Bei der

le Partenaire de Service, dès lors que le Client présentera l'Équipement et que ce dernier sera accepté par le Partenaire de Service. En cas de Livraison directe, le Partenaire de Service n'est pas autorisé à convenir d'une extension de l'étendue légale des prestations ou d'accords dérogatoires aux présentes CG-LUNADIS ou qui seraient défavorables à LUNADIS ou d'octroyer des garanties engageant LUNADIS.

9. Prix et frais de service ainsi que dépenses et coûts divers

- a) **Prix pour les Livraisons et Prestations :** pour les Livraisons et Prestations en cas de Commission et de Livraison directe, LUNADIS facture en principe les prix pratiqués ou en usage localement ou les prix convenus séparément.
- b) **Frais de service et cotisations des cartes :** pour les Livraisons et/ou les Prestations auxquelles le Client a eu recours en Allemagne ou à l'étranger, LUNADIS se réserve le droit de facturer en sus des frais de service sous la forme d'une majoration exprimée en pourcentage ou d'un montant fixe. Les frais de service figurent dans la liste des frais de service en vigueur au moment du recours à la Livraison ou à la Prestation ou convenue séparément avec le Client (ci-après « Liste des Frais de Service »). LUNADIS est en droit de modifier les frais de service et les cotisations de cartes et de créer et de fixer des nouveaux frais pour des Livraisons et Prestations et/ou dépenses qui jusqu'ici n'étaient pas soumis à paiement d'une rémunération, et qui sont fournis à la demande du Client ou dans son intérêt présumé. LUNADIS enverra au Client les nouveaux frais de service ou la liste des frais de service modifiée à l'occasion de l'envoi d'une facture ou par voie électronique (par ex. courriel) ou par courrier postal. Toute poursuite de l'utilisation des services spécifiques, Livraisons et Prestations de LUNADIS postérieurement à l'information écrite du Client de la modification des frais de service emportera acceptation sans réserve par le Client des nouveaux frais de service. Le Client aura la possibilité de refuser les nouveaux frais de service en procédant à la résiliation du Contrat conclu avec LUNADIS sans préavis et de plein droit et en cessant d'avoir recours aux services spécifiques, Prestations et Livraisons de LUNADIS.
- c) **Coûts divers :** concernant les frais bancaires et autres frais exposés par LUNADIS lors de virements internationaux, de présentations de chèques ou de rejet de prélèvement du Client et pour les impôts, taxes et autres charges publiques éventuellement dus en rapport avec les Livraisons et Prestations (ci-après dénommés « Coûts divers »), LUNADIS peut exiger du Client le remboursement des Coûts divers qui lui ont été facturés, même si ces coûts ne figurent pas dans la liste actuelle des frais de service.
- d) **Dépenses diverses :** si des dépenses internes ou externes (« Dépenses diverses ») résultent de demandes spécifiques du Client à LUNADIS, LUNADIS prélève au Client un forfait pour ces dépenses qui est confirmé séparément au Client.

10. Facturation et échéance, vérification de la facture et établissement du solde, réclamations, prélèvement automatique, recouvrement des créances

- a) **Facturation :** sauf convention contraire et indépendamment de la devise figurant sur le bon de livraison/justificatif ou quelle que soit la devise dans laquelle la Livraison ou la Prestation a été proposée et acceptée, LUNADIS facture la créance qui en résulte dans la devise du pays du Client (devise du siège du Client). Pour le cas où la devise nationale du Client convenue pour le règlement de la facture ou la devise de la transaction (devise du lieu de Livraison et/ou de Prestation) n'est pas l'Euro, la conversion est réalisée conformément à la publication du cours de référence de l'euro en vigueur établi par la banque centrale européenne à la date effective (www.ecb.europa.eu/stats/exchange/eurofxref/html/index.en.html). Si aucun cours de référence n'est disponible au jour de la transaction, la conversion s'effectue selon le dernier taux disponible ayant précédé le jour de la transaction. Lorsque la conversion depuis d'autres devises ou vers d'autres devises que l'Euro est réalisée, LUNADIS est autorisée à imputer un complément de change pour couvrir le risque de change entre la date de la transaction et l'échéance de la facture.
- b) **Contrôle de la facture :** le Client doit immédiatement vérifier l'exactitude des factures de LUNADIS et communiquer par écrit toute contestation à LUNADIS sans délai et au plus tard dans un délai de 2 mois après la date de la facture. À l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de la facture, toute réclamation est exclue et le solde de la facture est considéré comme accepté, sauf lorsque la vérification de la facture a été impossible pour des raisons indépendantes de la volonté du Client.
- c) **Contestation de la facture :** Lorsque le Client veut faire valoir qu'une Livraison ou Prestation facturée n'a pas eu lieu et/ou que le justificatif/bon de livraison a été établi par des personnes autres que le Client ou ses préposés en violation des règles d'utilisation, il doit en informer immédiatement LUNADIS par écrit ou par télécopie au plus tard dans un délai de 2 mois à compter de la date de la facture et en rappelant dans sa notification toutes les données contestées de la facture, notamment le montant, le poste de facturation et l'ensemble des motifs de sa contestation, et transmettre immédiatement tous les éléments de preuve en sa possession.
- d) **Contrôle de la réclamation :** LUNADIS vérifie avec le soin d'un bon commerçant l'obligation de paiement, sur la base des données qui lui sont transmises par le Client et le Partenaire de Service concerné. Une créance qui provisoirement n'aurait pas été mise en recouvrement doit être réglée dès qu'il sera établi que le Client n'a pas le droit à un avoir. Cette créance portera intérêt dans la mesure où la réclamation s'est avérée infondée à compter de la date d'échéance initiale, conformément à l'article 11. b) 1^{ère} phrase. La revendication d'un taux d'intérêts supérieur en cas de retard conformément à l'article 11. b) 2^e phrase, demeure inchangée.
- e) **Prélèvement automatique :** dans la mesure où le Client est établi dans un État de l'Union européenne, dont la devise nationale est l'Euro, le Client est tenu, à la demande de LUNADIS, d'accepter le prélèvement SEPA (Single Euro Payments Area = Espace unique de paiement en Euros) et de donner instruction à sa banque d'exécuter le prélèvement SEPA-interentreprises à l'échéance contractuelle et conformément aux termes du mandat SEPA prévu par LUNADIS à cet effet. Le Client accepte expressément la réduction du délai de notification préalable de 14 jours calendaires avant l'échéance à un jour ouvrable bancaire.

Direktlieferung ist der Servicepartner nicht berechtigt, mit Wirkung für LUNADIS und zu dessen Lasten Erweiterungen des gesetzlichen Leistungsumfangs oder Abweichungen von diesen AGB-LUNADIS zu vereinbaren und/oder Garantien mit Wirkung für LUNADIS abzugeben.

9. Preise und Serviceentgelte sowie Sonstige Kosten und Auslagen

- a.) **Preise für Lieferungen und Leistungen:** Für die Lieferungen und Leistungen im Kommissionsgeschäft und bei Direktlieferungen berechnet LUNADIS grundsätzlich die vor Ort ersichtlichen oder üblichen Preise oder gesondert vereinbarten Preise.
- b.) **Serviceentgelte und Kartengebühren:** LUNADIS ist berechtigt, für die vom Kunden im In- und Ausland in Anspruch genommenen Lieferungen und/oder Leistungen zusätzlich angemessene Serviceentgelte in Form prozentualer Aufschläge oder fester Beträge zu berechnen. Die Serviceentgelte ergeben sich aus der jeweils im Zeitpunkt der Inanspruchnahme der Lieferung oder Leistung gültigen oder mit dem Kunden gesondert vereinbarten Liste der Serviceentgelte (nachfolgend „Servicefee-Liste“). Die Servicefee-Liste kann vom Kunden jederzeit in ihrer jeweils für die Geschäftsverbindung gültigen Fassung bei LUNADIS kostenlos angefordert werden. LUNADIS ist berechtigt, die Serviceentgelte und Kartengebühren zu ändern und für bisher nicht entgeltpflichtige Lieferungen und Leistungen und/oder Aufwendungen, die im Auftrag des Kunden oder in dessen mutmaßlichem Interesse erbracht werden, neu einzuführen und festzusetzen. LUNADIS wird den Kunden im Falle einer Änderung beim Versand einer Rechnung oder auf elektronischem Wege (z. B. E-Mail) oder per Post unterrichten und ihm die neue Serviceentgelte und Servicefee-Liste zur Verfügung stellen. Jede weitere Nutzung der LEO nach der Information durch Zusendung der Änderung der Servicefee-Liste gilt als vorbehaltlose Annahme der neuen Serviceentgelte und Servicefee-Liste durch den Kunden. Der Kunde hat das Recht, die neuen Serviceentgelte und Servicefee-Liste abzulehnen, indem er den mit LUNADIS geschlossenen Vertrag automatisch und fristlos kündigt und keine Lieferungen und Leistungen von LUNADIS in Anspruch nimmt.
- c.) **Sonstige Kosten:** Für Bankgebühren und sonstige Kosten, die LUNADIS bei Auslandsüberweisungen, Scheckeinreichungen oder Rücklastschriftgebühren des Kunden entstehen und für etwaig anfallende Steuern, Abgaben und sonstige hoheitliche Belastungen im Zusammenhang mit den Lieferungen und Leistungen (nachfolgend zusammen „sonstige Kosten“), kann LUNADIS vom Kunden Erstattung der LUNADIS berechneten sonstigen Kosten auch dann verlangen, wenn sie nicht als Entgelt in der aktuellen Servicefee-Liste aufgeführt sind.
- d.) **Sonstige Auslagen:** Wenn und soweit durch spezielle Kundenwünsche bei LUNADIS interne und externe Auslagen („Sonstige Auslagen“) entstehen, erhebt LUNADIS vom Kunden eine Auslagenpauschale, die dem Kunden gesondert bestätigt wird.

10. Rechnungsstellung und Fälligkeit, Rechnungsprüfung und Saldofeststellung, Beanstandungen, Lastschriftverfahren, Einzug von Forderungen

- a.) **Rechnungsstellung:** Unabhängig davon, über welche Währung der Lieferschein/ Belastungsbeleg ausgestellt ist bzw. in welcher Währung die Lieferung oder Leistung angeboten und in Anspruch genommen wurde, rechnet LUNADIS die sich hieraus ergebende Forderung in der Landeswährung des Kunden (Währung am Sitz des Kunden) ab, sofern nicht zur Begleichung der LUNADIS Rechnung eine andere Währung vereinbart ist. Sofern die Landeswährung des Kunden, die zur Begleichung der Rechnung vereinbarte Währung oder die Transaktionswährung (Währung am Liefer- und/oder Leistungsort) nicht der Euro ist, erfolgt die Umrechnung gemäß des durch die Europäische Zentralbank veröffentlichten und zum jeweiligen Stichtag gültigen Euro-Referenzkurses (www.ecb.europa.eu/stats/exchange/eurofxref/html/index.en.html). Sollte für einen bestimmten Transaktionstag kein Euro-Referenzkurs verfügbar sein, so erfolgt die Umrechnung gemäß dem letzten verfügbaren Kurs, welcher dem Transaktionstag vorausgegangen ist. Findet eine Umrechnung aus anderen bzw. in andere Währungen als den Euro statt, ist LUNADIS berechtigt, zum Ausgleich von Kursänderungsrisiken zwischen Transaktionstag und Fälligkeit der Rechnung einen angemessenen Kursaufschlag zu erheben.
- b.) **Rechnungsprüfung:** Der Kunde hat die LUNADIS Rechnungen auf ihre Richtigkeit unverzüglich zu prüfen und Beanstandungen unverzüglich, spätestens jedoch 2 Monate nach Rechnungsdatum, schriftlich der LUNADIS anzuzeigen. Nach Ablauf der Frist von 2 Monaten nach Rechnungsdatum ist jede Beanstandung ausgeschlossen und der Rechnungssaldo gilt als gebilligt, es sei denn, die Rechnungsprüfung ist ohne Verschulden des Kunden unmöglich gewesen.
- c.) **Beanstandung der Rechnung:** Will der Kunde geltend machen, dass eine ihm berechnete Lieferung und/oder Leistung nicht oder nicht an einen Nutzungsberechtigten erfolgt ist und/oder der Belastungsbeleg/Lieferschein unter Beteiligung anderer Personen als den Kunden oder seine Erfüllungs- und Verrichtungsgehilfen unter Verletzung der Verwendungsbestimmungen hergestellt worden sei, so hat er dies unverzüglich, spätestens innerhalb von 2 Monaten nach Rechnungsdatum, unter Angabe aller in der Rechnung beanstandeten Daten, insbesondere des Betrages, der Rechnungsposition und der vollständigen Gründe seiner Beanstandung, der LUNADIS schriftlich oder per Telefax anzuzeigen und mögliche Nachweise unverzüglich zu übermitteln.
- d.) **Prüfung der Beanstandung:** LUNADIS wird mit der Sorgfalt eines ordentlichen Kaufmanns auf der Grundlage der ihr vom Kunden und vom betreffenden Servicepartner mitgeteilten Informationen die Zahlungspflicht prüfen. Eine vorläufig nicht geltend gemachte Forderung ist zu begleichen, sobald feststeht, dass ein Anspruch des Kunden auf Gutschrift nicht besteht. Die vorläufig nicht geltend gemachte Forderung ist, soweit sich die Beanstandung als unbegründet erwiesen hat, von dem Kunden ab dem ursprünglichen Fälligkeitszeitpunkt mit Fälligkeitszinsen gemäß Ziffer 11. b.) Satz 1 zu verzinsen. Die Geldentmachung eines höheren Verzugszinssatzes gemäß Ziffer 11. b.) Satz 2 im Verzugsfall bleibt unberührt.
- e.) **Lastschriftverfahren:** Soweit der Kunde in einem Staat innerhalb der Europäischen Union ansässig ist, dessen Landeswährung der Euro ist, ist der Kunde auf Aufforderung von LUNADIS verpflichtet, dem sogenannten SEPA-Lastschriftverfahren (Single Euro Payments Area, SEPA) zuzustimmen und seine Bank im Fall der SEPA-Firmenlastschrift mit dem hierfür von LUNADIS vorgesehenen SEPA-Mandat anzuweisen, bei Fälligkeit den Lastschrifteinzug vom Konto des Kunden entsprechend auszuführen. Dem Kunden wird jeweils spätestens einen Bankarbeitstag vor Fälligkeit der SEPA-Lastschrift eine Vorabinformation über die Durchführung des jeweiligen Einzuges zugehen. Der Kunde stimmt der vorstehenden Verkürzung der Vorabankündigung von 14 Kalendertagen vor dem Fälligkeitstermin auf einen Bankarbeitstag hiermit zu.

Dans la mesure où le Client est établi dans un État de l'Union européenne, dont la devise nationale n'est pas l'Euro, ou dans un Etat en dehors de l'Union Européenne, le Client doit, s'il ne lui est pas possible de recourir à un prélèvement SEPA, fournir à LUNADIS une autorisation de prélèvement bancaire et transmettre les instructions nécessaires à cet effet à sa banque.

f) **Recouvrement des créances** : LUNADIS est en droit de céder ses créances sur ses Clients en tout ou en partie, notamment dans la mesure où LUNADIS cède ses créances à DKV Euro Service GmbH + Co. KG, Balcke-Dürr-Allee 3, 40882 Ratingen („DKV“) ou lui transfère le recouvrement de créances. Si le Client a conclu des accords de prélèvement automatique avec DKV, DKV prélève également les créances cédées par LUNADIS à DKV par prélèvement automatique.

g) **Facturation électronique** : LUNADIS envoie la facture soit à une adresse e-mail fournie par le Client pour la réception des factures («E-Invoicing») soit par courrier. Si la facturation électronique n'est pas autorisée dans certains pays en vertu de la réglementation TVA, LUNADIS enverra alors une copie de la facture ou la mettra à disposition par voie électronique et enverra l'original de la facture par voie postale. Le Client est personnellement responsable de la conservation de la facture électronique originale sous forme électronique (PDF + certificat) et de l'usage qui en est fait. Le Client est personnellement responsable du respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur comme, p.ex., de toutes les exigences légales en matière de conservation des données (p.ex. l'archivage de la facture électronique selon le droit en vigueur), de la documentation et de la preuve, de la manière dont les données sont enregistrées dans le système et de la personne qui a accès aux données. LUNADIS n'est pas responsable des dommages reposant sur des causes qui ne relèvent pas du domaine de sa responsabilité, comme p.ex. les perturbations de la ligne téléphonique ou les problèmes de réseau. Les dispositions prévues au point 16. ne sont pas affectées.

Le Client peut à tout moment demander que la facture lui soit envoyée sous format papier.

11. Échéance et intérêts moratoires, dépassement du délai de paiement et modalités de remboursement, compensation et droit de rétention

a) **Échéance et dates de paiement** : sauf convention contraire, les Livraisons et/ou Prestations facturées par LUNADIS au fur et à mesure ou de façon périodique, aux périodes convenues avec le Client, sont payables immédiatement (échéance) sans déduction. Si LUNADIS et le Client conviennent d'une date de paiement différente, pour les factures concernées, LUNADIS le mentionne sur la facture séparément.

b) **Intérêts** : toute somme non payée à son échéance donnera lieu au paiement d'intérêts moratoires à un taux égal au taux d'intérêts appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement la plus récente majoré de 10 points de pourcentage, exigible automatiquement et de plein droit, les intérêts étant capitalisés annuellement.

En outre, le Client en situation de retard de paiement est de plein droit débiteur d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros (40 €) par facture impayée. DKV se réserve le droit de demander une indemnisation complémentaire dans l'hypothèse où les frais de recouvrement réellement exposés excèderaient ce montant.

LUNADIS est en droit de réclamer la réparation de tout autre préjudice qu'elle aurait subi du fait du retard.

c) **Dépassement du délai de paiement** : si le Client est en retard de paiement d'une (première) facture, l'ensemble des avantages, remises et délais de paiement deviennent caducs et toutes les autres factures sont échues, et ce indépendamment du fait qu'elles aient déjà été reçues ou non. De telles factures impayées doivent être immédiatement payées TTC indépendamment de l'échéance de paiement ultérieure mentionnée sur la facture.

d) **Imputation des paiements** : Le droit du Client d'indiquer, lorsqu'il paie, quelle dette il entend acquitter est supprimé en faveur de la disposition légale d'imputation prévue au second paragraphe de l'article 1342-10 du code civil.

e) **Compensation et droit de rétention** : le Client ne peut compenser ses créances avec celles de LUNADIS que si les créances du Client ne sont pas contestées ou ont été constatées judiciairement par une décision exécutoire. En cas de réclamations pour défaut concernant un contrat particulier dans le cadre de la Livraison directe, les droits reconventionnels du Client demeurent inchangés. La règle énoncée ci-avant s'applique également pour l'exercice d'un droit de rétention.

12. Interdiction d'utilisation et blocage

a) **Interdiction d'utilisation et blocage** : LUNADIS peut à tout moment interdire l'utilisation des Equipements et les bloquer de plein droit et sans préavis auprès des Partenaires de Service si :
– des raisons objectives liées à la sécurité de l'Equipement le justifient,
– il existe une suspicion quant à une utilisation non autorisée ou frauduleuse de l'Equipement ou
– il existe un risque sensiblement accru que le Client ne respecte pas ses obligations de paiement, ce que l'on est en droit de supposer notamment si un motif de résiliation conformément à l'article 13. a) (2) aa.) – gg) existe.

LUNADIS informera le Client de l'interdiction d'utilisation et du blocage des Equipements.

b) **Interdiction générale d'utilisation dans des cas déterminés** : l'utilisation des Equipements est refusée au Client et à ses préposés d'une manière générale, c'est-à-dire même sans information particulière de la part de LUNADIS, lorsque le Client peut présumer que les factures de LUNADIS ne pourront pas être honorées à l'échéance ou que les relations commerciales ont pris fin.

c) **Information des Partenaires de Service** : LUNADIS est en droit d'informer ses Partenaires de Service de la cessation des relations commerciales par voie informatique, par la transmission de listes de blocage ou par toute autre voie.

d) **Déblocage** : LUNADIS déblocage l'Equipement ou le remplace par un nouvel Equipement si les motifs de blocage n'existent plus et en informe le Client sans délai.

Soweit der Kunde in einem Staat innerhalb der Europäischen Union ansässig ist, dessen Landeswährung nicht der Euro ist, hat der Kunde, sofern es ihm nicht möglich ist, eine entsprechende SEPA-Lastschrift zu vereinbaren, LUNADIS auf Aufforderung eine Lastschriftermächtigung zu erteilen und gegenüber seiner Bank die hierfür erforderlichen Erklärungen abzugeben.

f.) **Einzug von Forderungen**: LUNADIS ist berechtigt, ihre Forderungen gegen den Kunden ganz oder teilweise abzutreten, insbesondere sofern LUNADIS die Forderungen der DKV Euro Service GmbH + Co. KG, Balcke-Dürr-Allee 3, 40882 Ratingen („DKV“) verkauft oder ihm den Einzug der Forderungen überträgt. Hat der Kunde mit DKV Vereinbarungen zum Lastschriftverfahren getroffen, zieht DKV auch die von LUNADIS an DKV abgetretenen Forderungen im Lastschriftverfahren ein.

g) **Elektronische Rechnungsstellung**: LUNADIS versendet die Rechnung entweder an eine von dem Kunden für den Empfang von Rechnungen angegebene E-Mail-Adresse („E-Invoicing“) oder per Post. Falls in bestimmten Ländern nach umsatzsteuerlichen Vorschriften E-Invoicing nicht erlaubt ist, wird LUNADIS lediglich eine Rechnerkopie elektronisch verschicken oder zur Verfügung stellen und das Original der Rechnung per Post an den Kunden versenden. Der Kunde ist persönlich verantwortlich für die Speicherung der elektronischen Originalrechnung in elektronischer Form (PDF + Zertifikat) und für die damit verbundenen Zwecke. Der Kunde ist persönlich verantwortlich für die Einhaltung der einschlägigen Gesetze und Vorschriften wie z. B. für alle gesetzlichen Datenaufbewahrungsanforderungen (z. B. Archivierung der elektronischen Rechnung gemäß geltendem Recht), für die Dokumentation und für den Nachweis, wie die Daten in das System eingegeben wurden und wer Zugriff auf die Daten haben darf. LUNADIS haftet nicht für Schäden, die auf Ursachen beruhen, die nicht im Verantwortungsbereich von LUNADIS liegen, wie z. B. Leitungsstörungen oder Netzwerkprobleme. Die Bestimmungen in Ziffer 16. bleiben unberührt. Der Kunde kann zu jeder Zeit verlangen, dass ihm die Rechnung in Papierform zugesandt wird.

11. Fälligkeit und Verzugszinsen, Überschreiten des Zahlungsziels und Tilgungsbestimmung, Aufrechnung und Zurückbehalt.

a.) **Fälligkeit und Zahlungstermine**: Sofern nichts anderes vereinbart ist, sind die von LUNADIS laufend oder in vereinbarten Zeitabschnitten berechneten Lieferungen und/oder Leistungen sind ohne Abzug sofort zahlbar (Fälligkeit). Vereinbaren LUNADIS und der Kunde abweichend hiervon einen Zahlungstermin für die jeweiligen Rechnungen, weist LUNADIS diesen auf der Rechnung gesondert aus.

b.) **Zinsen**: Jede geschuldete und bei Fälligkeit nicht gezahlte Forderung führt zur Pflicht zur Zahlung von Verzugszinsen in Höhe des von der Europäischen Zentralbank auf ihr letztes Refinanzierungsgeschäft angewandten Zinssatzes zuzüglich 10 Prozentpunkten, die automatisch und von Rechts wegen zahlbar sind, wobei die Zinsen jährlich verzinst werden. Darüber hinaus ist der Kunde bei Zahlungsverzug automatisch verpflichtet, Inkassokosten in pauschaler Höhe von vierzig Euro (40 €) pro unbezahlter Rechnung zu zahlen. DKV behält sich das Recht vor, eine zusätzliche Entschädigung zu verlangen, wenn die tatsächlich entstandenen Inkassokosten diesen Betrag übersteigen.

Die Geltendmachung eines weiteren Schadens aufgrund des Verzugs zu verlangen, bleibt unberührt.

c.) **Überschreitung des Zahlungstermins**: Gerät der Kunde mit der Bezahlung einer (ersten) Rechnung in Verzug, so verfallen sämtliche Vergünstigungen, Nachlässe und Zahlungstermine anderer Rechnungen, gleich ob diese schon eingegangen sind oder später eingehen. Solche offenen Rechnungen sind unabhängig von einem darauf etwa vermerkten späteren Fälligkeitstermin mit dem gesamten Bruttobetrag zu begleichen.

d.) **Tilgungsbestimmung**: Das Bestimmungsrecht des Kunden, welche Forderungen durch Zahlungen des Kunden erfüllt werden, wird zugunsten der gesetzlichen Tilgungsregelung des Artikels 1342-10 Abs. 2 des code civil (französisches BGB) abbedungen.

e.) **Aufrechnung und Zurückbehaltung**: Gegen sämtliche Ansprüche von LUNADIS kann der Kunde mit etwaigen Gegenansprüchen nur dann aufrechnen, wenn seine Gegenforderungen unbestritten und rechtskräftig festgestellt sind. Bei Mängelansprüchen betreffend einen Einzelvertrag im Rahmen der Direktlieferung bleiben Gegenrechte des Kunden allerdings unberührt. Das Vorstehende gilt entsprechend für die Geltendmachung von Zurückbehaltungsrechten.

12. Nutzungsuntersagung und Sperre

a.) **Nutzungsuntersagung und Sperre**: LUNADIS kann jederzeit die Benutzung der LEO untersagen und diese automatisch und ohne Einhaltung einer Kündigungsfrist bei den Servicepartnern sperren, wenn
– sachliche Gründe im Zusammenhang mit der Sicherheit des LEO dies rechtfertigen,
– der Verdacht einer nicht autorisierten oder einer betrügerischen Verwendung des LEO besteht oder
– ein wesentlich erhöhtes Risiko besteht, dass der Kunde seiner Zahlungspflicht nicht nachkommt, was insbesondere dann anzunehmen ist, wenn ein Grund zur Kündigung gem. Ziffer 13 a) (2) aa.) – gg.) vorliegt.

LUNADIS informiert den Kunden von Nutzungsuntersagung und Sperrung der LEO.

b.) **Generelles Nutzungsverbot in bestimmten Fällen**: Dem Kunden und seinen Erfüllungs- und Verrichtungsgehilfen ist die weitere Nutzung der LEO generell, d. h. auch ohne besondere Mitteilung von LUNADIS, untersagt, wenn er erkennen kann, dass die Rechnungen von LUNADIS bei Fälligkeit nicht ausgeglichen werden können oder die Geschäftsbeziehung beendet ist.

c.) **Unterrichtung der Servicepartner**: LUNADIS ist berechtigt, ihren Servicepartnern die Beendigung der Geschäftsbeziehung per EDV, durch Übersendung von Sperrlisten oder auf andere Weise mitzuteilen.

d.) **Entsperrung**: LUNADIS wird die LEO entsperren oder durch neue ersetzen, wenn die Gründe für die Sperrung nicht mehr gegeben sind und den Kunden hierüber unverzüglich unterrichten.

13. Résiliation des relations commerciales – Information des Partenaires de Service

- a) **Résiliation** : LUNADIS et le Client peuvent à tout moment résilier le contrat :
- (1) moyennant un préavis : même sans énoncer de motifs, moyennant le respect d'un préavis de deux (2) mois par LUNADIS et moyennant le respect d'un préavis d'un (1) mois par le Client. Le droit d'interdiction d'utilisation et/ou de blocage (Art. 12) des Equipements reste inchangé.
 - (2) avec un préavis réduit : en cas d'inexécution par l'une des parties de l'une quelconque de ses obligations résultant du contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit avec effet immédiat et sans indemnité par l'autre Partie, cinq (5) jours après une mise en demeure précisant l'inexécution visée et l'intention de résilier le Contrat, si la mise en demeure est restée infructueuse. LUNADIS pourra notamment procéder à une telle résiliation dans les cas suivants :
- aa) le Client dépasse l'Encours qui lui a été accordé précédemment sans autorisation préalable,
 - bb) le Client a fourni des informations inexactes sur sa situation financière, qui étaient pourtant essentielles dans la décision de LUNADIS d'établir des relations commerciales,
 - cc) un prélèvement ne peut pas être effectué à l'échéance des factures ou les factures ne sont pas payées, à moins que le Client n'en soit pas responsable,
 - dd) Le mode de paiement convenu (par ex. Prélèvement SEPA) est révoqué unilatéralement par le Client,
 - ee) La situation financière du Client se détériore ou risque de se détériorer d'une manière significative, notamment dans la mesure où les informations le concernant se dégradent et de ce fait, le respect des obligations à l'égard de LUNADIS est menacé,
 - ff) Un Equipement a été remis à des tiers non autorisés ou
 - gg) il existe une suspicion légitime d'utilisation contraire aux stipulations du contrat.
- b) **Forme de la résiliation** : toute résiliation doit se faire par écrit (par ex. par courriel).
- c) **Information des Partenaires de Service** : LUNADIS est en droit d'informer ses Partenaires de Service du blocage des Equipements et/ou de la cessation des relations commerciales par voie informatique, en transmettant des listes de blocage ou par tout autre moyen.

14. Réserve de propriété pour les Livraisons et Prestations

Dans la mesure où LUNADIS est propriétaire, LUNADIS se réserve la propriété de toute Livraison et Prestation jusqu'au paiement complet de toutes les créances en principal, frais et intérêts.

15. Réclamations

- a) En cas de Livraisons directes et de Commissions, les réclamations ayant trait à la qualité et/ou la quantité des Livraisons et Prestations de LUNADIS doivent être effectuées auprès de LUNADIS par écrit, à peine de déchéance, au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrables après la réception/l'acceptation des Livraisons et Prestations en cas de vices apparents. En cas de vices cachés, la notification doit être effectuée au plus tard dans un délai de trois (3) jours ouvrables qui suivent la découverte du vice. Passé ce délai, les Livraisons et Prestations fournies seront réputées définitivement acceptées.
- b) En cas de réclamations justifiées et émises dans les délais, la seule obligation incombant à LUNADIS, sera, à son choix, le remplacement ou la remise en état dans un délai raisonnable, à l'exclusion de tout dédommagement, à quelque titre que ce soit. Si LUNADIS ne remédie pas au vice dans un délai raisonnable après mise en demeure du Client, celui-ci pourra soit procéder à la résolution du Contrat Particulier ou accepter l'exécution imparfaite en sollicitant une réduction proportionnelle du prix.
- c) En cas de Livraison par des tiers, LUNADIS n'est pas responsable de la qualité et des conditions de délivrance des Livraisons et Prestations par le Partenaire de Service. Les réclamations ne justifient aucun droit de rétention et n'affectent pas l'obligation de payer la facture, sauf si à l'échéance de la facture, des défauts sont contestés ou ont été constatés par une décision ayant force exécutoire à l'encontre de LUNADIS.
- d) Si un vice découle d'une faute de LUNADIS, LUNADIS paiera des dommages et intérêts ou remboursera les frais exposés en vain en raison du vice selon les dispositions légales et seulement dans les limites fixées à l'article 16 des présentes CG-LUNADIS.

16. Responsabilité

La responsabilité de LUNADIS est limitée, quel que soit le fondement juridique, conformément aux stipulations du présent paragraphe. Ceci s'applique aussi à la responsabilité résultant de contrats particuliers ou en relation avec ceux-ci qui sont conclus dans le cadre des Livraisons directes ou des commissions. La responsabilité résultant de contrats particuliers ou en relation avec ceux-ci qui sont conclus dans le cadre des Livraisons par des tiers, est déterminée par les accords conclus par le Client avec les Partenaires de service.

LUNADIS ne sera responsable que pour les dommages résultant directement d'une inexécution fautive grave de l'une de ses obligations contractuelles. La responsabilité de LUNADIS sera, en tout état de cause, limitée aux dommages raisonnablement prévisibles et propres à ce type de contrat.

Plus généralement, la réparation des dommages indirects, tels que la perte de données, perte de clientèle, manque à gagner, perte de profit ou de marge est expressément exclue.

En toute hypothèse, le montant total des indemnités que LUNADIS pourrait être amenée à verser au Client au titre de sa responsabilité ne pourra excéder le montant des frais de service acquittés par le Client au titre des 6 mois calendaires précédant sa demande d'indemnisation.

Cette limitation de responsabilité ne s'applique pas aux dommages résultant d'une atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle ou à la santé.

Cette limitation de responsabilité s'applique également aux réclamations du Client au titre du remboursement des dépenses et dans le cas de violation d'obligations au cours des négociations du contrat.

13. Kündigung der Geschäftsverbindung; Unterrichtung des Servicepartners

- a.) **Kündigung**: LUNADIS und der Kunde sind zur jederzeitigen Kündigung berechtigt.
- (1) unter Einhaltung einer Frist: ohne Nennung von Gründen mit einer Frist von zwei (2) Monaten durch LUNADIS und mit einer Frist von ein (1) Monat durch den Kunden. Das Recht zur Nutzungsuntersagung und/oder Sperre (Ziffer 12) der LEO bleibt unberührt.
 - (2) mit kurzer Frist: Im Falle der Nichterfüllung einer ihrer Verpflichtungen aus dem Vertrag durch eine der Parteien kann die andere Partei den Vertrag mit sofortiger Wirkung und ohne Entschädigung fünf (5) Tage nach einer Aufforderung unter Angabe der betreffenden Nichterfüllung und der Absicht, den Vertrag zu kündigen, automatisch kündigen. LUNADIS kann den Vertrag insbesondere in folgenden Fällen kündigen, wenn:
- aa.) der Kunde ohne vorherige Genehmigung den ihm eingeräumten Verfügungsrahmen überschreitet,
 - bb.) der Kunde unrichtige Angaben über seine Vermögenslage gemacht hat, die für die Entscheidung von LUNADIS über die Aufnahme der Geschäftsbeziehung von erheblicher Bedeutung waren,
 - cc.) eine Lastschrift bei Fälligkeit nicht eingelöst wird oder sonst fällige Rechnungen nicht gezahlt werden, es sei denn, der Kunde hat dies nicht zu vertreten,
 - dd.) die vereinbarte Zahlungsweise (z. B. SEPA Lastschrift) einseitig vom Kunden widerrufen wird,
 - ee.) eine nicht nur unerhebliche Verschlechterung der Vermögenslage des Kunden eintritt oder einzutreten droht, insbesondere sich die über ihn eingeholten Auskünfte nicht nur unerheblich verschlechtern, und dadurch die Erfüllung von Verbindlichkeiten gegenüber LUNADIS gefährdet ist,
 - ff.) ein LEO unbefugt an Dritte weitergegeben wird,
 - gg.) bei begründetem Verdacht, dass ein LEO vertragswidrig benutzt wird.
- b.) **Form der Kündigung**: Jede Kündigung muss schriftlich (z. B. per Email) erfolgen.
- c.) **Unterrichtung der Servicepartner**: LUNADIS ist berechtigt, seinen Servicepartnern die Sperrung des LEO und/oder die Beendigung der Geschäftsbeziehung per EDV, durch Übersendung von Sperlisten oder auf andere Weise mitzuteilen.

14. Eigentumsvorbehalt bei Lieferungen und Leistungen

Sofern LUNADIS Eigentümer ist, behält sich LUNADIS das gesamte Eigentum an der jeweiligen Lieferung und Leistung bis zur vollständigen Zahlung der Hauptforderung, der Gebühren und der Zinsen vor.

15. Mängelrüge und Mängelhaftung

- a.) Bei Direktlieferungen und Kommissionen sind Reklamationen wegen der Qualität und/oder Quantität der Lieferungen und Leistungen der LUNADIS bei erkennbaren Mängeln unverzüglich, längstens innerhalb drei (3) Werktagen nach der Übernahme/ Abnahme der Lieferungen und Leistungen, bei nicht erkennbaren Mängeln innerhalb von drei (3) Werktagen nach Entdeckung des Mangels, schriftlich anzuzeigen. Mängelrügen haben gegenüber LUNADIS zu erfolgen. Nach Ablauf der entsprechenden Frist hat der Kunde die Lieferungen und Leistungen endgültig abgenommen.
- b.) Für berechtigte und innerhalb der Frist gemeldete Beanstandungen wählt LUNADIS unter Beachtung der Verhältnismäßigkeit die angemessene Art der Nacherfüllung, entweder die Ersetzung oder die Reparatur, unter Ausschluss jeglicher Entschädigung, aus welchem Grund auch immer. Schlägt die Nacherfüllung nach Aufforderung des Kunden fehl, kann der Kunde von dem betreffenden Einzelvertrag zurücktreten oder den Kaufpreis bzw. die Vergütung proportional zum Schaden mindern.
- c.) LUNADIS haftet nicht bei Mängeln für die Lieferungen und Leistungen des Servicepartners, wenn es sich um eine Drittlieferung handelt. Mängelrügen begründen kein Zurückbehaltungsrecht und berühren die Verpflichtung zum Ausgleich der Abrechnung nicht, soweit nicht bei Fälligkeit der Abrechnung etwaige Mängel unbestritten oder gegenüber LUNADIS rechtskräftig festgestellt sind.
- d.) Beruht ein Mangel auf dem Verschulden von LUNADIS, leistet LUNADIS Schadensersatz oder Ersatz vergeblicher Aufwendungen wegen eines Mangels unter den gesetzlichen Voraussetzungen und nur im Rahmen der in Ziffer 16 dieser AGB-LUNADIS festgelegten Grenzen.

16. Haftung

Die Haftung von LUNADIS auf Schadensersatz, gleich aus welchem Rechtsgrund, ist nach Maßgabe dieser Ziffer eingeschränkt. Gleiches gilt für die Haftung aus oder in Zusammenhang mit Einzelverträgen, die den Direktlieferungen oder Kommissionen zugrunde liegen. Die Haftung aus oder im Zusammenhang mit Einzelverträgen, die den Drittlieferungen zugrunde liegen, bestimmt sich nach den Vereinbarungen, die der Kunde mit den Servicepartnern schließt.

LUNADIS haftet nur für Schäden, die unmittelbar aus einer schwerwiegenden Vertragsverletzung resultieren. Die Haftung von LUNADIS ist jedenfalls auf vertragstypische und vernünftigerweise vorhersehbare Schäden begrenzt.

Generell ist der Ersatz mittelbarer Schäden wie Datenverlust, Kundenverlust, entgangener Gewinn oder Rückgänge der Gewinnspannen ausdrücklich ausgeschlossen.

In jedem Fall darf der Gesamtbetrag der Entschädigung, die LUNADIS aufgrund eines Haftungsfalls an den Kunden zu zahlen hat, den Betrag der vom Kunden in den letzten sechs Kalendermonaten vor Entstehen des Schadensanspruchs gezahlten Serviceentgelte nicht übersteigen.

Diese Haftungsbeschränkung gilt nicht für Schäden infolge einer Verletzung des Lebens, des Körpers oder der Gesundheit. Diese Haftungsbeschränkung gilt auch für die Aufwendungsersatzansprüche des Kunden und bei Pflichtverletzungen bei Vertragsverhandlungen.

17. Prescription

Toutes les actions naissant du contrat conclu entre le Client et LUNADIS se prescrivent par un an à compter du fait qui leur a donné naissance. Cette prescription conventionnelle reste soumise aux causes de suspension et d'interruption de droit commun.

18. Renseignements : obligation du Client en matière d'information

- a) LUNADIS a le droit de rechercher des informations auprès des agences de renseignements économiques et des organismes de crédit.
- b) Le Client est tenu d'informer immédiatement par écrit LUNADIS, en cas de changement de propriétaire de son entreprise, de départ ou d'arrivée d'associés, de départ ou d'arrivée de dirigeants, du changement de ses coordonnées bancaires, de la forme juridique de son entreprise, du changement d'adresse ou des coordonnées téléphoniques et/ou de la cessation de l'exploitation de son entreprise (en indiquant les nouvelles coordonnées des propriétaires et dirigeants). Le Client est tenu de coopérer de manière appropriée si LUNADIS a besoin d'informations ou de communications de la part du Client afin de se conformer aux dispositions légales sur la prévention du blanchiment d'argent, en particulier pour la détermination et la vérification de l'identité.
- c) Dès lors que l'Équipement confié par LUNADIS au Client est rattaché à un véhicule, tout changement de plaque d'immatriculation ou de véhicule doit être immédiatement signalé à LUNADIS.
- d) Communication du numéro d'identification à la TVA du Client : les Clients qui résident dans l'UE sont tenus de communiquer spontanément et sans délai à LUNADIS tous les numéros d'identification à la TVA ainsi que les éventuels changements et/ou celui de leur représentant fiscal. Si le Client résidant dans l'UE ne dispose pas encore de numéro d'identification à la TVA, il s'engage à en demander un dans l'État de sa résidence et à informer LUNADIS de sa demande ainsi que de son numéro d'identification définitif à la TVA.

SECTION B DISPOSITIONS FINALES

19. Transfert du contrat

LUNADIS est à tout moment en droit de céder à une entreprise liée la totalité du contrat ou certains droits et obligations en découlant. LUNADIS informera le Client de ce transfert de contrat par écrit et en temps utile.

20. Droit applicable – Jurisdiction

Les présentes CG-LUNADIS ainsi que le contrat liant LUNADIS au Client sont soumis au seul droit français, à l'exclusion de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (CISG).

Le tribunal de commerce de Paris est exclusivement compétent en cas de litige relatif à l'interprétation, l'exécution ou la cessation de ce contrat.

21. Services de paiement

Sauf disposition contraire des présentes conditions générales, il est dérogé aux dispositions citées par l'article L133-2 du Code Monétaire et Financier.

22. Clause de sauvegarde

L'absence de validité de certaines stipulations des présentes CG-LUNADIS n'affecte aucunement la validité des autres stipulations.

23. Confidentialité des conditions contractuelles individuelles

Le Client est tenu, pendant la durée de la relation contractuelle avec LUNADIS de traiter de manière strictement confidentielle ses conditions contractuelles individuelles telles que par exemple les prix, les frais de service et les données de transaction («Informations confidentielles»), dans la mesure où il ne s'agit pas d'informations notoires ou qu'il ne soit pas obligé de les divulguer en vertu d'une loi ou d'une demande des autorités administratives ou judiciaires. Le Client ne doit pas divulguer les Informations confidentielles à des tiers ou les utiliser à des fins commerciales sans le consentement de LUNADIS. LUNADIS se réserve le droit de demander réparation du préjudice subi à la suite d'une violation de l'obligation de confidentialité par le Client.

24. Traitement des données et protection des données

LUNADIS traite les données du Client, notamment celles issues de la relation contractuelle, exclusivement dans le cadre des dispositions légales relatives à la protection des données à caractère personnel. Ceci inclut également le traitement et/ou la transmission de données à des tiers (par ex. aux Partenaires de Service), qui agissent pour LUNADIS dans le cadre des dispositions applicables et des garanties correspondantes, sous réserve de leur caractère licite au regard de la réglementation relative à la protection des données. Des informations complémentaires sur la protection des données sont disponibles sur le site www.lunadis.com/datenschutz.

Conformément à la loi, le Client bénéficie à tout moment d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de ses données à caractère personnel auprès de LUNADIS en s'adressant au délégué à la protection des données de LUNADIS à l'adresse email suivante : datenschutz@dkv-mobility.com.

25. Validité et interprétation

Les CG-LUNADIS sont rédigées en français et en allemand. En cas de conflit d'interprétation entre les versions françaises et allemande, seule la version française des CG-LUNADIS fait foi.

Version : 01/2020

17. Verjährung

Sämtliche Ansprüche aus dem zwischen dem Kunden und LUNADIS geschlossenen Vertrag verjähren innerhalb eines Jahres ab dem Zeitpunkt ihrer Entstehung. Diese vertragliche Verjährungsfrist bleibt dem allgemeinen Recht über die Unterbrechung und Hemmung von Verjährungsfristen unterstellt.

18. Auskünfte: Mitteilungspflichten des Kunden

- a.) LUNADIS ist berechtigt, Auskünfte bei Wirtschaftsauskunfteien und Kreditinstituten einzuholen.
- b.) Der Kunde ist verpflichtet, den Wechsel des Firmeninhabers (des Inhabers seines Unternehmens), das Ausscheiden oder Hinzutreten von Gesellschaftern, das Ausscheiden oder Hinzutreten von Geschäftsführern, die Änderung seiner Bankverbindung, der Rechtsform seines Unternehmens, die Änderung der Anschrift oder der Telekommunikationsverbindungen und/oder die Aufgabe des Geschäftsbetriebs (unter Angabe der künftigen Erreichbarkeit der Inhaber und Geschäftsführer) LUNADIS unverzüglich schriftlich mitzuteilen. Der Kunde ist zur sachdienlichen Mitwirkung verpflichtet, soweit LUNADIS zur Erfüllung der gesetzlichen Bestimmungen zur Geldwäscheprävention, insbesondere der Identitätsfeststellung und -prüfung, Informationen oder Mitteilungen des Kunden benötigt.
- c.) Soweit es sich nach der für das jeweilige LEO zwischen dem Kunden und LUNADIS vereinbarten Nutzungsberechtigung um fahrzeugbezogene LEO handelt, sind Kennzeichen- oder Kraftfahrzeugwechsel LUNADIS unverzüglich mitzuteilen.
- d.) Mitteilung der Umsatzsteuer-Identifikationsnummer des Kunden: In der EU ansässige Kunden sind verpflichtet, LUNADIS unaufgefordert weitere gültige Umsatzsteuer-Identifikationsnummern und/oder die gültige Umsatzsteuer-Identifikationsnummer ihres Fiskalvertreters sowie etwaige Änderungen unverzüglich mitzuteilen. Sofern der in der EU ansässige Kunde über noch keine Umsatzsteuer-Identifikationsnummer verfügt, verpflichtet er sich, diese in seinem Ansässigkeitsstaat zu beantragen und LUNADIS über den Antrag sowie die endgültige Umsatzsteuer-Identifikationsnummer zu informieren.

Teil B SCHLUSSBESTIMMUNGEN

19. Vertragsübertragung

LUNADIS ist jederzeit dazu berechtigt, den gesamten Vertrag oder einzelne Rechte und Pflichten hieraus auf ein mit ihr verbundenes Unternehmen zu übertragen. LUNADIS wird den Kunden über die Vertragsübertragung schriftlich rechtzeitig unterrichten.

20. Anwendbares Recht – Gerichtsbarkeit

Die vorliegenden AGB-LUNADIS und der Vertrag zwischen LUNADIS und dem Kunden unterliegen ausschließlich französischem Recht, unter Ausschluss des UN-Kaufrecht (CISG).

Jeder Streitfall bezüglich der Auslegung, Durchführung oder Beendigung dieses Vertrags unterliegt der alleinigen Zuständigkeit des Handelsgerichts von Paris.

21. Zahlungsdienste

Soweit sich aus diesen Bedingungen nichts Abweichendes ergibt, werden die in § 1133-2 des französischen Finanz- und Währungsgesetzbuches genannten Vorschriften abgedungen.

22. Salvatorische Klausel

Sollten Teile dieser AGB-LUNADIS unwirksam sein, so wird die Wirksamkeit der übrigen Bestimmungen nicht berührt.

23. Geheimhaltung von der individuellen Vertragsbedingungen

Der Kunde ist verpflichtet, für die Dauer der Vertragsbeziehung mit LUNADIS seine individuellen Vertragsbedingungen wie z. B. Preise, Serviceentgelte und Transaktionsdaten streng vertraulich zu behandeln („vertrauliche Informationen“), soweit es sich nicht um öffentlich bekannte Informationen handelt oder er aufgrund zwingendem Gesetz oder zwingender behördlicher oder gerichtlicher Anordnung zur Offenlegung verpflichtet ist. Der Kunde darf die vertraulichen Informationen ohne Genehmigung von LUNADIS nicht an Dritte weitergeben oder für kommerzielle Zwecke nutzen. LUNADIS behält sich vor, bei einem Verstoß des Kunden gegen die Geheimhaltungspflicht etwaig entstandene Schäden gerichtlich geltend zu machen.

24. Verarbeitung von Daten und Datenschutz

LUNADIS verarbeitet Daten des Kunden, insbesondere solche aus dem Vertragsverhältnis, ausschließlich im Rahmen der datenschutzrechtlichen Bestimmungen. Dies umfasst vorbehaltlich der datenschutzrechtlichen Zulässigkeit, auch die Verarbeitung und/oder Übermittlung von Daten an Dritte (z. B. Service-Partner), die im Rahmen der geltenden Bestimmungen und entsprechenden Garantien für LUNADIS tätig werden. Weitere Informationen zum Datenschutz sind auf der Website www.lunadis.com/datenschutz verfügbar.

Der Kunde hat gemäß den gesetzlichen Bestimmungen das Recht auf jederzeitigen Zugriff, Berichtigung und Löschung seiner personenbezogenen Daten bei LUNADIS, indem er sich an den Datenschutzbeauftragten von LUNADIS an folgende E-Mail-Adresse datenschutz@dkv-mobility.com wendet.

25. Geltung und Auslegung

Diese LUNADIS-AGB sind in französischer und in deutscher Sprache verfasst. Im Falle eines Auslegungstreits hat stets der französische Text Vorrang.

Stand : 01/2020